VOLUME 1

Comptes publics

2002 › 2003

États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2003

Québec

104-04160/

COMPTES PUBLICS 2002-2003

VOLUME 1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2003

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances Québec

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-41716-X

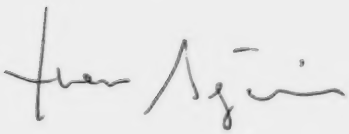
Dépôt légal – 1er trimestre 2004
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec
L'Honorable Lise Thibault
Hôtel du gouvernement
Québec

Excellence,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2003.

Le ministre des Finances,



Yves Séguin

Québec, Mars 2004

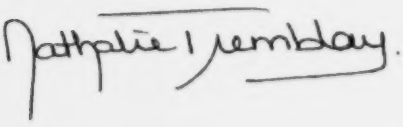
Au Ministre des Finances
Monsieur Yves Séguin
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre des Finances,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2003, lesquels ont été préparés selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001), en conformité avec les conventions comptables du gouvernement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre des Finances, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le contrôleur des Finances,



Nathalie Tremblay, CA

Québec, Mars 2004

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS IX

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés XIII
Revenus consolidés XV
Dépenses consolidées XVI
Situation financière consolidée XVIII
Conciliation des revenus, des dépenses et du déficit annuel XIX
Loi sur l'équilibre budgétaire XX
Statistiques financières XXI

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Déclaration de responsabilité 3
Rapport du Vérificateur général 4
État consolidé des résultats de fonctionnement 7
État consolidé des déficits cumulés 8
État consolidé de la situation financière 9
État consolidé des besoins financiers et de financement 10
Notes complémentaires aux états financiers 13

Annexes

1- Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à partir du Fonds consolidé du revenu et incluses dans le périmètre comptable du gouvernement 35

2- Organismes et fonds spéciaux qui ont leur propre entité comptable et sont inclus dans le périmètre comptable du gouvernement 38

3- Entreprises incluses dans le périmètre comptable du gouvernement 41

4- Organismes et fonds exerçant des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement 42

5- Détail des revenus 43

6- Détail des dépenses 44

7- Placements temporaires 45

8- Débiteurs 46

9- Participation dans les entreprises du gouvernement 47

10- Placements à long terme 53

11- Découvert bancaire 55

12- Créditeurs et frais à payer 56

13- Dettes 58

14- Dette nette 63

15- Immobilisations 64

16- Engagements et éventualités 65

17- Sommaire des opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement 71

18- Réserve 73

Avant-propos

Le ministère des Finances publie annuellement des documents concernant l'état des finances du gouvernement et les résultats de ses opérations financières.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions présentées au *Budget 2002-2003* du 19 mars 2002, une *Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin des trimestres de juin et septembre 2002.

Les *Comptes publics 2002-2003* complètent les informations relatives aux résultats réels de l'année financière 2002-2003 dont les principales données ont été présentées dans la *Synthèse des opérations financières au 30 septembre 2003*.

Les Comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2003 ont été préparés par le contrôleur des Finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001), en conformité avec les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente des données sommaires sur les opérations financières consolidées ainsi que sur les états financiers consolidés du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2003 accompagnés du rapport du Vérificateur général.

Volume 2 – Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu d'allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères, les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

SECTION 1

Sommaires des opérations financières consolidées

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

	2003		2002 [1]
	Budget*	Résultats réels	Résultats réels
Revenus autonomes	43 065	43 141	41 011
Transferts du gouvernement du Canada	8 842	9 307	9 305
Total des revenus	**51 907**	**52 448**	**50 316**
Dépenses (excluant le service de la dette)	44 713	46 057	43 983
Service de la dette	7 194	7 085	7 261
Total des dépenses	**51 907**	**53 142**	**51 244**
DÉFICIT ANNUEL	--	**(694)**	**(928)**

* Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2002-2003 du 19 mars 2002.

En vertu de la Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q., c. R-25.1), le gouvernement a institué une réserve pour financer certaines dépenses ou pour maintenir l'équilibre budgétaire.

L'évolution de la réserve est présentée à l'annexe 18.

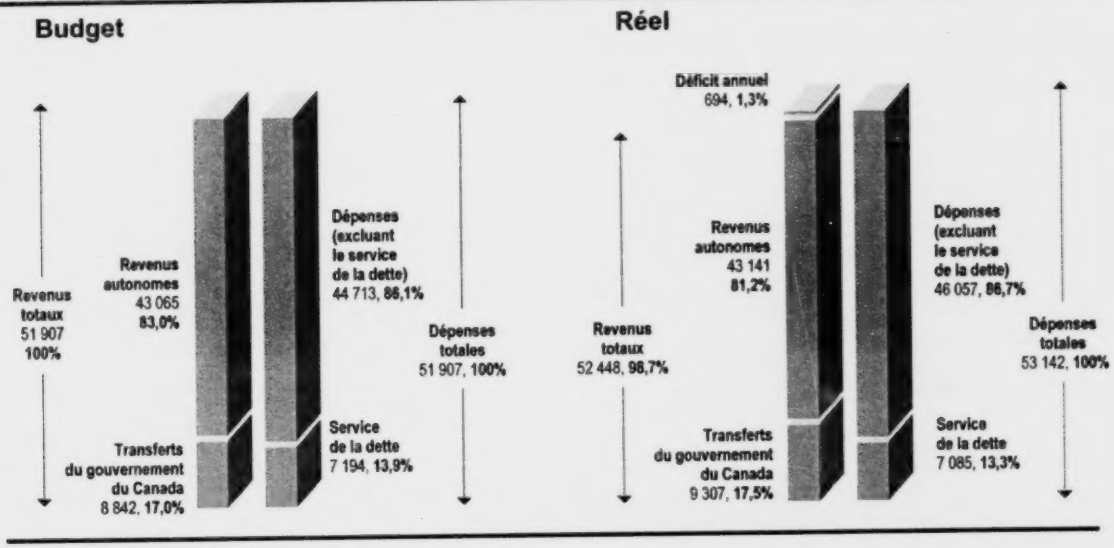
Déficit annuel	--	(694)	(928)
Transfert à la réserve	--	--	--
Utilisation de la réserve	--	--	950
Excédent du déficit annuel sur la réserve	--	(694)	22

(1) Certains chiffres de revenus et de dépenses de 2002 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés (suite)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

2003



Les revenus de l'année financière 2002-2003 sont plus élevés de 541 millions de dollars que les prévisions présentées au *Budget 2002-2003* du 19 mars 2002. L'augmentation de 76 millions de dollars des revenus autonomes s'explique par des revenus supplémentaires aux taxes à la consommation et aux entreprises du gouvernement qui est compensée en majeure partie par des revenus moins élevés à l'impôt des sociétés et par une révision de la répartition des remises d'employeurs qui a pour effet d'attribuer davantage de revenus à la Régie des rentes du Québec, un organisme fiduciaire du gouvernement, et de réduire d'autant ceux du Fonds consolidé du revenu. Du côté des transferts fédéraux, la révision à la hausse de 465 millions de dollars s'explique principalement par une augmentation des revenus de transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

Les dépenses de l'année financière 2002-2003, excluant le service de la dette, sont plus élevées de 1 344 millions de dollars que les prévisions présentées au *Budget 2002-2003*. Cette hausse reflète l'impact des ressources additionnelles allouées principalement au secteur de la santé et des services sociaux ainsi qu'une diminution moins importante que prévue du nombre de ménages à l'assistance-emploi.

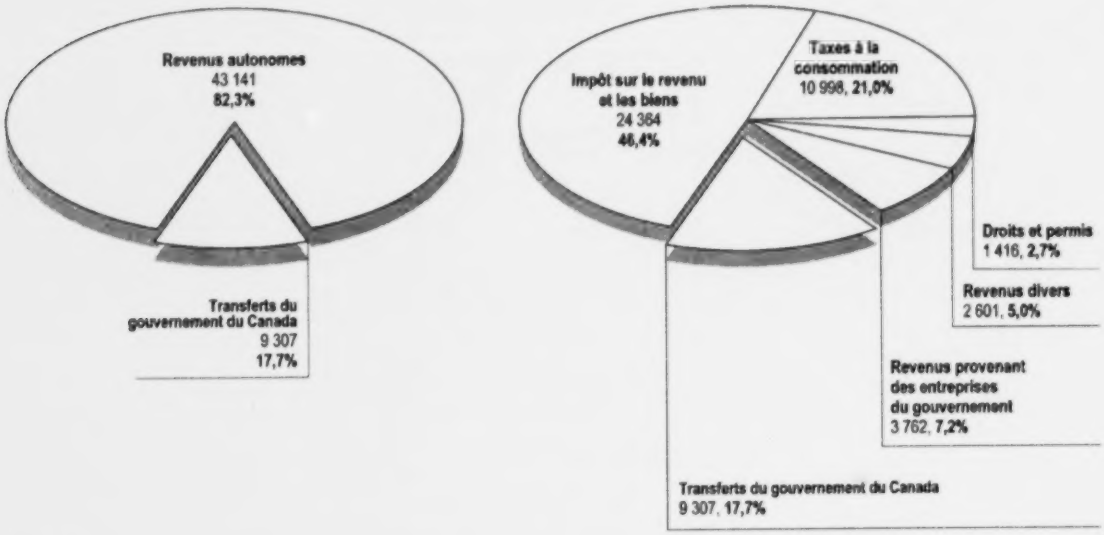
De plus, le service de la dette est à la baisse de 109 millions de dollars par rapport au niveau prévu au moment du budget. Cette variation est principalement due à la diminution des intérêts sur les régimes de retraite.

Revenus consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

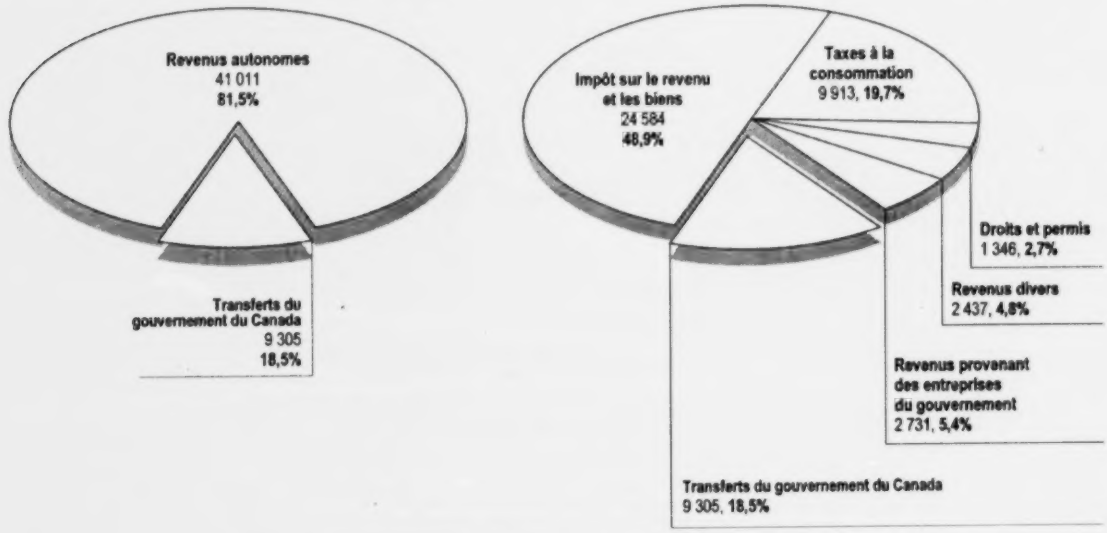
2003

Revenus totaux: 52 448



2002 (1)

Revenus totaux: 50 316



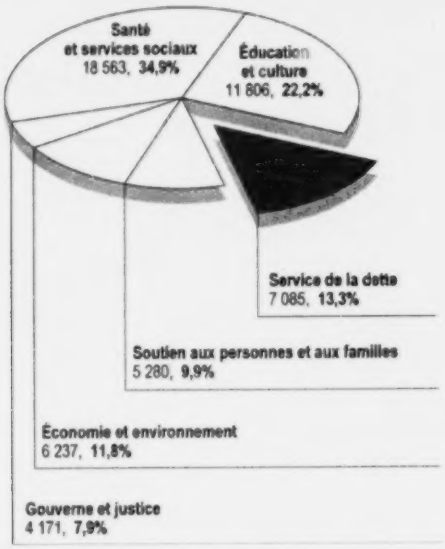
(1) Certains chiffres de 2002 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

Dépenses consolidées

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

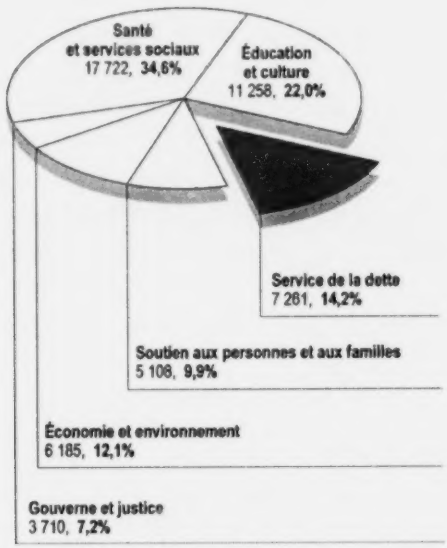
2003

Dépenses totales: 53 142
Par missions



2002 (1)

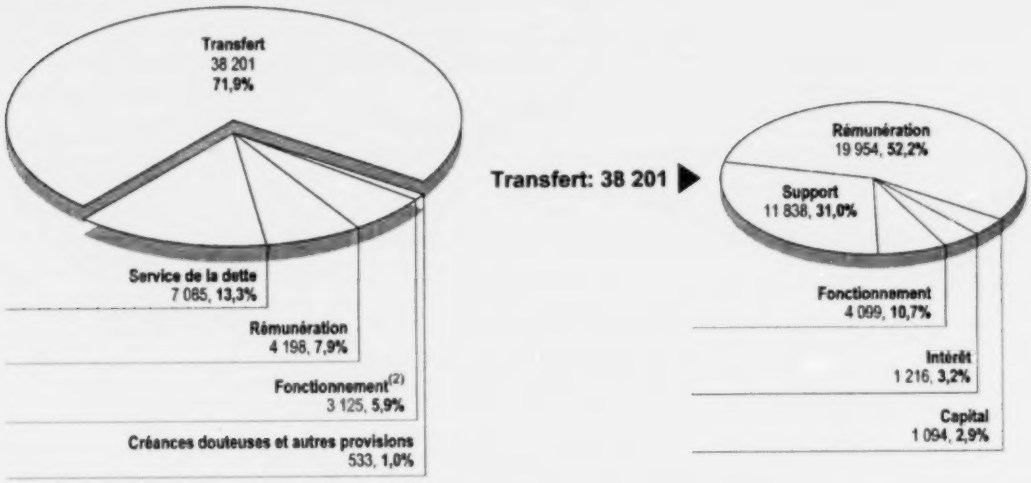
Dépenses totales: 51 244
Par missions



(1) Certains chiffres de 2002 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

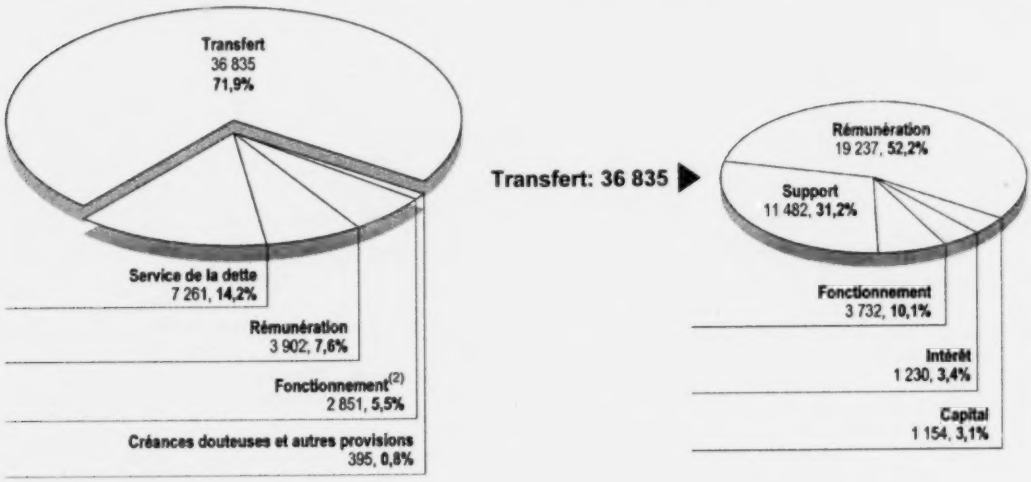
2003

Par supercatégories et catégories



2002 (1)

Par supercatégories et catégories

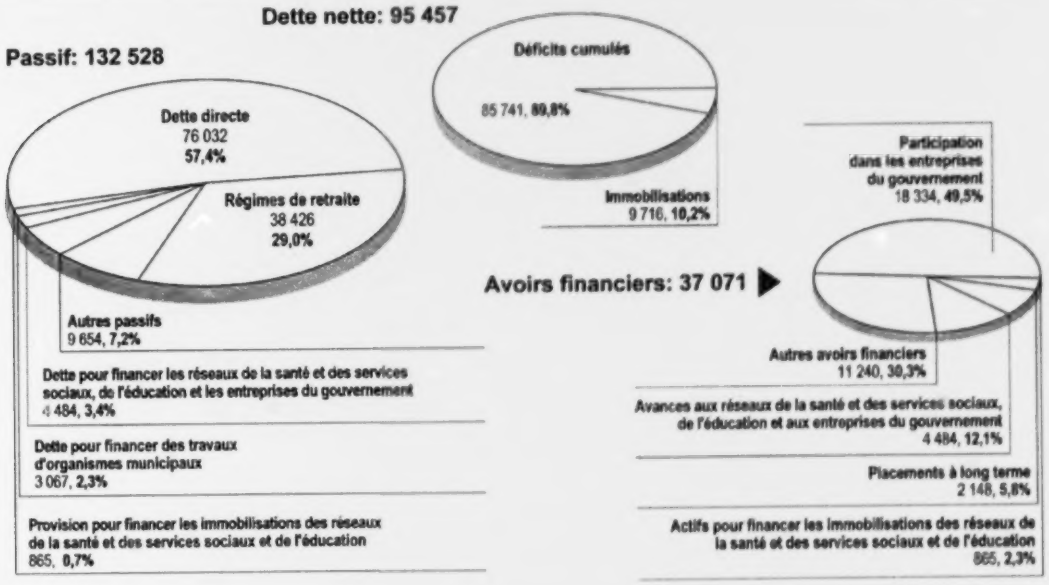


(1) Certains chiffres de 2002 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.
(2) Incluant 783 millions de dollars en 2002-2003 (622 millions de dollars en 2001-2002) pour l'amortissement des immobilisations.

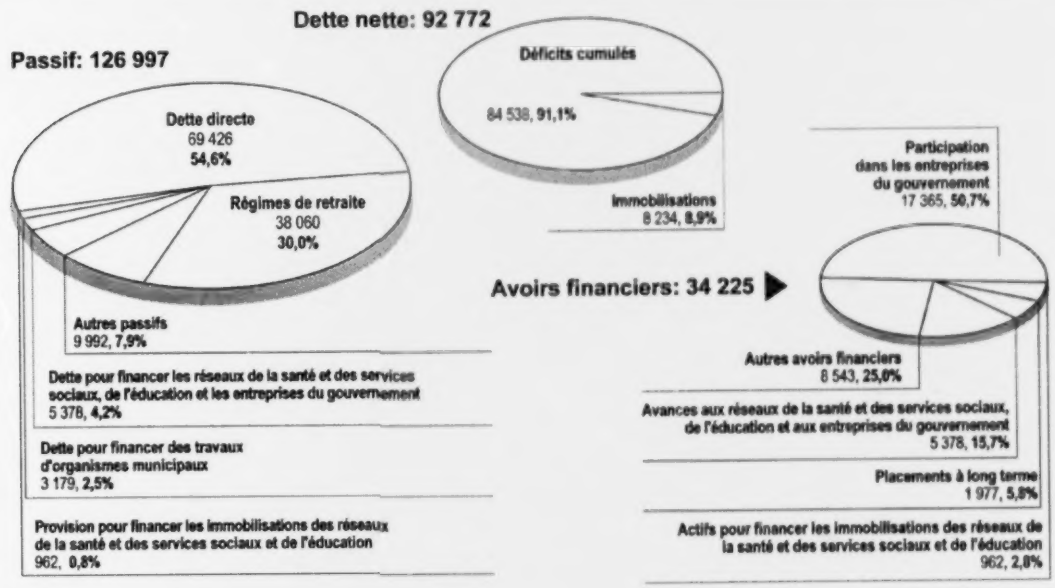
Situation financière consolidée

AU 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

2003



2002 (1)



(1) Certains chiffres de 2002 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

Conciliation des revenus, des dépenses et du déficit annuel

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

	2003	2002 (reclassé)
REVENUS		
Fonds consolidé du revenu excluant les entreprises du gouvernement	46 152	45 209
Entreprises du gouvernement	3 762	2 731
Organismes et fonds spéciaux du gouvernement	15 011	12 834
	64 925	60 774
Élimination des opérations interentités	(12 477)	(10 458)
	52 448	**50 316**
DÉPENSES		
Fonds consolidé du revenu	50 975	49 190
Organismes et fonds spéciaux du gouvernement	14 644	12 512
	65 619	61 702
Élimination des opérations interentités	(12 477)	(10 458)
	53 142	**51 244**
DÉFICIT ANNUEL	**(694)**	**(928)**

En vertu de la Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q., c. R-25.1), le gouvernement a institué une réserve pour financer certaines dépenses ou pour maintenir l'équilibre budgétaire.

L'évolution de la réserve est présentée à l'annexe 18.

Déficit annuel	(694)	(928)
Transfert à la réserve	–	–
Utilisation de la réserve	–	950
Excédent du déficit annuel sur la réserve	(694)	22

Loi sur l'équilibre budgétaire

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'équilibre budgétaire (L.R.Q., c. E-12.001), le ministre des Finances fait une reddition de comptes à l'Assemblée nationale sur l'excédent ou le dépassement réalisé au cours de l'année financière au regard des objectifs visés par la loi.

L'excédent cumulé selon la Loi sur l'équilibre budgétaire à la fin de l'année financière 2002-2003 se détaille de la façon suivante:

Excédent cumulé selon la Loi sur l'équilibre budgétaire

	2003		2002
	Budget	Résultats réels (1)	Résultats réels
		(en millions de dollars)	
Excédent cumulé, au début	1 871	1 871	1 849
Excédent (dépassement) déclaré de l'année	–	(694)	22
Excédent cumulé, à la fin	**1 871**	**1 177**	**1 871**

(1) Au cours de l'année financière 2002-2003, les modifications aux conventions comptables effectuées, telles que présentées à la note 2, n'ont eu aucun impact sur les résultats financiers de l'exercice.

Statistiques financières

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

Année financière	Revenus *	Dépenses *	(Déficit) ou surplus	Dette nette (1)	Immobilisations	Déficits cumulés
2002-2003	52 448	53 142	(694)	95 457 (6)	9 716	85 741
2001-2002	50 316	51 244	(928)	92 772 (5)	8 234	84 538
2000-2001	51 040	49 663	1 377	88 208 (4)	7 166	81 042
1999-2000	47 410	47 403	7	89 162 (3)	6 693	82 469
1998-1999	46 720	46 594	126	88 810 (2)	6 233	82 577

* Certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2002-2003.

(M$: millions de dollars)

(1) La dette nette représente le passif moins les avoirs financiers présentés dans l'état de la situation financière.

(2) La dette nette a été augmentée de 339 M$, dont 217 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, 25 M$ pour la comptabilisation des créditeurs et frais à payer et 97 M$ pour la correction des autres comptes.

(3) La dette nette a été augmentée de 359 M$ pour la comptabilisation des immobilisations.

(4) La dette nette a été augmentée de 423 M$, soit 473 M$ pour la comptabilisation des immobilisations et de 12 M$ pour les congés de maladie et vacances ainsi qu'une baisse de 62 M$ pour les placements dans les entreprises du gouvernement.

(5) La dette nette a été augmentée de 1 386 M$, dont 1 068 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, -88 M$ pour la comptabilisation de la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises, 215 M$ pour la correction de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, 85 M$ pour la modification de la convention comptable concernant certains revenus de recouvrements, ainsi que 126 M$ pour l'inscription de la cotisation à titre d'employeur relativement aux obligations découlant des congés de maladie et vacances, pour le changement de statut d'une entreprise du gouvernement et les coûts reliés à des améliorations de locaux. De plus, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de 2 250 M$, dont 1 338 M$ pour la comptabilisation de la conversion des devises étrangères et 912 M$ pour l'introduction d'une provision pour fluctuation du taux de rendement réel.

(6) La dette nette a été augmentée de 1 604 M$, dont 1 482 M$ pour la comptabilisation des immobilisations et 122 M$ pour la comptabilisation de la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises. De plus, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de 387 M$, dont 363 M$ touchant le mécanisme de plafonnement dans l'établissement des gains et pertes reportés sur l'hypothèse du taux de rendement réel.

Statistiques financières

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

Année financière	Revenus *	Dépenses *	(Déficit) ou surplus	Dette nette (1)	Immobi-lisations	Déficits cumulés
2002-2003	52 448	53 142	(694)	95 457 (6)	9 716	85 741
2001-2002	50 316	51 244	(928)	92 772 (5)	8 234	84 538
2000-2001	51 040	49 663	1 377	88 208 (4)	7 166	81 042
1999-2000	47 410	47 403	7	89 162 (3)	6 693	82 469
1998-1999	46 720	46 594	126	88 810 (2)	6 233	82 577

* Certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2002-2003.

(M$: millions de dollars)

(1) La dette nette représente le passif moins les avoirs financiers présentés dans l'état de la situation financière.

(2) La dette nette a été augmentée de 339 M$, dont 217 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, 25 M$ pour la comptabilisation des créditeurs et frais à payer et 97 M$ pour la correction des autres comptes.

(3) La dette nette a été augmentée de 359 M$ pour la comptabilisation des immobilisations.

(4) La dette nette a été augmentée de 423 M$, soit 473 M$ pour la comptabilisation des immobilisations et de 12 M$ pour les congés de maladie et vacances ainsi qu'une baisse de 62 M$ pour les placements dans les entreprises du gouvernement.

(5) La dette nette a été augmentée de 1 386 M$, dont 1 068 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, -88 M$ pour la comptabilisation de la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises, 215 M$ pour la correction de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, 65 M$ pour la modification de la convention comptable concernant certains revenus de recouvrements, ainsi que 126 M$ pour l'inscription de la cotisation à titre d'employeur relativement aux obligations découlant des congés de maladie et vacances, pour le changement de statut d'une entreprise du gouvernement et les coûts reliés à des améliorations de locaux. De plus, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de 2 250 M$, dont 1 338 M$ pour la comptabilisation de la conversion des devises étrangères et 912 M$ pour l'introduction d'une provision pour fluctuation du taux de rendement réel.

(6) La dette nette a été augmentée de 1 604 M$, dont 1 482 M$ pour la comptabilisation des immobilisations et 122 M$ pour la comptabilisation de la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises. De plus, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de 387 M$, dont 363 M$ touchant le mécanisme de plafonnement dans l'établissement des gains et pertes reportés sur l'hypothèse du taux de rendement réel.

SECTION

2

États financiers consolidés

Déclaration de responsabilité

Le gouvernement est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés préparés par le contrôleur des Finances pour le ministre des Finances en conformité avec la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, article 86). Ces états sont préparés selon les conventions comptables énumérées dans la note complémentaire 1.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont dûment autorisées par le Parlement, réalisées et comptabilisées adéquatement.

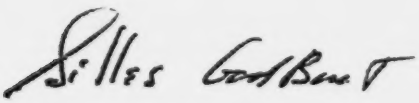
Le contrôleur des Finances est responsable de la comptabilité gouvernementale et obtient des ministères, organismes, entreprises et fonds du gouvernement toute l'information nécessaire pour satisfaire aux exigences de la comptabilité.

Le gouvernement soumet ses états financiers consolidés, pour certification, au Vérificateur général qui expose, dans son rapport à l'Assemblée nationale, la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion.

Les états financiers faisant partie des Comptes publics sont déposés annuellement à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

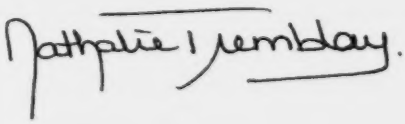
Au nom du gouvernement du Québec,

Le sous-ministre des Finances,



Gilles Godbout

Le contrôleur des Finances,



Nathalie Tremblay, CA

Québec, le 16 mars 2004

Rapport du Vérificateur général

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié les états financiers consolidés suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2003 :

- résultats de fonctionnement;
- déficits cumulés;
- situation financière;
- besoins financiers et de financement.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes faites par la direction des ministères et des entités incluses dans le périmètre comptable du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Engagements pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)

Le passif inscrit au compte « Régimes de retraite » au 31 mars 2003 pour le service régulier du RREGOP, du RRPE, excluant celui de l'administration supérieure, et pour le RRAPSC s'élève à 24 063 millions de dollars (31 mars 2002 : 22 166 millions). Ces trois régimes sont à coûts partagés, c'est-à-dire que leur coût respectif, soit la cotisation annuelle qui en découle, est partagé dans des proportions préétablies entre l'employeur et les participants. Ce partage de la cotisation annuelle crée un engagement pour le gouvernement au regard du financement de ces régimes, engagement dont la valeur correspond à la caisse qu'il aurait constituée s'il avait versé ses cotisations sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer la caisse des participants. Dans le cas du RREGOP et du RRPE, la valeur marchande de cette caisse était estimée à 32 677 millions de dollars au 31 décembre 2002 (31 décembre 2001 : 36 282 millions). Quant au RRAPSC, pour lequel les cotisations des employés ont été versées dans le Fonds consolidé du revenu, la valeur comptable de la caisse qu'auraient

Rapport du Vérificateur général (suite)

constituée les employés et le gouvernement était estimée à 713 millions de dollars à cette date (31 décembre 2001 : 767 millions).

Dans la note 5 de ses états financiers, le gouvernement ne reconnaît pas clairement avoir contracté des engagements pour le financement de ces régimes. En effet, il n'y indique pas que les engagements auxquels il fait référence découlent du partage de la cotisation annuelle établi en fonction des dispositions législatives de ces régimes et des conventions collectives qu'il a négociées depuis leur instauration. Relativement à des engagements totaux de 33 390 millions de dollars (31 décembre 2001 : 37 049 millions), 24 063 millions de dollars (31 mars 2002 : 22 166 millions) sont déjà comptabilisés à titre de passif, au 31 mars 2003.

Bien que ces engagements n'aient pas d'effet sur le passif, la dette nette, les déficits cumulés et le déficit de l'année financière terminée le 31 mars 2003, il est nécessaire d'en faire une divulgation appropriée pour que le lecteur des états financiers soit en mesure d'évaluer l'état des finances du gouvernement.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement, qui est décrit dans la note 1 de ses états financiers, n'inclut pas les entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux. Conformément aux normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, ces entités devraient être incluses dans son périmètre comptable puisqu'elles satisfont aux critères d'inclusion relatifs à ce périmètre.

Compte tenu du fait que le gouvernement n'a pas colligé l'information nécessaire, je n'ai pu déterminer les effets de la non-inclusion des entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux dans les états financiers. Toutefois, selon l'information dont je dispose, l'inclusion de ces entités dans les états financiers consolidés du gouvernement entraînerait des changements notables aux données financières qu'il y présente.

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Investissement Québec établit la provision pour pertes sur ses interventions financières garanties par le gouvernement en fonction des risques de crédit et des interventions en cours. Le gouvernement inscrit une provision différente pour ces mêmes interventions en fonction de sa propre évaluation des risques de crédit et sur la base des interventions autorisées plutôt que de celles qui sont en cours. À mon avis, la provision établie par Investissement Québec est adéquate parce qu'elle est évaluée en fonction de la comptabilité d'exercice et d'une analyse rigoureuse des risques de crédit. Le

Rapport du Vérificateur général (suite)

gouvernement aurait donc dû porter à ses livres la provision calculée par Investissement Québec. Le fait de ne pas avoir inscrit une provision appropriée a eu pour conséquence de surévaluer le déficit de l'année financière terminée le 31 mars 2003 de 82,3 millions de dollars (31 mars 2002 : 50,1 millions), et de surévaluer la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, la dette nette et les déficits cumulés de 260,7 millions de dollars respectivement à cette date (31 mars 2002 : 178,4 millions).

À mon avis, à l'exception de la divulgation inappropriée par le gouvernement de ses engagements quant au financement du RREGOP, du RRPE et du RRAPSC, des effets non déterminés de la non-inclusion des entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux, ainsi que des effets de la comptabilisation inappropriée de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables présentées à la note 1. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général*, je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Autre question d'importance
Données financières comparatives

Le gouvernement a traité de manière rétroactive la récupération des paiements de péréquation par le gouvernement du Canada pour l'année financière 2001-2002 relativement à l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Il a porté à la dette nette du début de 2001-2002 la récupération de 215 millions de dollars attribuable à cette année financière alors qu'elle aurait dû être inscrite en diminution des revenus pour cette année financière. Ainsi, les revenus de transfert du gouvernement du Canada de 2001-2002 présentés pour comparaison dans son état consolidé des résultats de fonctionnement de 2002-2003 auraient dû être diminués de 215 millions de dollars. De plus, le déficit de 2001-2002 est demeuré à 928 millions de dollars alors qu'il aurait dû être porté à 1 143 millions.

La vérificatrice générale par intérim,

Doris Paradis

Doris Paradis, FCA
Québec, le 16 mars 2004

État consolidé des résultats de fonctionnement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

Annexe		2003 Budget *	2003 Résultats réels	2002 Résultats réels (notes 2 et 11)
5	**REVENUS (note 3)**			
	Impôt sur le revenu et les biens	25 703	24 364	24 584
	Taxes à la consommation	10 435	10 998	9 913
	Droits et permis	1 390	1 416	1 346
	Revenus divers	2 322	2 601	2 437
9	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	3 215	3 762	2 731
	Revenus autonomes	43 065	43 141	41 011
	Transferts du gouvernement du Canada	8 842	9 307	9 305
	Total des revenus	**51 907**	**52 448**	**50 316**
6	**DÉPENSES**			
	Santé et services sociaux	17 992	18 563	17 722
	Éducation et culture	11 785	11 806	11 258
	Économie et environnement	6 029	6 237	6 185
	Soutien aux personnes et aux familles	5 060	5 280	5 108
	Gouverne et justice	3 847	4 171	3 710
	Sous-total	**44 713**	**46 057**	**43 983**
	Service de la dette	7 194	7 085	7 261
	Total des dépenses	**51 907**	**53 142**	**51 244**
	DÉFICIT ANNUEL	**--**	**(694)**	**(928)**

* Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2002-2003 du 19 mars 2002.

En vertu de la Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q., R-25.1), le gouvernement a institué une réserve pour financer certaines dépenses ou pour maintenir l'équilibre budgétaire.

L'évolution de la réserve est présentée à l'annexe 18.

Déficit annuel	–	(694)	(928)
Transfert à la réserve	–	–	–
Utilisation de la réserve	–	–	50
Excédent du déficit annuel sur la réserve	–	(694)	22

État consolidé des déficits cumulés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

	2003		2002
	Budget *	Réel	Réel
DÉFICITS CUMULÉS AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIS	(81 992)	(84 100)	(83 260)
Redressements (note 2)		(406)	(406)
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, 1er avril 2001 (annexe 9)		(32)	(32)
	(81 992)	**(84 538)**	**(83 698)**
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, 1er avril 2002 (annexe 9)		(387)	
Solde redressé	**(81 992)**	**(84 925)**	**(83 698)**
Quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises du gouvernement	–	(122)	88
Déficit annuel	–	(694)	(928)
DÉFICITS CUMULÉS À LA FIN	**(81 992)**	**(85 741)**	**(84 538)**

* Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2002-2003 du 19 mars 2002.

État consolidé de la situation financière

AU 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

Annexe		2003	2002
	AVOIRS FINANCIERS		(note 2)
7	Placements temporaires	4 488	1 445
8	Débiteurs	6 262	7 003
9	Participation dans les entreprises du gouvernement	18 334	17 365
10	Placements à long terme	2 148	1 977
	Frais reportés liés aux dettes	490	95
	Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement (note 7)	4 484	5 378
	Actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 8)	865	962
	TOTAL DES AVOIRS FINANCIERS	**37 071**	**34 225**
	PASSIF		
11	Découvert bancaire	368	882
12	Créditeurs et frais à payer	8 978	8 579
	Revenus reportés	308	531
	Régimes de retraite (note 5)	38 426	38 060
13	Dette directe (notes 6 et 7)	76 032	69 426
13	Dette pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement (notes 6 et 7)	4 484	5 378
13	Dette pour financer des travaux d'organismes municipaux (notes 6 et 7)	3 067	3 179
	Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 8)	865	962
	TOTAL DU PASSIF	**132 528**	**126 997**
14	**DETTE NETTE**	**(95 457)**	**(92 772)**
15	**IMMOBILISATIONS (note 4)**	**9 716**	**8 234**
	DÉFICITS CUMULÉS	**(85 741)**	**(84 538)**

16 Engagements et éventualités (note 9)
Événements postérieurs à la date de clôture (note 12)
17 Opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement
18 Réserve

État consolidé des besoins financiers et de financement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003

(en millions de dollars)

	2003		2002 (note 11)	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Déficit annuel		(694)		(928)
Éléments n'affectant pas les liquidités:				
Créances douteuses et autres provisions	533		395	
Congés de maladie et vacances	55		75	
Amortissement des immobilisations	783		622	
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	37		72	
Amortissement de la perte de change reportée	129		153	
Amortissement de l'escompte et de la prime	48	1 585	61	1 378
		891		450
Comptes à fin déterminée (annexe 12)				
Paiements et autres débits	(510)		(527)	
Rentrées et autres crédits	496	(14)	567	40
Variation des avoirs financiers et du passif reliés au fonctionnement		(484)		(345)
		393		145
Activités liées aux régimes de retraite				
Charge de retraite (note 5)	1 451		1 395	
Frais d'intérêts relatifs aux régimes de retraite (note 5)	3 389	4 840	3 322	4 717
Prestations et autres paiements	(2 913)		(2 720)	
Cotisations des salariés et des employeurs autonomes	80	(2 833)	92	(2 628)
		2 007		2 089
Liquidités provenant des activités de fonctionnement		**2 400**		**2 234**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Variation de la participation dans les entreprises du gouvernement				
Placements effectués	(340)		(648)	
Quote-part dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus nets des dividendes déclarés	(1 138)	(1 478)	(371)	(1 019)
Variation des placements à long terme				
Placements effectués	(545)		(426)	
Placements réalisés	310	(235)	213	(213)
Immobilisations				
Acquisitions	(2 270)		(1 626)	
Dispositions	5	(2 265)	9	(1 617)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		**(3 978)**		**(2 849)**
BESOINS FINANCIERS NETS		**(1 578)**		**(615)**

État consolidé des besoins financiers et de financement (suite)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

	2003		2002 (note 11)	
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation des dettes				
Emprunts effectués	11 430		9 011	
Emprunts remboursés	(5 121)	6 309	(5 492)	3 519
Activités liées aux régimes de retraite				
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite				
Versements	(900)		(2 535)	
Réinvestissement des revenus de placements du fonds	(741)	(1 641)	(605)	(3 140)
Liquidités provenant des activités de financement		**4 668**		**379**
Variation des liquidités[1]		(3 090)		236
FINANCEMENT NET		**1 578**		**615**

(1) Les liquidités comprennent les espèces en banque (annexe 11) et les placements temporaires (annexe 7).

Notes complémentaires aux états financiers

1. Principales conventions comptables

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon les conventions ci-après énumérées. Les renseignements compris dans ses états financiers consolidés sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs jugements et estimations.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement englobe les ministères, les organismes, les entreprises et les fonds spéciaux qui doivent rendre compte de la gestion de leurs opérations et ressources financières soit à un ministre, soit directement à l'Assemblée nationale et qui appartiennent au gouvernement ou sont sous son contrôle. Ils sont énumérés en annexe aux états financiers.

Les opérations fiduciaires exercées par certains organismes et fonds sont exclues du périmètre comptable du gouvernement. Ces organismes et fonds sont énumérés en annexe aux états financiers.

Méthode de consolidation

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du gouvernement, à l'exception des entreprises du gouvernement, sont homogénéisés et combinés ligne par ligne selon les conventions comptables décrites ci-après, les opérations et les soldes interentités sont éliminés.

La participation dans les entreprises du gouvernement est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, la participation dans ces entreprises est enregistrée au coût, lequel est, d'une part, ajusté annuellement de la quote-part du gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus et, d'autre part, réduit de la part des dividendes versés ou déclarés par l'entreprise qui revient au gouvernement. Une entreprise du gouvernement possède toutes les caractéristiques suivantes:

a) elle constitue une entité juridique distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice;
b) elle est investie des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales;
c) elle a pour principale activité la vente de biens ou la prestation de services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement;
d) elle peut, dans le cours normal de ses affaires, poursuivre ses activités et faire face à ses dettes au moyen de revenus tirés de sources non comprises dans le périmètre comptable du gouvernement.

Revenus

Les revenus provenant des impôts sur le revenu et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis, amendes et confiscations sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant des transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Les autres revenus sont comptabilisés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. À l'égard des intérêts créditeurs, la comptabilisation cesse lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr.

Dépenses

Les transferts sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où les transferts ont été autorisés et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

Les dépenses comprennent le coût des biens et services acquis au cours de l'année financière à l'exception des immobilisations pour lesquelles un amortissement annuel est comptabilisé.

La dépense d'intérêts du service de la dette résultant d'opérations conclues en devises étrangères est convertie en dollar canadien aux cours en vigueur au moment des opérations.

Avoirs financiers

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les débiteurs, les prêts et les avances sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen de provisions pour moins-values.

La participation dans les entreprises du gouvernement est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les autres placements à long terme sont comptabilisés au coût et sont réduits de toute moins-value durable. Cette moins-value est imputée aux opérations de l'année financière où elle est constatée.

Passif

Créditeurs et frais à payer

Comptes à fin déterminée

La Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001) prévoit la création de comptes à fin déterminée dans lesquels peuvent être déposées les sommes reçues en fonction d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique. Ainsi, certains montants encaissables ou payables, reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale ou à diverses compensations de tiers, sont inscrits dans des comptes à fin déterminée.

Congés de maladie et vacances

Les obligations découlant des congés de maladie et vacances dus aux employés du gouvernement sont comptabilisées à titre de passif. La variation annuelle de ce compte est portée aux dépenses.

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Les obligations découlant des emprunts et des autres interventions financières garantis sont comptabilisées au passif lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

La provision représentant les pertes probables est évaluée en utilisant un taux basé sur l'expérience passée en matière de pertes sur chacun des programmes de garanties. Les garanties spéciales sont regroupées selon leur niveau de risque.

Régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du gouvernement, les obligations au titre des prestations constituées sont évaluées selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement concernant notamment l'inflation, l'intérêt et les salaires des employés. La méthode utilisée est toutefois redressée pour tenir compte de la façon dont les prestations sont gagnées par les salariés.

Charge totale relative aux régimes

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes, y compris le coût des modifications aux régimes ainsi que les amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels, sont portés aux dépenses avec contrepartie au compte « Régimes de retraite », soit le passif au titre des régimes. Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels.

Dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite de certains enseignants (RRCE) et des transferts du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE, les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels sont amortis en ligne droite (méthode linéaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à l'ensemble de ces régimes. Les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels des autres régimes de retraite sont toutefois amortis sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à chacun des régimes.

La charge totale relative aux régimes comprend également les frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées avec contrepartie au passif du compte « Régimes de retraite ».

Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)

En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, article 8), le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au passif au titre des régimes de retraite, pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite. Les actifs du FARR sont comptabilisés à une valeur basée sur la valeur marchande. Les revenus annuels de placement du FARR sont calculés en appliquant le taux d'intérêt nominal de l'évaluation actuarielle la plus récente au solde du FARR à la fin de l'année financière précédente.

Lors des évaluations actuarielles triennales, les écarts attribuables aux différences de revenus entre ceux comptabilisés depuis les dernières évaluations actuarielles et les revenus de placement évalués à la valeur marchande à la fin de l'année financière sont amortis linéairement sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants, soit la période applicable aux redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels.

Les revenus de placement du FARR ainsi que l'amortissement des écarts constatés lors des évaluations actuarielles sont soustraits dans le calcul des frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées.

Dettes

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes.

Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollar canadien selon les taux de change en vigueur au 31 mars.

Les gains ou les pertes de change résultant de la conversion des emprunts sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de chaque emprunt selon la méthode linéaire.

Instruments financiers dérivés

Le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion des risques de change et de taux d'intérêt relatifs aux dettes. Ces instruments financiers sont inscrits au coût.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change associé au remboursement des intérêts et du principal des emprunts et à la gestion de la trésorerie qui en découle, comme les contrats d'échange de devises et les contrats de change à terme, sont convertis en dollar canadien selon les taux de change en vigueur au 31 mars. Les composantes de ces instruments, soit les actifs et les passifs financiers, font l'objet d'une compensation entre elles et sont présentées dans les postes « Dettes ».

Les échanges d'intérêts qui découlent des contrats d'échange de taux d'intérêt utilisés pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt sont rapprochés de la dépense d'intérêts des emprunts auxquels ils se rattachent.

Les gains ou pertes sur les instruments financiers dérivés sont reportés et amortis sur la durée de chaque contrat. Cependant, les gains ou pertes de change sur des contrats à court terme visant à modifier le risque de change associé aux emprunts à long terme sont amortis sur la durée restante du portefeuille d'emprunts dans la devise concernée, selon la méthode linéaire.

Fonds d'amortissement des dettes

Les titres détenus par le Fonds d'amortissement sont comptabilisés au montant payé au moment de l'achat, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à recevoir à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque titre.

Au moment de la disposition, l'écart entre la valeur comptable et le montant encaissé est imputé aux résultats.

Immobilisations

Les immobilisations sont des avoirs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Elles comprennent les terrains, les bâtiments, les aménagements tels ceux des parcs et des bases de plein air, les réseaux complexes tels les barrages, les canaux, les routes et les ponts, le matériel et l'équipement incluant les véhicules et les meubles, et le développement informatique.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon une méthode logique et systématique, sur une période correspondant à leur durée de vie utile; elles sont une composante de la dette nette. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les œuvres d'art et les trésors historiques ne sont pas comptabilisés à titre d'immobilisations mais sont indiqués en note aux états financiers et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie au passif des revenus reportés qui sont intégrés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Cependant, les terrains sont inscrits à leur valeur symbolique.

Les sommes reçues d'organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement pour l'achat d'immobilisations sont comptabilisées au passif à titre de revenus reportés qui sont intégrés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'achat de terrains sont déduites du coût de ces derniers.

2. Redressements

Le gouvernement a apporté les redressements suivants:

Comme certains revenus de recouvrements étaient difficilement estimables avant que les fonds ne soient reçus, le gouvernement a dû modifier la modalité d'application de la comptabilité d'exercice en utilisant la base d'encaissement pour inscrire ces revenus, conformément aux règles de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) a versé, de 1972 à 1999, plus de 3,4 milliards de dollars en trop principalement à quatre provinces (Ontario, Manitoba, Colombie-Britannique et Alberta) au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers. Dans le cadre de la correction de cette erreur, le gouvernement fédéral a annoncé une modification de la formule de péréquation qui augmente la capacité fiscale relative du Québec et ainsi, diminue ses droits de péréquation. L'impact négatif de la solution fédérale à l'erreur de l'ADRC sur les droits de péréquation du Québec a obligé le gouvernement à corriger ses résultats financiers des années antérieures pour un montant de 215 millions de dollars.

Les cotisations à titre d'employeur, relativement aux obligations découlant des congés de maladie et de vacances dus aux employés, évaluées à 177 millions de dollars, sont comptabilisées à titre de passif au compte «Congés de maladie et vacances» alors qu'auparavant elles étaient comptabilisées au moment où les employés utilisaient leurs congés.

Certains coûts reliés à des améliorations de locaux sont maintenant capitalisés et amortis à la catégorie «Bâtiments» alors qu'auparavant ils étaient imputés aux opérations.

Le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) n'a pas atteint l'autonomie financière visée au départ par le gouvernement. Le CRIQ a donc été consolidé ligne par ligne alors qu'auparavant il était considéré comme une entreprise du gouvernement et ses opérations étaient comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

L'ensemble de ces redressements appliqués rétroactivement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants:

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Revenus	12	16
Dépenses	12	16
Participation dans les entreprises du gouvernement	(24)	(24)
Placements à long terme	10	10
Débiteurs	(61)	(61)
Découvert bancaire	12	7
Créditeurs et frais à payer	392	397
Immobilisations	73	73
Déficits cumulés	406	406

3. Revenus

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction des montants suivants:

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
		(note 11)
Impôt sur le revenu des particuliers		
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	456	693
Frais de garde	200	211
Autres	113	96
Remboursements d'impôts fonciers	230	243
Allocations d'aide aux familles	3	(2)
	1 002	**1 241**
Impôt des sociétés		
Crédits d'impôt remboursables:		
Recherche scientifique et développement expérimental	547	349
Productions cinématographiques	110	97
Crédits d'impôt relatif à la déclaration des pourboires	49	40
Autres	398	231
	1 104	**717**
Droits et permis		
Traitements sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	230	198
Contrôle routier	48	48
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations et autres	5	3
	283	**249**
	2 389	**2 207**

4. Immobilisations

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût et présentées à la dette nette. Elles sont amorties selon les méthodes suivantes en fonction de leur durée de vie utile:

Catégorie	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments	Linéaire et intérêts composés	10 à 50 ans
Aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Réseaux complexes	Linéaire	10 à 40 ans
Matériel et équipement	Linéaire	3 à 20 ans
Développement informatique	Linéaire	5 à 10 ans

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et de vidéos et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

5. Régimes de retraite

Le gouvernement du Québec contribue à plusieurs régimes de retraite pour l'ensemble de ses employés. Les participants à ces régimes sont les employés des secteurs public et parapublic, les membres de l'Assemblée nationale et les juges de la Cour du Québec.

Régimes de retraite

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 2002	Nombre de prestataires au 31 décembre 2002
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	465 000	110 436
Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)	24 200	12 591
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	5 925 *	46 182 *
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	2 900 *	24 798 *
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	5 000	3 677
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 900	969
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	260	295
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	275	71
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	122	264
	506 582	**199 283**

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux participants.

Ces régimes sont à « prestations déterminées » ce qui signifie qu'ils garantissent un revenu déterminé aux participants au moment de la retraite, calculé en fonction du revenu moyen des meilleures années, généralement cinq, et du nombre d'années de service des participants. Les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie acquise avant le 1er juillet 1982 et après cette date, elles sont partiellement indexées.

Il y a deux catégories de régimes de retraite:

— les régimes de retraite à coûts partagés;
— les régimes de retraite à solde du coût.

Régimes de retraite à coûts partagés

Dans le cas du RREGOP et du RRPE, le gouvernement assume 50 % des coûts pour les années de service à partir du 1er juillet 1982, et 58,33 % (7/12), pour les années de service avant le 1er juillet 1982. Les cotisations des participants et les contributions des employeurs autonomes sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans le cas du RRAPSC, le gouvernement assume 46 % des coûts et les employés une proportion de 54 %. Les cotisations des employés sont versées au Fonds consolidé du revenu.

Régimes de retraite à solde du coût

Les régimes de retraite à solde du coût sont des régimes pour lesquels les employeurs assument la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants. C'est le cas de tous les régimes du gouvernement autres que le RREGOP, le RRPE et le RRAPSC.

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes de tous ces régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu. Le gouvernement assume la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants et les employeurs autonomes.

Valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite

La valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite pour le service rendu à une date donnée est évaluée, par les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique les plus probables.

Hypothèses économiques à long terme :

- Rendement, net d'inflation	4,85 %
- Taux d'inflation	3,00 %
- Progression des salaires, nette d'inflation	1,10 %

Passif du gouvernement au titre des régimes de retraite

La comptabilisation du passif du gouvernement au titre des régimes de retraite est effectuée conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés à l'égard des régimes de retraite du secteur public.

Le passif inscrit des régimes de retraite est établi sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite, en tenant compte de certains redressements relatifs aux gains et pertes actuariels constatés lors des évaluations actuarielles triennales. Ces gains et pertes sont amortis selon la convention comptable établie à cet égard. Le passif du gouvernement au titre des régimes de retraite comprend également des frais d'intérêts calculés sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées à une date donnée pour l'ensemble des régimes de retraite.

Le passif inscrit au titre des régimes de retraite du gouvernement est estimé à 50 266 millions de dollars au 31 mars 2003 pour l'ensemble des régimes, dont 27 331 millions de dollars pour le RREGOP et le RRPE comme le montre le tableau ci-dessous pour les principaux régimes.

Passif au titre des régimes de retraite

	Obligations actuarielles au titre des prestations constituées	Redressements	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2003	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2002
		(en millions de dollars)		
RREGOP				
- service régulier	21 346	(1 093)	20 253	18 609
- service transféré	2 487	(219)	2 268	2 259
RRPE				
- service régulier	4 013	(284)	3 729	3 396
- service transféré	1 179	(98)	1 081	1 043
RRE et RRCE	15 246	(944)	14 302	14 364
RRF	5 271	(254)	5 017	5 067
Autres	3 617	(1)	3 616	3 521
	53 159	**(2 893)**	**50 266**	**48 259**
Fonds d'amortissement [1]	(9 240) [2]	(2 600)	(11 840)	(10 199)
	43 919	**(5 493)**	**38 426**	**38 060**

(1) Au cours de l'année financière 2002-2003, le ministre des Finances a investi 900 millions de dollars (2 535 millions de dollars en 2001-2002) au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Au 31 mars 2003, un revenu de placement de 741 millions de dollars (605 millions de dollars en 2002) a été réinvesti au Fonds d'amortissement, lequel montant a été pris en compte dans le calcul des frais d'intérêts à l'égard des régimes de retraite.

(2) Ce montant correspond à la juste valeur des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 mars 2003.

Évaluations actuarielles et estimations subséquentes

Les estimations les plus récentes produites et émises en 2003 ont été établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 2001 pour le RRMAN et le RRAPSC; au 31 décembre 2000 pour le RRCE, le RRJCQ, le RRMSQ, le RREFQ, le RRPE (RRAS) et le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE; au 31 décembre 1999 pour le RRF, le RRE, le RREGOP et le RRPE autre que le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE et le RRPE (RRAS).

Charge totale relative aux régimes

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Charge de retraite		
Coût des prestations constituées excluant les frais d'intérêt	1 303	1 253
Cotisations des salariés	(76)	(88)
Cotisations des employeurs autonomes	(4)	(4)
	1 223	1 161
Coûts des modifications	3 (1)	28
Amortissement des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou des pertes actuariels	225	206
	1 451	1 395
Frais d'intérêts relatifs aux régimes de retraite	2 648 (2)	2 717 (2)
Total	**4 099**	**4 112**

(1) En vertu de la Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic (2002, chapitre 30) sanctionnée le 14 juin 2002, des modifications ont été apportées au RRAPSC et ont un impact de 3 millions de dollars au 31 mars 2003.

(2) Après déduction des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite de 741 millions de dollars en 2002-2003 (605 millions de dollars en 2001-2002).

Financement des régimes de retraite

Évaluations actuarielles à des fins de financement pour le service régulier des régimes de retraite à « coûts partagés » (RREGOP, RRPE et RRAPSC)

Conformément à la loi, les actuaires de la CARRA effectuent tous les trois ans une évaluation actuarielle à des fins de financement pour chacun des régimes, c'est-à-dire pour déterminer les taux de cotisation des régimes. Pour les fins de ces évaluations, les actuaires tiennent compte des dispositions législatives et des conventions collectives en utilisant la méthode d'évaluation convenue entre les parties de même que des hypothèses économiques plus conservatrices que celles utilisées pour les évaluations aux fins de la comptabilisation.

Selon ces évaluations, l'engagement du gouvernement aux fins de financement est calculé comme étant la caisse qu'il aurait constituée s'il avait eu à verser, depuis 1973, ses cotisations sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer le taux de cotisation des participants. Cette caisse, dans le cas du

RREGOP et du RRPE, était estimée, au 31 décembre 2002, à 32 677 millions de dollars à la juste valeur et 39 800 millions de dollars au coût (36 282 millions de dollars à la juste valeur au 31 décembre 2001 et 41 147 millions de dollars au coût). Dans le cas du RRAPSC, pour lequel les cotisations des employés ont été versées au Fonds consolidé du revenu, la valeur de la caisse qu'auraient constituée les employés et le gouvernement était de 713 millions de dollars au coût au 31 décembre 2002 (767 millions de dollars au 31 décembre 2001).

L'écart entre ces caisses et le passif inscrit au titre de ces trois régimes représente une somme non exigible qui n'a pas à être comptabilisée au passif du gouvernement. Cet écart découle d'hypothèses économiques et de méthodologies différentes.

6. Gestion du risque et instruments financiers dérivés

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations de remboursement des emprunts venant à échéance et de maintenir ses liquidités au niveau désiré, le gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement et de gestion de la dette axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

La participation à ces marchés implique différents types de risque. Le gouvernement élabore donc des stratégies de gestion du risque par l'utilisation des divers instruments financiers dérivés à sa disposition.

Risque de change

Le risque de change est le risque que les flux monétaires nécessaires au remboursement des intérêts et du capital des emprunts en devises étrangères varient selon les fluctuations des marchés. Afin de gérer ce risque, le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés tels les contrats d'échange de devises ainsi que les contrats de change à terme. Ces contrats ont pour objectif d'échanger des flux monétaires d'une devise contre une autre. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2013.

La structure de la dette au 31 mars 2003, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change, est de 83 % en dollar canadien, 4 % en dollar américain, 10 % en yen et 3 % en franc suisse (au 31 mars 2002: 81 % en dollar canadien, 7 % en dollar américain et 12 % en yen).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que le service de la dette varie de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt. Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt, le gouvernement a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt ou à des produits dérivés à court terme. Les contrats d'échange de taux d'intérêt permettent d'échanger le paiement d'intérêts à taux fixe contre des paiements calculés à taux variables ou vice versa, sur une valeur nominale de référence.

La structure de la dette au 31 mars 2003, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt, est de 71 % à taux fixe et de 29 % à taux variable (au 31 mars 2002: 71,5 % à taux fixe et 28,5 % à taux variable).

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un contrepartiste fasse défaut à ses obligations contractuelles; un tel événement pouvant entraîner des pertes financières pour le gouvernement. Dans le but de se prémunir contre un tel risque dans le cadre de transactions d'instruments financiers dérivés, le gouvernement s'est doté d'une politique de gestion du risque de crédit qui limite les pertes potentielles par contrepartistes.

Une limite de crédit est fixée pour chaque contrepartiste en fonction principalement de sa cote de crédit. Lors d'un dépassement de cette limite, un processus est mis en place afin que les montants dus par le contrepartiste se retrouvent à l'intérieur des limites fixées.

Le gouvernement transige avec des grandes institutions financières qui possèdent une cote de crédit équivalente ou supérieure à la sienne. Au 31 mars 2003, plus de 95 % du portefeuille d'instruments financiers dérivés était associé à des contrepartistes ayant une cote « double A » ou supérieure. Tous les contrepartistes du gouvernement avaient au moins une cote « A » avec une agence de cotation reconnue.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que le gouvernement ne puisse rencontrer, à court terme, ses engagements financiers. Afin de contrer ce risque, le gouvernement dispose, auprès de différentes institutions bancaires canadiennes, de marges de crédit totalisant 1 165 millions de dollars canadiens.

De plus, le gouvernement dispose, auprès d'un syndicat bancaire canadien et international, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains.

Au 31 mars 2003, aucun tirage n'est en cours sur ces marges et conventions de crédit.

7. Dettes

	2003			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement [1]	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	44 925	44 925 [3]	4 523	4 523
En dollar américain	11 948	17 571	3	4
En yen	537 601	6 690		
En euro	5 724	9 170		
En franc suisse	508	552		
Autres devises [4]		903		
Moins :				
Instruments financiers dérivés - net		(669)		1
Fonds d'amortissement		3 552		42
Dettes avant perte de change reportée		76 928		4 484
Perte de change reportée		896		
		76 032		**4 484**

	2002			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement [1]	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	38 339	38 339 [3]	5 025	5 025
En dollar américain	12 718	20 262	224	358
En yen	547 816	6 583	7 004	84
En euro	5 053	7 015		
En franc suisse	10	9		
Autres devises [4]		1 539		
Moins:				
Instruments financiers dérivés - net		327		55
Fonds d'amortissement		3 151		34
Dettes avant perte de change reportée		70 269		5 378
Perte de change reportée		843		
		69 426		**5 378**

(Voir notes 1, 2, 3 et 4 à la page 30)

2003

Travaux d'organismes municipaux [2]		Total			
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Instruments financiers dérivés - net	Total après incidence des instruments financiers dérivés
	(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
2 045	2 045	51 493	51 493	22 350	73 843
317	463	12 266	18 038	(14 704)	3 334
5 000	62	542 601	6 752	1 637	8 389
284	455	6 008	9 625	(9 625)	
		508	552	1 955	2 507
			903	(903)	
	(42)		(710)	710	
			3 594		3 594
	3 067		84 479		84 479
			896		896
	3 067		**83 583**		**83 583**

2002

Travaux d'organismes municipaux [2]		Total			
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Instruments financiers dérivés - net	Total après incidence des instruments financiers dérivés
	(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
2 382	2 382	45 746	45 746	20 783	66 529
172	274	13 114	20 894	(15 199)	5 695
5 000	60	559 820	6 727	3 051	9 778
284	393	5 337	7 408	(7 408)	
		10	9		9
			1 539	(1 539)	
	(70)		312	(312)	
			3 185		3 185
	3 179		78 826		78 826
			843		843
	3 179		**77 983**		**77 983**

7. Dettes

	2003			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement [1]	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	44 925	44 925 [3]	4 523	4 523
En dollar américain	11 948	17 571	3	4
En yen	537 601	6 690		
En euro	5 724	9 170		
En franc suisse	508	552		
Autres devises [4]		903		
Moins :				
Instruments financiers dérivés - net		(669)		1
Fonds d'amortissement		3 552		42
Dettes avant perte de change reportée		76 928		4 484
Perte de change reportée		896		
		76 032		**4 484**

	2002			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement [1]	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	38 339	38 339 [3]	5 025	5 025
En dollar américain	12 718	20 262	224	358
En yen	547 816	6 583	7 004	84
En euro	5 053	7 015		
En franc suisse	10	9		
Autres devises [4]		1 539		
Moins:				
Instruments financiers dérivés - net		327		55
Fonds d'amortissement		3 151		34
Dettes avant perte de change reportée		70 269		5 378
Perte de change reportée		843		
		69 426		**5 378**

(Voir notes 1, 2, 3 et 4 à la page 30)

2003

Travaux d'organismes municipaux [2]		Total			
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Instruments financiers dérivés - net	Total après incidence des instruments financiers dérivés
	(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
2 045	2 045	51 493	51 493	22 350	73 843
315	463	12 266	18 038	(14 704)	3 334
5 000	62	542 601	6 752	1 637	8 389
284	455	6 008	9 625	(9 625)	
		508	552	1 955	2 507
			903	(903)	
	(42)		(710)	710	
			3 594		3 594
	3 067		84 479		84 479
			896		896
	3 067		**83 583**		**83 583**

2002

Travaux d'organismes municipaux [2]		Total			
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Instruments financiers dérivés - net	Total après incidence des instruments financiers dérivés
	(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
2 382	2 382	45 746	45 746	20 783	66 529
172	274	13 114	20 894	(15 199)	5 695
5 000	60	559 820	6 727	3 051	9 778
284	393	5 337	7 408	(7 408)	
		10	9		9
			1 539	(1 539)	
	(70)		312	(312)	
			3 185		3 185
	3 179		78 826		78 826
			843		843
	3 179		**77 983**		**77 983**

Taux d'intérêt moyen pondéré [5]

Monnaie	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux	
	2003	2002 (note 11)	2003	2002	2003	2002
En dollar canadien	6,36 %	6,73 %	6,48 %	6,54 %	6,33 %	7,11 %
En dollar américain	6,68	6,54	1,41	4,73	7,28	8,53
En yen	3,63	3,61		0,72	9,89	9,89
En euro	5,37	5,73			8,37	8,37
En franc suisse	3,16	3,16				
Taux moyen pondéré	**6,07 %**	**6,30 %**	**6,48 %**	**6,33 %**	**6,96 %**	**7,51 %**

(1) En contrepartie de cette dette, des avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement sont accordées aux mêmes conditions que les emprunts et inscrites à titre d'avoirs financiers.
(2) Dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, le gouvernement s'engage, selon une entente signée conjointement avec les municipalités et la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE), à contribuer au financement du coût des travaux en remboursant le capital et les intérêts selon les échéances des emprunts contractés par la SQAE.
(3) Le gouvernement détenait 282 millions de dollars de ses titres au 31 mars 2003 (400 millions de dollars en 2002).
(4) Les autres devises regroupent en 2002 et en 2003 la livre sterling, le dollar australien et la couronne suédoise. Un tableau détaillé par monnaies et par catégories de dettes est présenté à l'annexe 13.
(5) Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux effectif des emprunts.

Échéanciers des dettes après incidence des instruments financiers dérivés

Directe

Échéance au 31 mars [6]	En dollar canadien [9]	En dollar américain [9]	En yen	En euro	En franc suisse	Autres	Total
							(en millions de dollars)
2004	12 171	(5 638)	3 236	(244)	896	(112)	10 309
2005	5 187	32	38				5 257
2006	6 127	70	12	5			6 214
2007	4 875	42	19				4 936
2008	5 168	29	46	110			5 353
	33 528	**(5 465)**	**3 351**	**(129)**	**896**	**(112)**	**32 069**
2009-2013	17 176	1 330	2 188	13	1 611	(4)	22 314
2014-2018	1 315	514	2 580	81			4 490
2019-2023	1 962	514	21	35		116	2 648
2024-2028	2 808	3 572	249				6 629
2029 et plus	6 349	2 429					8 778
	63 138	**2 894**	**8 389**	**–**	**2 507**	**–**	**76 928**

Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement

Échéance au 31 mars [7]	En dollar canadien [9]	En dollar américain [9]	En yen	En euro	En franc suisse	Autres	Total
							(en millions de dollars)
2004	1 366						1 366
2005	76						76
2006	885						885
2007	12						12
2008	653						653
	2 992						**2 992**
2009-2013	760						760
2014-2018	27						27
2019-2023	345						345
2024-2028	6						6
2029 et plus	354						354
	4 484						**4 484**

Travaux d'organismes municipaux

Échéance au 31 mars [8]	En dollar canadien [9]	En dollar américain [9]	En yen	En euro	En franc suisse	Autres	Total
							(en millions de dollars)
2004	832						832
2005	270						270
2006	382						382
2007	402						402
2008	205						205
	2 091						**2 091**
2009-2013	926						926
2014-2018	50						50
	3 067						**3 067**

(6) Cet échéancier tient compte, en 2004, de 2 784 millions de dollars pour les bons du trésor et de 2 861 millions de dollars pour les emprunts temporaires et est établi en tenant compte, pour les produits d'épargne remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 674 millions de dollars en 2004, 521 millions de dollars en 2005, 424 millions de dollars en 2006, 404 millions de dollars en 2007, 493 millions de dollars en 2008 et 931 millions de dollars pour les années 2009-2013.

(7) Cet échéancier inclut un montant de 519 millions de dollars venant à échéance en 2004 pour les bons du trésor.

(8) Cet échéancier inclut un montant de 1 million de dollars venant à échéance en 2004 pour les bons du trésor.

(9) Ces échéanciers tiennent compte du Fonds d'amortissement, soit 3 154 millions de dollars pour des dettes en dollar canadien et 440 millions de dollars pour des dettes en dollar américain.

8. Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

En vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29), de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., c. S-5), le gouvernement a créé des fonds d'amortissement ayant pour objet, à même les sommes déposées par le ministre responsable, d'acquitter les emprunts (principal et intérêts) pour le financement des immobilisations des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les actifs nets détenus par ces fonds d'amortissement se répartissent comme suit:

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Fonds d'amortissement afférents à des emprunts:		
de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	216	223
de commissions scolaires du Québec	277	309
d'établissements universitaires du Québec	241	278
d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	131	152
	865	**962**

9. Engagements et éventualités

A) Les engagements pour des transferts à des commissions scolaires et institutions d'enseignement, des établissements de santé et de services sociaux, des municipalités et des organismes municipaux, et d'autres bénéficiaires, sont présentés sommairement à l'annexe 16. Ces engagements totalisent 21 263 millions de dollars au 31 mars 2003 (19 682 millions de dollars au 31 mars 2002).

B) Les interventions financières garanties nettes s'élèvent à 45 699 millions de dollars au 31 mars 2003 (47 079 millions de dollars au 31 mars 2002) dont 36 723 millions de dollars au 31 mars 2003 (38 289 millions de dollars au 31 mars 2002) se rapportant aux garanties d'emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 16.

C) Le gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes amérindiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 745 millions de dollars (645 millions de dollars en 2002), sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée.

10. Opérations importantes des entreprises du gouvernement avec les entités du périmètre comptable

Les opérations les plus importantes entre le gouvernement et ses entreprises sont réparties comme suit:

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
		(note 11)
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens	509	511
Ventes de biens et services	561	566
	1 070	**1 077**
Dépenses		
Santé et services sociaux	130	143
Économie et environnement	59	79
Gouverne et justice	39	36
	228	**258**
Immobilisations	**141**	**149**
Débiteurs	**759**	**798**
Créditeurs et frais à payer	**159**	**141**

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 2002 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

12. Événements postérieurs à la date de clôture

La valeur de certains actifs du gouvernement pourrait être diminuée au cours des prochains exercices financiers.

- En effet, les états financiers vérifiés de la Société générale de financement pour l'année financière terminée le 31 décembre 2003 présentent une perte de 511 millions de dollars. Une partie de cette perte, soit 177 millions de dollars, a déjà été comptabilisée par le gouvernement au 31 mars 2003, le solde, soit 334 millions de dollars, devra être comptabilisé par le gouvernement au cours du prochain exercice, conformément à ses conventions comptables.

- De plus, le repositionnement actuellement en cours du projet informatique d'aide à la gestion intégrée des ressources humaines, matérielles et financières pourrait amener une diminution des immobilisations du gouvernement. Toutefois, l'impact monétaire demeure indéterminé compte tenu de l'avancement actuel des travaux. Ces immobilisations ont une valeur aux livres de 114 millions de dollars au 31 mars 2003.

Le gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi au cours des prochains mois pour séparer la mission d'assurance de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) de ses autres mandats. Ainsi, les sommes prélevées auprès des automobilistes pour la mission d'assurance de la SAAQ constitueront un patrimoine fiduciaire distinct des sommes prélevées pour les autres mandats. Le gouvernement reverra également les structures et conférera plus d'autonomie à la SAAQ de façon à renforcer son rôle de société d'assurance. Ces gestes feront en sorte que le fonds d'assurance de la SAAQ sera exclu du périmètre comptable du gouvernement dès 2003-2004.

Le 9 janvier 2004, la Cour supérieure a prononcé un jugement dans le dossier de l'équité salariale. Le gouvernement n'a pas interjeté appel de la décision et est présentement en pourparlers avec les organisations syndicales sur l'application des corrections à apporter. Toutefois, l'impact monétaire demeure indéterminé.

ANNEXE 1

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à partir du Fonds consolidé du revenu et incluses dans le périmètre comptable du gouvernement

Affaires municipales et Métropole
- Commission municipale du Québec
- Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Assemblée nationale
- Commissaire au lobbyisme

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique
- Commission de la fonction publique

Conseil exécutif
- Conseil permanent de la jeunesse

Culture et Communications
- Commission de toponymie
- Commission des biens culturels du Québec
- Conseil supérieur de la langue française
- Office québécois de la langue française

Éducation
- Commission consultative de l'enseignement privé
- Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
- Conseil supérieur de l'éducation

Emploi, Solidarité sociale
- Commission des partenaires du marché du travail

Environnement
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Famille, Enfance et Condition féminine
- Conseil de la famille et de l'enfance
- Conseil des aînés
- Conseil du statut de la femme

Faune et Parcs
- Société de la faune et des parcs du Québec

ANNEXE 1

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à partir du Fonds consolidé du revenu et incluses dans le périmètre comptable du gouvernement (suite)

Finances, Économie et Recherche
- Inspecteur général des institutions financières

Industrie et Commerce

Justice
- Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales
- Conseil de la justice administrative
- Conseil de la magistrature
- Tribunal des droits de la personne

Personnes désignées par l'Assemblée nationale
- Directeur général des élections - Commission de la représentation
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

Recherche, Science et Technologie
- Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé
- Conseil de la science et de la technologie

Régions

Relations avec les citoyens et Immigration
- Commission d'accès à l'information
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Conseil des relations interculturelles
- Curateur public *
- Office de la protection du consommateur

Relations internationales

Ressources naturelles

Revenu

Santé et Services sociaux
- Conseil de la santé et du bien-être
- Conseil médical du Québec
- Office des personnes handicapées du Québec
- Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux

ANNEXE 1

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à partir du Fonds consolidé du revenu et incluses dans le périmètre comptable du gouvernement (suite)

Sécurité publique
- Bureau des coroners
- Comité de déontologie policière
- Commissaire à la déontologie policière
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Régie des alcools, des courses et des jeux

Tourisme, Loisir et Sport

Transports
- Commission des transports du Québec

Travail
- Commission de l'équité salariale
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- Conseil des services essentiels
- Régie du bâtiment du Québec

---

* Cette entité effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

ANNEXE 2

Organismes et fonds spéciaux qui ont leur propre entité comptable et sont inclus dans le périmètre comptable du gouvernement

Organismes

Agence de l'efficacité énergétique
Agence métropolitaine de transport [1]
Bibliothèque nationale du Québec
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec
Bureau des services financiers [1]
Centre de recherche industrielle du Québec
Commissaire de l'industrie de la construction
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs
Commission des lésions professionnelles
Commission des normes du travail
Commission des relations de travail
Commission des services juridiques
Commission des valeurs mobilières du Québec
Conseil des arts et des lettres du Québec
Corporation d'urgences-santé
École nationale de police du Québec [1]
École nationale des pompiers du Québec [1]
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
Héma-Québec
Institut de la statistique du Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec [1]
Institut national de santé publique du Québec
Investissement Québec
La Financière agricole du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Observatoire québécois de la mondialisation
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office des professions du Québec
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Régie de l'assurance maladie du Québec
Régie de l'énergie
Régie des installations olympiques
Régie du cinéma
Sidbec

ANNEXE 2

Organismes et fonds spéciaux qui ont leur propre entité comptable et sont inclus dans le périmètre comptable du gouvernement (suite)

Organismes (suite)

Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel
Société de développement des entreprises culturelles
Société de la Place des Arts de Montréal [1]
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
Société des Traversiers du Québec
Société d'habitation du Québec [1]
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
Société immobilière du Québec
Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique
Tribunal administratif du Québec

(1) Entités dont la date de fin d'année financière est différente du 31 mars 2003 et pour lesquelles aucune donnée n'était disponible pour la période comprise entre la fin de leur année financière et le 31 mars 2003.

Fonds spéciaux

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
Fonds de développement du marché du travail
Fonds de développement régional
Fonds de financement
Fonds de gestion de l'équipement roulant
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de l'assurance médicaments
Fonds de l'état civil
Fonds de l'industrie des courses de chevaux

ANNEXE 2

Organismes et fonds spéciaux qui ont leur propre entité comptable et sont inclus dans le périmètre comptable du gouvernement (suite)

Fonds spéciaux (suite)

Fonds de l'information gouvernementale
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
Fonds de partenariat touristique
Fonds de perception
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires *
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police
Fonds des services de santé
Fonds des services gouvernementaux
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
Fonds d'information foncière
Fonds d'information géographique
Fonds du Centre financier de Montréal
Fonds forestier
Fonds Jeunesse Québec
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports
Fonds relatif à la tempête de verglas
Fonds spécial olympique

* Ce fonds effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

ANNEXE 3

Entreprises incluses dans le périmètre comptable du gouvernement

Capital Financière agricole inc.
Corporation d'hébergement du Québec
Financement-Québec
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Hydro-Québec *
Immobilière SHQ
IQ Immigrants Investisseurs inc.
Loto-Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Société de développement de la Baie James
Société de l'assurance automobile du Québec
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société générale de financement du Québec
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches
Société Innovatech Régions ressources

* Cette entreprise effectue aussi des opérations de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement.

ANNEXE 4

Organismes et fonds exerçant des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement

Caisse de dépôt et placement du Québec
Comité Centraide - secteur public
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Curateur public (partie fiduciaire)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'assurance-récolte
Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)
Fonds d'indemnisation des services financiers
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole
Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes
Fonds en fidéicommis
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre
Hydro-Québec - Régime de retraite
Régie des rentes du Québec

ANNEXE 5

Détail des revenus
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
		(notes 2 et 11)
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	16 174	15 920
Cotisations au Fonds des services de santé	4 461	4 599
Impôt des sociétés	3 729	4 065
	24 364	**24 584**
Taxes à la consommation		
Vente	8 358	7 579
Carburants	1 691	1 579
Tabac	935	741
Pari mutuel	14	14
	10 998	**9 913**
Droits et permis		
Véhicules automobiles	751	723
Boissons alcooliques	155	140
Ressources naturelles	226	210
Autres	284	273
	1 416	**1 346**
Revenus divers		
Ventes de biens et services	1 782	1 595
Intérêts	376	452
Amendes, confiscations et recouvrements	443	390
	2 601	**2 437**
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Société des alcools du Québec	540	489
Loto-Québec	1 353	1 352
Hydro-Québec	1 840	1 041
Autres	29	(151)
	3 762	**2 731**
Total des revenus autonomes	**43 141**	**41 011**
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	5 315	5 336
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	2 648	2 958
Autres programmes	1 344	1 011
Total des transferts du gouvernement du Canada	**9 307**	**9 305**
Total des revenus	**52 448**	**50 316**

ANNEXE 6

Détail des dépenses
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
		(notes 2 et 11)
PAR SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
Rémunération	19 954	19 237
Fonctionnement	4 099	3 732
Capital	1 094	1 154
Intérêt	1 216	1 230
Support	11 838	11 482
	38 201	**36 835**
Rémunération	4 198	3 902
Fonctionnement [1]	3 125	2 851
Créances douteuses et autres provisions	533	395
Sous-total	**46 057**	**43 983**
Service de la dette		
Intérêts sur la dette [2]	4 437	4 544
Intérêts relatifs aux régimes de retraite [3]	2 648	2 717
Sous-total	**7 085**	**7 261**
Total des dépenses	**53 142**	**51 244**

(1) Incluant 783 millions de dollars en 2002-2003 (622 millions de dollars en 2001-2002) au titre d'amortissement des immobilisations.
(2) Après déduction de 617 millions de dollars de revenus en 2002-2003 (623 millions de dollars en 2001-2002), soit 324 millions de dollars de revenus d'intérêt pour les avances consenties aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement (385 millions de dollars en 2001-2002), 27 millions de dollars de revenus sur les placements temporaires (52 millions de dollars en 2001-2002), et 266 millions de dollars de revenus de placement du Fonds d'amortissement des emprunts (186 millions de dollars en 2001-2002).
(3) Après déduction de 741 millions de dollars de revenus de placement en 2002-2003 du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (605 millions de dollars en 2001-2002).

ANNEXE 7

Placements temporaires
AU 31 MARS 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Bons du trésor	361	70
Billets	2 046	
Certificats de dépôts	1 726	768
Acceptations bancaires	204	115
Obligations	19	387
Autres	132	105
	4 488	**1 445**

Les taux de rendement des placements temporaires varient principalement de 1,1 % à 6,45 %.

ANNEXE 8

Débiteurs
AU 31 MARS 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
		(note 2)
Débiteurs		
Impôt sur le revenu et les biens [1]	2 676	2 679
Taxes à la consommation [1]	1 947	2 375
Droits et permis [1]	144	130
Revenus divers	1 423	1 265
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	75	139
Transferts du gouvernement du Canada	503	700
Comptes à fin déterminée	67	81
Dépenses et autres	193	521
	7 028	**7 890**
Provision pour créances douteuses	**(771)**	**(904)**
Intérêts courus sur placements	**5**	**17**
	6 262	**7 003**

(1) Incluant la portion attribuable aux agents et mandataires: 672 millions de dollars pour l'impôt sur le revenu et les biens (667 millions de dollars en 2002), 1 405 millions de dollars pour les taxes à la consommation (1 826 millions de dollars en 2002), 121 millions de dollars pour les droits et permis (103 millions de dollars en 2002).

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement
AU 31 MARS 2003

Participation dans les entreprises du gouvernement

	Prêts et avances	Valeur de consolidation	2003 Participation dans les entreprises du gouvernement	2002 Participation dans les entreprises du gouvernement
			(en millions de dollars)	
				(note 2)
Capital Financière agricole inc. [1]		24	24	
Commission de la santé et de la sécurité du travail [5]				(680)
Corporation d'hébergement du Québec [1]		127	127	122
Financement-Québec [1]		36	36	27
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier [3]		5	5	4
Hydro-Québec [2] [4]	7	15 082	15 089	14 133
Immobilière SHQ [3]		23	23	19
IQ Immigrants Investisseurs inc. [1]		3	3	
Loto-Québec [1]		235	235	193
Régie de l'assurance-dépôts du Québec [3]		258	258	231
Société de développement de la Baie James [2]		13	13	12
Société de l'assurance automobile du Québec [2]		(128)	(128)	505
Société des alcools du Québec [1]		34	34	34
Société des établissements de plein air du Québec [1]		45	45	29
Société générale de financement du Québec [2]		2 159	2 159	2 323
Société Innovatech du Grand Montréal [1]		236	236	266
Société Innovatech du Sud du Québec [1]		33	33	33
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches [1]		100	100	81
Société Innovatech Régions ressources [1]		42	42	33
Total	**7**	**18 327**	**18 334**	**17 365**

(1) La valeur de la consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 mars 2003.
(2) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2002 et ajustée avec les résultats intérimaires non vérifiés au 31 mars 2003.
(3) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2002.
(4) Les prêts et avances d'Hydro-Québec ont une échéance indéterminée.
(5) Modification de statut (voir page 50).

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2003

Sommaire des états financiers des entreprises du gouvernement

						2003	2002
	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou (perte nette)	Passif	Actif	Avoir net	Avoir net
						(en millions de dollars)	
							(notes 2 et 11)
Capital Financière agricole inc. [1]	1	1			24	24	
Commission de la santé et de la sécurité du travail [2]							(680)
Corporation d'hébergement du Québec [1]	254	224	30	3 663	3 790	127	122
Financement-Québec [1]	10	1	9	7 500	7 536	36	27
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier [2]					5	5	4
Hydro-Québec [2]	13 002	11 476	1 526	44 863	59 078	14 215	13 539
Immobilière SHQ [2]	218	214	4	2 301	2 324	23	19
IQ Immigrants Investisseurs inc. [1]	17	14	3	537	540	3	
Loto-Québec [1]	3 749	2 303	1 446	755	990	235	193
Régie de l'assurance-dépôts du Québec [2]	28	1	27	1	259	258	231
Société de développement de la Baie James [2]	22	22		6	19	13	12
Société de l'assurance automobile du Québec [2]	1 105	1 265	(160)	7 484	7 452	(32)	491
Société des alcools du Québec [1]	2 413	1 873	540	618	652	34	34
Société des établissements de plein air du Québec [1]	86	84	2	131	172	41	23
Montants à reporter	20 905	17 478	3 427	67 859	82 841	14 982	14 015

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2003

Sommaire des états financiers des entreprises du gouvernement (suite)

	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou (perte nette)	Passif	Actif	2003 Avoir net	2002 Avoir net
						(en millions de dollars) (notes 2 et 11)	
Montants reportés	**20 905**	**17 478**	**3 427**	**67 859**	**82 841**	**14 982**	**14 015**
Société générale de financement du Québec [2]	1 204	1 376	(172)	832	3 168	2 336	2 333 *
Société Innovatech du Grand Montréal [1]	7	87	(80)	1	237	236	266
Société Innovatech du Sud du Québec [1]	2	13	(11)		33	33	33
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches [1]	3	14	(11)		100	100	81
Société Innovatech Régions ressources [1]	3	3			42	42	33
	22 124	**18 971**	**3 153**	**68 692**	**86 421**	**17 729**	**16 761**
Modification du statut d'une entreprise			680				
Ajustements [3]			(71)			598	597
			3 762			**18 327**	**17 358**

* Chiffres redressés par les entités

(1) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 31 mars 2003.

(2) Ces données proviennent des états financiers vérifiés au 31 décembre 2002.

(3) Les ajustements découlent principalement des résultats intérimaires non vérifiés au 31 mars 2003.

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2003

Modification du statut de la Commission de la santé et de la sécurité du travail

En décembre 2002, le gouvernement a adopté la Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail. Par cette loi, le gouvernement a acquiescé à la demande de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) d'accroître son autonomie sur la gestion de ses ressources.

Cette loi stipule que les activités de la CSST sont transférées à une fiducie d'utilité sociale, le Fonds de la santé et de la sécurité du travail, le 1er janvier 2003.

Cette fiducie étant exclue du périmètre comptable, le 1er janvier 2003, le gouvernement a dû éliminer de ses livres son placement d'une valeur négative de 739 millions de dollars dans la CSST. Ce changement a eu pour effet net d'augmenter les revenus de 680 millions de dollars, considérant le déficit de 59 millions de dollars de la CSST pour la période du 1er avril 2002 au 31 décembre 2002.

Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par les entreprises du gouvernement

Hydro-Québec

En janvier 2002, Hydro-Québec s'est conformée à une nouvelle norme relative à la conversion des devises étrangères de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur privé. Hydro-Québec a par la suite révisé à la hausse l'impact de cette modification en redressant ses états financiers d'un montant de 32 millions de dollars.

Le gouvernement a donc corrigé et réduit, de façon rétroactive, sa participation dans cette entreprise de 32 millions de dollars au 1er avril 2001 sans redresser les résultats des années antérieures.

Société de l'assurance automobile du Québec

Depuis le 1er janvier 2002, cette entreprise a éliminé le mécanisme de plafonnement dans l'établissement des gains et pertes reportés sur l'hypothèse du taux de rendement réel. Ce changement de convention comptable a été appliqué, de façon rétroactive, sans redresser les résultats des exercices antérieurs. Cela a eu pour effet de réduire son avoir net de 363 millions de dollars au 1er janvier 2002 et de réduire l'insuffisance des revenus sur les dépenses de 104 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002.

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2003

Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par les entreprises du gouvernement (suite)

Société de l'assurance automobile du Québec (suite)

Le gouvernement a donc corrigé et réduit la valeur de sa participation dans cette entreprise de 363 millions de dollars, de façon rétroactive au 1er avril 2002, sans redresser les résultats des années antérieures, en augmentant ses revenus de 104 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2003.

Société générale de financement

Depuis le 1er janvier 2002, cette entreprise doit se conformer à une nouvelle norme relative à la comptabilisation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de l'ICCA pour le secteur privé. Ce changement de convention comptable a été appliqué par cette entreprise, de façon prospective, en redressant son avoir net de 24 millions de dollars au 1er janvier 2002, conformément aux principes comptables généralement reconnus du secteur privé.

Le gouvernement a donc corrigé, de façon prospective, la valeur de sa participation dans cette entreprise en la redressant à la baisse de 24 millions de dollars au 1er avril 2002.

Impact total

Ces redressements effectués par ces entreprises ont été comptabilisés de la même manière par le gouvernement, conformément aux normes de l'ICCA pour le secteur public. Ils ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants:

	Au 1er avril 2002	Au 1er avril 2001
	(en millions de dollars)	
Participation dans les entreprises du gouvernement	(387)	(32)
Déficits cumulés	387	32

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2003

Engagements

Corporation d'hébergement du Québec

Au 31 mars 2003, le solde non complété des contrats signés par la Corporation et reliés à des projets en cours faisant l'objet d'engagements contractuels totalise 122 millions de dollars (66 millions de dollars en 2002).

Hydro-Québec

Hydro-Québec prévoit un investissement en immobilisations de 3 104 millions de dollars pour 2003 (2 243 millions de dollars pour 2002).

Hydro-Québec a émis des cautionnements pour un montant de 90 millions de dollars au 31 mars 2003 (220 millions de dollars au 31 mars 2002).

Société générale de financement

La Société s'est engagée à faire l'acquisition d'immobilisations corporelles totalisant 388 millions de dollars au cours des prochains exercices.

ANNEXE 10

Placements à long terme
AU 31 MARS 2003

Placements du gouvernement

	2003				2002
	Actions et mise de fonds	Obligations et billets	Prêts et avances	Total	Total
				(en millions de dollars)	(note 2)
Municipalités et organismes municipaux					
Municipalités		7 [1]		7	9
Organismes municipaux			3 [1]	3	4
		7	3	10	13
Particuliers, entreprises et autres					
Étudiants			782 [2]	782	688
Entreprises	150		1 031 [3]	1 181	989
Régime de rentes de survivants			358 [4]	358	384
Autres		91 [4]	424 [4]	515	488
	150	91	2 595	2 836	2 549
Provision pour créances douteuses			698	698	585
	150	91	1 897	2 138	1 964
	150	98	1 900	2 148	1 977

(1) Les obligations et billets et les prêts et avances aux municipalités et aux organismes municipaux portent intérêt à des taux variant de 6,3 % à 10,0 %.
(2) Les prêts et avances aux étudiants portent intérêt à des taux variant de 4,5 % à 14,9 %.
(3) Les prêts aux entreprises portent intérêt au taux moyen de 6,25 %.
(4) Le prêt sur le Régime de rentes de survivants porte intérêt à un taux de 1,75 % tandis que tous les autres prêts et avances et les obligations et billets portent intérêt à différents taux pouvant atteindre 13,25 %.

ANNEXE 10

Placements à long terme (suite)

AU 31 MARS 2003

Échéancier des placements

	2003
	(en millions de dollars)
2004	340
2005	330
2006	169
2007	176
2008	135
	1 150
2009-2013	513
2014-2018	168
2019-2023	7
	1 838
Échéance indéterminée	310
	2 148

ANNEXE 11

Découvert bancaire
AU 31 MARS 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
		(notes 2 et 11)
Chèques en circulation	743	1 278
Moins:		
Espèces en banque	245	198
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	130	198
	368	**882**

ANNEXE 12

Créditeurs et frais à payer
AU 31 MARS 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	(notes 2 et 11)
Rémunération	626	540
Fournisseurs	1 315	1 375
Avances des fonds en fidéicommis	446	230
Comptes d'accord de perception fiscale	109	106
Comptes à fin déterminée[1]	40	54
Transferts	2 033	2 027
Intérêts courus sur emprunts	1 816	1 764
Congés de maladie et vacances[2]	1 234	1 173
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties[2]	1 027	978
Régime de rentes de survivants[2]	332	332
	8 978	**8 579**

(1) Sommaire des comptes à fin déterminée : voir le tableau à la page suivante.
(2) Comprenant principalement des sommes à payer à long terme.

ANNEXE 12

Créditeurs et frais à payer (suite)
AU 31 MARS 2003

(1) Sommaire des comptes à fin déterminée :

	Solde au 31 mars 2002	Paiements et autres débits	Rentrées et autres crédits	Variation de l'année financière	Solde au 31 mars 2003
			(en millions de dollars)		
VENTES DE BIENS ET SERVICES					
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	2	114	112	(2)	
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	10	18	20	2	12
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	2	31	30	(1)	1
Compte pour le financement des programmes d'amélioration de la santé animale du Québec et Prime-Vert	21	21		(21)	
Compte pour le financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	1	23	23		1
Autres	9	34	42	8	17
TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA					
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	1	71	73	2	3
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles	2	119	122	3	5
Compte relatif au programme d'infrastructures		38	38		
Autres	6	41	36	(5)	1
	54	**510**	**496**	**(14)**	**40**

ANNEXE 13

Dettes
AU 31 MARS 2003

	2003							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
EN DOLLAR CANADIEN								
Emprunts temporaires[1]	2 516	2 516					2 516	2 516
Bons du trésor	2 784	2 784	519	519	1	1	3 304	3 304
Produits d'épargne	3 447	3 447					3 447	3 447
Obligations et billets	31 969	31 969	3 964	3 964	1 824	1 824	37 757	37 757
Billets à moyen terme sur le marché canadien	3 827	3 827	40	40			3 867	3 867
Billets à moyen terme sur le marché européen	200	200			220	220	420	420
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	182	182					182	182
Contrats d'échange de devises	21 325	21 325	3	3	1 022	1 022	22 350	22 350
	66 250	66 250	4 526	4 526	3 067	3 067	73 843	73 843
EN DOLLAR AMÉRICAIN								
Emprunts temporaires[1]	225	345					225	345
Obligations et billets	10 021	14 724	3	4	215	316	10 239	15 044
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13	20					13	20
Billets à moyen terme sur le marché américain	910	1 337			100	147	1 010	1 484
Billets à moyen terme sur le marché européen	779	1 145					779	1 145
Contrats d'échange de devises	(9 679)	(14 237)	(3)	(4)	(315)	(463)	(9 997)	(14 704)
	2 269	3 334	–	–	–	–	2 269	3 334
EN YEN								
Obligations et billets	208 957	2 600			5 000	62	213 957	2 662
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 392	42					3 392	42
Billets à moyen terme sur le marché européen	325 252	4 048					325 252	4 048
Contrats d'échange de devises	136 514	1 699			(5 000)	(62)	131 514	1 637
	674 115	8 389			–	–	674 115	8 389
MONTANTS À REPORTER		77 973		4 526		3 067		85 566

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2003

	2003							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
MONTANTS REPORTÉS		77 973		4 526		3 067		85 566
EN EURO								
Obligations et billets	4 766	7 635			233	373	4 999	8 008
Billets à moyen terme sur le marché européen	968	1 535			51	82	1 009	1 617
Contrats d'échange de devises	(5 724)	(9 170)			(284)	(455)	(6 008)	(9 625)
	–	–			–	–	–	–
EN FRANC SUISSE								
Obligations et billets	508	552					508	552
Contrats d'échange de devises	1 800	1 955					1 800	1 955
	2 308	2 507					2 308	2 507
EN LIVRE STERLING								
Obligations et billets	198	461					198	461
Contrats d'échange de devises	(198)	(461)					(198)	(461)
	–	–					–	–
EN DOLLAR AUSTRALIEN								
Obligations et billets	399	355					399	355
Contrats d'échange de devises	(399)	(355)					(399)	(355)
	–	–					–	–
EN COURONNE SUÉDOISE								
Obligations et billets	502	87					502	87
Contrats d'échange de devises	(502)	(87)					(502)	(87)
	–	–					–	–
		80 480		4 526		3 067		88 073
Moins:								
Fonds d'amortissement		3 552		42				3 594
Perte de change reportée		896						896
		76 032		4 484		3 067		83 583

(1) Les emprunts temporaires en 2003 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 207 millions de dollars, des billets de trésorerie pour 345 millions de dollars, des billets au pair pour 1 910 millions de dollars et des billets à escompte pour 399 millions de dollars.

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2003

Monnaie	2002							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 11)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 11)
EN DOLLAR CANADIEN								
Emprunts temporaires[1]	670	670					670	670
Bons du trésor	2 530	2 530	344	344	95	95	2 969	2 969
Produits d'épargne	3 031	3 031					3 031	3 031
Obligations et billets	28 817	28 817	4 596	4 596	2 287	2 287	35 700	35 700
Billets à moyen terme sur le marché canadien	3 060	3 060	85	85			3 145	3 145
Billets à moyen terme sur le marché européen	30	30					30	30
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	201	201					201	201
Contrats d'échange de devises	19 599	19 599	387	387	797	797	20 783	20 783
	57 938	57 938	5 412	5 412	3 179	3 179	66 529	66 529
EN DOLLAR AMÉRICAIN								
Emprunts temporaires[1]	840	1 333					840	1 333
Obligations et billets	10 115	16 118	3	4	72	117	10 190	16 239
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13	21					13	21
Billets à moyen terme sur le marché américain	900	1 435	142	228	100	157	1 142	1 820
Billets à moyen terme sur le marché européen	850	1 355	79	126			929	1 481
Contrats d'échange de devises	(9 145)	(14 567)	(224)	(358)	(172)	(274)	(9 541)	(15 199)
	3 573	5 695	–	–	–	–	3 573	5 695
EN YEN								
Obligations et billets	215 627	2 591	5 000	60	5 000	60	225 627	2 711
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 392	41					3 392	41
Billets à moyen terme sur le marché européen	328 797	3 951	2 004	24			330 801	3 975
Contrats d'échange de devises	265 942	3 195	(7 004)	(84)	(5 000)	(60)	253 938	3 051
	813 758	9 778	–	–	–	–	813 758	9 778
MONTANTS À REPORTER		73 411		5 412		3 179		82 002

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2003

	2002							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 11)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 11)
MONTANTS REPORTÉS		73 411		5 412		3 179		82 002
EN EURO								
Obligations et billets	3 993	5 543			233	323	4 226	5 866
Billets à moyen terme sur le marché européen	1 060	1 472			51	70	1 111	1 542
Contrats d'échange de devises	(5 053)	(7 015)			(284)	(393)	(5 337)	(7 408)
	–	–			–	–	–	–
EN FRANC SUISSE								
Obligations et billets	510	482					510	482
Contrats d'échange de devises	(500)	(473)					(500)	(473)
	10	9					10	9
EN LIVRE STERLING								
Obligations et billets	198	450					198	450
Contrats d'échange de devises	(198)	(450)					(198)	(450)
	–	–					–	–
EN DOLLAR AUSTRALIEN								
Obligations et billets	634	539					634	539
Contrats d'échange de devises	(634)	(539)					(634)	(539)
	–	–					–	–
EN COURONNE SUÉDOISE								
Obligations et billets	504	77					504	77
Contrats d'échange de devises	(504)	(77)					(504)	(77)
	–	–					–	–
		73 420		5 412		3 179		82 011
Moins:								
Fonds d'amortissement		3 151		34				3 185
Perte de change reportée		843						843
		69 426		5 378		3 179		77 983

(1) Les emprunts temporaires en 2002 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 361 millions de dollars, des billets de trésorerie pour 1 333 millions de dollars, des billets au pair pour 3 millions de dollars et des billets à escompte pour 306 millions de dollars.

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2003

Fonds d'amortissement
Évolution du solde du fonds
pour l'année financière terminée le 31 mars 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Solde au début	3 185	2 062
Plus:		
Versement du Fonds consolidé du revenu	141	939
Revenu net	268	186
	3 594	3 187
Moins:		
Fonds utilisés pour le remboursement des dettes		2
Solde à la fin	3 594 (1)	3 185 (1)

Fonds d'amortissement
État de la situation financière
au 31 mars 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Placements		
Bons du trésor	48	112
Obligations et billets	3 447	3 037
	3 495	3 149
Autres éléments d'actifs		
Encaisse	1	5
Débiteurs et intérêts courus	74	48
Perte reportée sur contrat à terme	24	
	99	53
Passif		
Gain de change reporté		17
Solde du Fonds	3 594 (1)	3 185 (1)

(1) Incluant un montant de 42 millions de dollars (34 millions de dollars en 2002) du Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement.

ANNEXE 14

Dette nette
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2003

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	**92 261**	**90 426**
Redressements (note 2)	479	479
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, 1er avril 2001 (annexe 9)	32	32
	92 772	90 937
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, 1er avril 2002 (annexe 9)	387	
Solde redressé	**93 159**	**90 937**
Quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises du gouvernement	122	(88)
Augmentation de la valeur comptable nette des immobilisations	1 482	995
Déficit annuel	694	928
Variation annuelle de la dette nette	**2 298**	**1 835**
SOLDE À LA FIN	**95 457**	**92 772**

ANNEXE 15

Immobilisations
AU 31 MARS 2003

	Terrains	Bâtiments	Aménagements	Réseaux complexes	Matériel et équipement	Développement informatique	2003 Total	2002 Total
							(en millions de dollars)	
Coût des immobilisations								
Solde d'ouverture	355	3 721	176	12 548	1 915	977	19 692	18 196
Redressements [2]	1	175			18	10	204	204
Solde redressé	356	3 896	176	12 548	1 933	987	19 896	18 400
Acquisitions	29	310	12	1433	211	275	2 270	1 626
Dispositions et autres		(34)		(2)	(47)	(6)	(89)	(130)
Solde de clôture	385	4 172	188	13 979	2 097	1 256	22 077	19 896
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture		1 763	90	8 248	1 002	428	11 531	11 030
Redressements [2]		108			13	10	131	131
Solde redressé		1 871	90	8 248	1 015	438	11 662	11 161
Dépenses d'amortissement		123	10	285	204	161	783	622
Incidence des dispositions et autres		(26)	(3)	(2)	(47)	(6)	(84)	(121)
Solde de clôture	–	1 968	97	8 531	1 172	593	12 361	11 662
Immobilisations (note 4)	**385**	**2 204**	**91**	**5 448**	**925**	**663**	**9 716** [1]	**8 234** [1]

(1) Incluant des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition pour 182 millions de dollars en 2002-2003 (201 millions de dollars en 2001-2002).
(2) Redressements nets de 73 millions de dollars (Voir note 2).

ANNEXE 16

Engagements et éventualités
AU 31 MARS 2003

Engagements

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Transfert pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital :		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 081	7 715
Établissements de santé et de services sociaux	3 926	3 622
Municipalités et organismes municipaux	2 678	2 820
Autres bénéficiaires	483	329
	15 168	**14 486**
Transfert pour les autres dépenses en capital :		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 729	1 771
Établissements de santé et de services sociaux	2 054	1 983
Municipalités et organismes municipaux	1 328	830
Autres bénéficiaires	984	612
	6 095	**5 196**
	21 263 *	**19 682** *

* Les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux taux en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

Entente entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec

Une entente a été signée en février 2002 entre le gouvernement et les Cris du Québec dans le but de favoriser une plus grande autonomie et une prise en charge par ces derniers de leur développement. Elle permet également une implication accrue des Cris dans les activités de développement économique sur le territoire conventionné de la Baie James.

Dans ce cadre, il est prévu notamment le versement sur une durée de 50 ans, soit de 2002-2003 à 2051-2052 de paiements de transfert annuels au bénéfice des Cris de la Baie James. En contrepartie, ces derniers assument les obligations du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James relativement à certaines dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sur le développement économique et communautaire des Cris. Les versements prévus sont de 46 millions de dollars en 2004 et 70 millions de dollars par la suite par année jusqu'en 2052.

ANNEXE 16

Engagements et éventualités (suite)
AU 31 MARS 2003

Échéancier sommaire des engagements de transfert pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'enseignement général et professionnel	Universités	Établissements de santé et de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Autres bénéficiaires	Total
						(en millions de dollars)	
2004	873	274	499	937	354	62	2 999
2005	387	204	323	283	324	68	1 589
2006	755	195	275	443	257	66	1 991
2007	410	212	384	514	248	68	1 836
2008	502	91	171	238	228	71	1 301
	2 927	976	1 652	2 415	1 411	335	9 716
2009-2013	1 195	490	489	1 272	656	63	4 165
2014-2018	153	122	60	178	320	58	891
2019-2023	6	5	2	57	167	27	264
2024-2028		3		4	74		81
2029-2033		1			41		42
2034-2038					8		8
2039-2043					1		1
	4 281	**1 597**	**2 203**	**3 926**	**2 678**	**483**	**15 168**

Note: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets à la date de l'arrêté des comptes. Tout refinancement effectué après cette date affectera l'échéancier ci-dessus.

ANNEXE 16

Engagements et éventualités (suite)
AU 31 MARS 2003

Interventions financières garanties

	2003	2002
	(en millions de dollars)	
Entreprises et organismes du gouvernement		
Hydro-Québec [1]	36 723	38 289
Investissement Québec [1]	1 861	1 847
Société d'habitation du Québec [1]	705	642
Autres	52	49
	39 341	**40 827**
Particuliers et sociétés		
Prêts aux producteurs agricoles [1]	4 258	3 991
Prêts aux étudiants [1]	3 034	3 152
Autres prêts	93	87
	7 385	**7 230**
Total des interventions financières garanties	**46 726**	**48 057**
Moins :		
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	1 027	978
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	**45 699**	**47 079**

(1) Voir les informations additionnelles dans les pages suivantes.

ANNEXE 16

Engagements et éventualités (suite)
AU 31 MARS 2003

Garanties d'emprunts d'Hydro-Québec (1) (2)

	2003		2002
	Autorisé	Passif éventuel (3)	Passif éventuel (3)
		(en millions de dollars)	
Obligations négociables			
En dollar canadien	13 563	13 563	13 763
En dollar américain	11 681	11 681	14 979
Autres monnaies	942	942	1 112
	26 186	**26 186**	**29 854**
Autres emprunts			
En dollar canadien	9 530	6 947	4 758
En dollar américain	8 904	2 639	2 730
Autres monnaies	4 593	1 577	1 500
	23 027	**11 163**	**8 988**
Total	**49 213**	**37 349**	**38 842**
Moins : Fonds d'amortissement		626	553
	49 213	**36 723**	**38 289**

(1) Le gouvernement du Québec, seul actionnaire, garantit les emprunts contractés en différentes monnaies par Hydro-Québec. La valeur des actifs de cette entreprise s'élève à 58 204 millions de dollars au 31 mars 2003.
(2) Les emprunts garantis portent intérêt à taux fixes et variables et échoient à différentes dates jusqu'à l'an 2031.
(3) Les emprunts garantis apparaissent en équivalent canadien aux taux en vigueur au 31 mars 2003.

Garanties d'emprunts d'Investissement Québec (1) (2)

	2003		2002
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	
Garanties d'emprunts en vigueur	1 395	1 088	880
Garanties d'emprunts autorisées non en vigueur	773	773	967
	2 168	**1 861**	**1 847**
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(466)	(349)
		1 395	**1 498**

(1) Le gouvernement garantit le paiement en capital et intérêts en vertu de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16).
(2) La valeur totale des sûretés et des cautions reçues en contrepartie des garanties est de 265 millions de dollars au 31 mars 2003 (186 millions de dollars au 31 mars 2002).

ANNEXE 16

Engagements et éventualités (suite)
AU 31 MARS 2003

Garanties des prêts de la Société d'habitation du Québec (1)

	2003		2002
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	(redressé)
Programme Aide au logement populaire et OBNL - Privé (2)	409	409	419
Programme Achat-rénovation et Accès Logis (3)	296	296	223
	705	705	642
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(7)	(6)
		698	636

(1) La Société d'habitation du Québec (SHQ) garantit le remboursement des montants de pertes en principal et en intérêts en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8).

(2) Prêts garantis par la SHQ auprès des institutions financières et accordés à des organismes à but non lucratif pour une période de 25 ans. Les intérêts sur ces prêts sont à la charge des organismes. Ces prêts financent le coût de l'immeuble. Pour des prêts garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la SHQ a conclu des accords en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par la SCHL, à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé plus les frais accessoires.

(3) Prêts garantis par la SHQ auprès des institutions financières et accordés à des organismes à but non lucratif pour des périodes de 15 et 25 ans. Pour les prêts garantis sur une période de 15 ans, les intérêts sont remboursés par la SHQ et, pour ceux garantis sur une période de 25 ans, les intérêts sont assumés par l'organisme. Ces prêts financent le coût de l'immeuble.

Garanties des prêts aux producteurs agricoles (1)

	2003		2002
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	
Loi sur La Financière agricole du Québec (L.R.Q., c. L-0.1)	4 049	4 049	3 759
Diverses lois	209	209	232
	4 258	4 258	3 991
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(68)	(62)
		4 190	3 929

(1) Les soldes des montants en principal et en intérêts des prêts à l'égard desquels le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers assure les remboursements des pertes ainsi que les frais y afférents.

ANNEXE 16

Engagements et éventualités (suite)
AU 31 MARS 2003

Garanties des prêts aux étudiants (1)

	2003		2002
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	
Prêts pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge du gouvernement tant que l'emprunteur est étudiant	1 026	1 026	1 043
Prêts pour lesquels le remboursement du capital et des intérêts est à la charge de l'emprunteur	1 963	1 963	2 060
Prêts pour l'achat d'un micro-ordinateur pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge de l'emprunteur	45	45	49
	3 034	**3 034**	**3 152**
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		**(459)**	**(521)**
		2 575	**2 631**

(1) Le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts en vertu de la Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., c. A-13.3).

ANNEXE 17

Sommaire des opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement
AU 31 MARS 2003

	2003				2002
	Passif	Actif	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé	Avoir net	Avoir net
			(en millions de dollars)		(redressé)
Caisse de dépôt et placement du Québec[1]	29 734	107 416	(7 591)	77 682	85 273
Comité Centraide - secteur public[1]	9	9			
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances[1]					
RREGOP	62	27 270	(2 783)	27 208	29 991
RRPE	9	4 264	(337)	4 255	4 592
Autres régimes	33	295	(33)	262	295
Commission de la construction du Québec[1]					
Fonds général d'administration	59	51	(1)	(8)	(7)
Régime supplémentaire de rentes - compte général	196	2 677	(713)	2 481	3 194
Régime supplémentaire de rentes - compte des retraités	3	3 204	(1)	3 201	3 202
Autres	236	1 377	(137)	1 141	1 278
Curateur public	62	289	(3)	227	230
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées[1]		2		2	2
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		5		5	5
Fonds d'assurance-récolte et Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	343	111	(252)	(232)	20
Fonds des cautionnements des agents de voyages	13	11	(4)	(2)	2
Fonds des pensions alimentaires	306	306			
Fonds d'indemnisation des services financiers[1]	4	7		3	3
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole	12	12			
Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes		14		14	14
Fonds en fidéicommis	564	564			
Montants à reporter	**31 645**	**147 884**	**(11 855)**	**116 239**	**128 094**

ANNEXE 17

Sommaire des opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2003

	2003				2002
	Passif	Actif	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé	Avoir net	Avoir net
			(en millions de dollars)		(redressé)
Montants reportés	**31 645**	**147 884**	**(11 855)**	**116 239**	**128 094**
Fonds national de formation de la main-d'œuvre	5	74	(5)	69	74
Hydro-Québec - Régime de retraite[1]	24	8 350	(823)	8 326	9 149
Régie des rentes du Québec					
Fonds du régime de rentes du Québec	467	15 889	(2 043)	15 422	17 465
Autres	30	30			
	32 171	**172 227**	**(14 726)**	**140 056**	**154 782**
Moins: Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		54 100	(6 415)	54 100	60 515
	32 171	**118 127**	**(8 311)**	**85 956**	**94 267**

(1) États financiers au 31 décembre 2002.

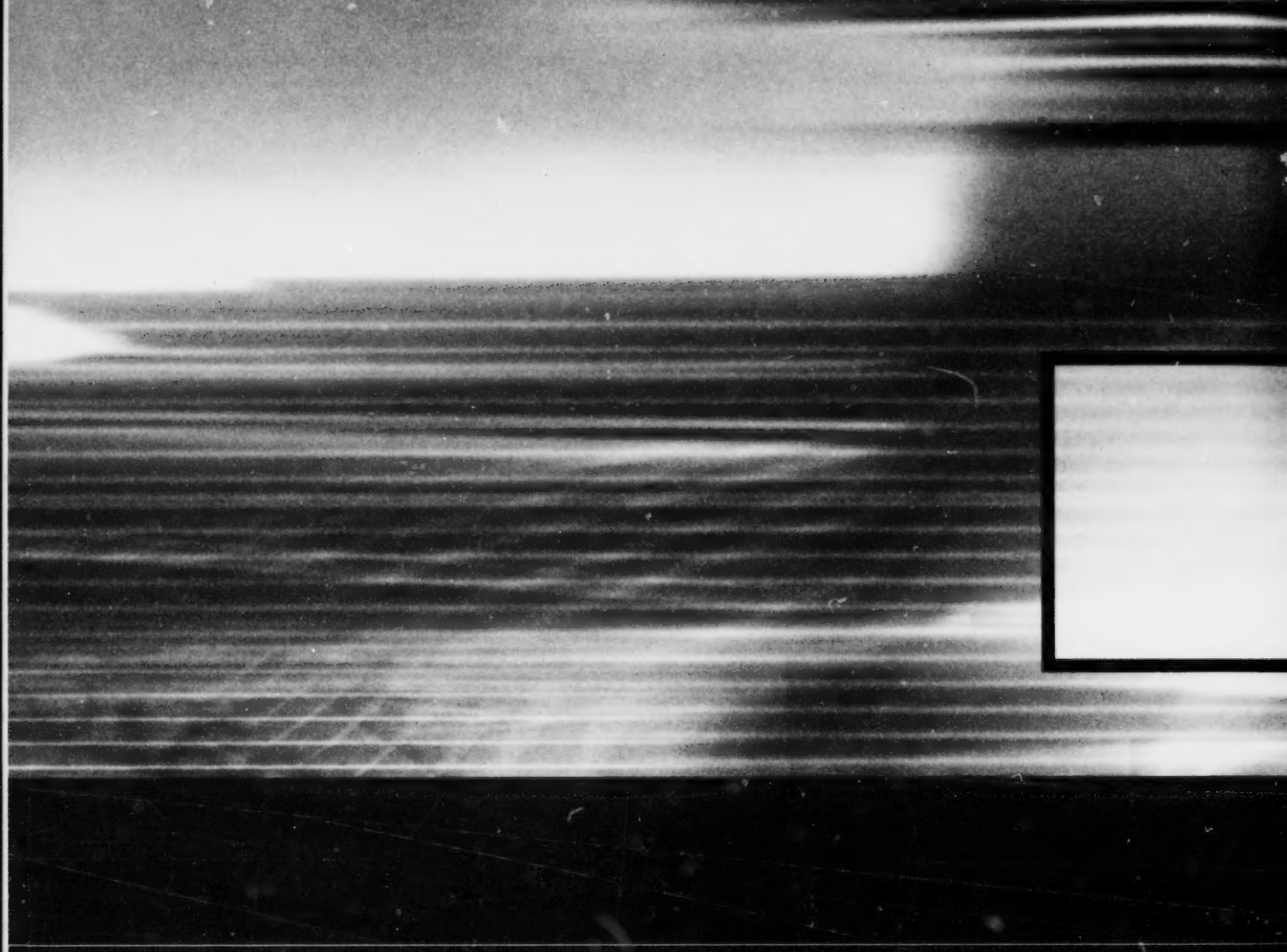
ANNEXE 18

Réserve
AU 31 MARS 2003

	VOLETS DE LA RÉSERVE					2003	2002
	Santé et services sociaux	Éducation	Solidarité sociale	Recherche	Maintien de l'équilibre budgétaire	Total	Total
						(en millions de dollars)	
Solde au début de l'année financière							950
Transfert à la réserve							
Utilisation de la réserve							
Dépenses financées							(280)
Maintien de l'équilibre budgétaire							(670)
Solde à la fin de l'année financière	–	–	–	–	–	–	–

En vertu de la Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents (L.R.Q., c. R-25.1), le gouvernement a institué une réserve pour financer des projets d'immobilisations et d'autres projets dont la réalisation a une durée déterminée. Toutefois, lorsque le gouvernement estime que l'intérêt public l'exige, il peut utiliser la réserve pour des projets autres que ceux pour lesquels elle a été constituée. À l'occasion du Discours sur le budget, le ministre des Finances détermine la portion du surplus de l'année financière excédant l'objectif budgétaire devant être transférée à la réserve et les allocations entre les différents volets.

De plus, le gouvernement peut affecter en totalité ou en partie la réserve au maintien de l'équilibre budgétaire.



Finances
Québec

VOLUME

VOLUME

2

Micromedia
ProQuest

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

VOLUME 2

Comptes publics

2002 › 2003

Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2003

Québec

COMPTES PUBLICS 2002-2003

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2003

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances Québec

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-41718-6

Dépôt légal – 1er trimestre 2004
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

NOTES EXPLICATIVES

Contenu du volume
Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits 1

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts 2

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux 3

NOTES EXPLICATIVES

CONTENU DU VOLUME

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement:

. les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
. les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
. les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux: revenus et dépenses, actif et passif, et, solde du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

◇ *Rémunération*
Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;

◇ *Fonctionnement*
Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;

◇ *Service de la dette*
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;

◇ *Affectation à un fonds spécial*
ette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;

◇ *Transfert*
Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes;

NOTES EXPLICATIVES (suite)

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- *Créances douteuses et autres provisions*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement»;

- *Immobilisations*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;

- *Prêts, placements, avances et autres*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes:

- Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour des dépenses en capital subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;

- Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;

- Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;

- Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SECTION

1

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transfert du gouvernement du Canada	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles	1-8
Mandat spécial	1-13
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions	1-14
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses	1-32
Sommaire des dépenses de transfert	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories	1-43

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-9	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-15	Affaires municipales et Métropole			4 163
4	2-26	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			8 871
5	2-35	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique			
6	2-45	Conseil exécutif			
7	2-53	Culture et Communications			
8	2-61	Éducation			
9	2-71	Emploi, Solidarité sociale			
10	2-80	Environnement			3 444
11	2-87	Famille, Enfance et Condition féminine			62
12	2-95	Faune et Parcs			27 539
13	2-102	Finances, Économie et Recherche	4 068 120		41 733
14	2-117	Industrie et Commerce			837
15	2-123	Justice			446
16	2-131	Recherche, Science et Technologie			
17	2-137	Régions			
18	2-143	Relations avec les citoyens et Immigration			26 482
19	2-151	Relations internationales			
20	2-157	Ressources naturelles			187 814
21	2-168	Revenu	19 905 750	10 843 746	153 872
22	2-175	Santé et Services sociaux			1 501
23	2-184	Sécurité publique			32 875
24	2-193	Tourisme, Loisir et Sport			(10)
25	2-200	Transports			690 528
26	2-209	Travail			43 388
			23 973 870	**10 843 746**	**1 223 545**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres rentrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 662	2 526
2	2-9	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	443	
3	2-15	Affaires municipales et Métropole	3 580	
4	2-26	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	13 355	8 530
5	2-35	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	3 368	
6	2-45	Conseil exécutif	1 534	31
7	2-53	Culture et Communications	3 047	1 459
8	2-61	Éducation	56 301	149
9	2-71	Emploi, Solidarité sociale	123 649	
10	2-80	Environnement	15 597	12 971
11	2-87	Famille, Enfance et Condition féminine	1 580	
12	2-95	Faune et Parcs	1 517	329
13	2-102	Finances, Économie et Recherche	244 897	22 981
14	2-117	Industrie et Commerce	2 153	956
15	2-123	Justice	141 737	
16	2-131	Recherche, Science et Technologie	466	
17	2-137	Régions	243	
18	2-143	Relations avec les citoyens et Immigration	11 611	32
19	2-151	Relations internationales	1 359	310
20	2-157	Ressources naturelles	22 941	4 341
21	2-168	Revenu	551 501	112 296
22	2-175	Santé et Services sociaux	172 238	51 253
23	2-184	Sécurité publique	13 805	4 422
24	2-193	Tourisme, Loisir et Sport	552	300
25	2-200	Transports	12 313	615
26	2-209	Travail	4 392	4 264
			1 406 841	**227 765**

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus 2003 [1]	Total des revenus 2002	
136		136		136		1
443		443		443	1 372	2
3 580		7 743		7 743	5 414	3
4 825		13 696		13 696	20 829	4
3 368		3 368		3 368	6 609	5
1 503		1 503		1 503	17	6
1 588		1 588		1 588	1 852	7
56 152		56 152	87 577	143 729	135 013	8
123 649		123 649	655 760	779 409	774 450	9
2 626		6 070	1 779	7 849	5 772	10
1 580		1 642		1 642	4 402	11
1 188		28 727	350	29 077	29 163	12
221 916	3 761 869	8 093 638	7 929 577	16 023 215	15 220 133	13
1 197		2 034		2 034	4 019	14
141 737		142 183	25 298	167 481	152 336	15
466		466		466	399	16
243		243		243	344	17
11 579		38 061	135 734	173 795	168 213	18
1 049		1 049		1 049	477	19
18 600		206 414		206 414	196 017	20
439 205		31 342 573		31 342 573	30 289 279	21
120 985		122 486	94 663	217 149	165 084	22
9 383		42 258	838	43 096	41 098	23
252		242		242	59	24
11 698		702 226	268	702 494	674 695	25
128		43 516		43 516	42 865	26
1 179 076	**3 761 869**	**40 982 106**	**8 931 844**	**49 913 950**	**47 939 911**	

=	Revenus divers		Total des transferts du gouvernement du Canada	-	Comptes à fin déterminée	=	Transferts du gouvernement du Canada	
	136							1
	443							2
	3 580		21 162		21 162			3
	4 825		121 413		121 413			4
	3 368							5
	1 503							6
	1 588							7
	56 152		176 987		89 410		87 577	8
	123 649		658 014		2 254		655 760	9
	2 626		1 779				1 779	10
	1 580							11
	1 188		350				350	12
	221 916		7 929 577				7 929 577	13
	1 197							14
	141 737		25 775		477		25 298	15
	466							16
	243							17
	11 579		135 734				135 734	18
	1 049							19
	18 600		1 428		1 428			20
	439 205							21
	120 985		94 663				94 663	22
	9 383		10 743		9 905		838	23
	252							24
	11 698		17 141		16 873		268	25
	128							26
	1 179 076		**9 194 766**		**262 922**		**8 931 844**	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses	Amortissement	Crédits initiaux [1]
			(-)	=
1	Assemblée nationale	91 475	4 570	86 905
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	47 919	2 149	45 770
3	Affaires municipales et Métropole	1 520 596	2 329	1 518 267
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	644 425	7 524	636 901
5	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	549 920	161	549 759
6	Conseil exécutif	178 548	673	177 875
7	Culture et Communications	504 317	1 687	502 630
8	Éducation	11 144 644	4 928	11 139 716
9	Emploi, Solidarité sociale	3 966 574	1 141	3 965 433
10	Environnement	181 111	6 188	174 923
11	Famille, Enfance et Condition féminine	1 858 735	2 312	1 856 423
12	Faune et Parcs	107 417	7 022	100 395
13	Finances, Économie et Recherche (excluant le service de la dette)	628 968	4 049	624 919
14	Industrie et Commerce	144 917	1 446	143 471
15	Justice	508 203	5 041	503 162
16	Recherche, Science et Technologie	246 459	400	246 059
17	Régions	194 415	528	193 887
18	Relations avec les citoyens et Immigration	199 879	5 251	194 628
19	Relations internationales	107 458	1 240	106 218
20	Ressources naturelles	277 784	12 442	265 342
21	Revenu	659 701	1 500	658 201
22	Santé et Services sociaux	17 451 425	1 895	17 449 530
23	Sécurité publique	790 137	19 274	770 863
24	Tourisme, Loisir et Sport	128 120	146	127 974
25	Transports	1 364 720	105 601	1 259 119
26	Travail	60 786	2 215	58 571
	Total des programmes	43 558 653	201 712	43 356 941
	Finances, Économie et Recherche (service de la dette)	6 497 000		6 497 000
	Total	**50 055 653**	**201 712**	**49 853 941**

1 Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.
2 Crédits supplémentaires autorisés par lois, mandat spécial, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

Variations de crédits [2]	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	Dépenses	
+,(-)	=		+	=	
2 004	88 909	87 348	5 129	92 477	1
16 225	61 995	60 694	2 010	62 704	2
52 890	1 571 157	1 568 777	2 927	1 571 704	3
14 583	651 484	635 047	6 144	641 191	4
(154)	549 605	514 622	73	514 695	5
(24 668)	153 207	151 473	1 216	152 689	6
2 693	505 323	499 927	2 252	502 179	7
105 301	11 245 017	11 102 172	4 512	11 106 684	8
204 986	4 170 419	4 157 486	326	4 157 812	9
1 016	175 939	172 808	6 482	179 290	10
3 115	1 859 538	1 793 144	1 987	1 795 131	11
12 450	112 845	112 741	7 563	120 304	12
(87 397)	537 522	463 499	3 945	467 444	13
53 015	196 486	196 486	1 465	197 951	14
34 464	537 626	533 779	8 083	541 862	15
4 575	250 834	246 529	368	246 897	16
(30 423)	163 464	156 839	547	157 386	17
41 914	236 542	233 517	5 485	239 002	18
4 124	110 342	107 866	1 234	109 100	19
71 997	337 339	337 290	11 129	348 419	20
138 687	796 888	777 307	1 224	778 531	21
1 641 127	19 090 657	17 919 344	1 958	17 921 302	22
82 971	853 834	853 805	17 633	871 438	23
30 994	158 968	158 968	60	159 028	24
71 060	1 330 179	1 320 737	113 599	1 434 336	25
8 914	67 485	67 331	2 434	69 765	26
2 456 463	45 813 404	44 229 536	209 785	44 439 321	
58 959	6 555 959	6 535 749		6 535 749	
2 515 422	**52 369 363**	**50 765 285**	**209 785**	**50 975 070**	

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2003

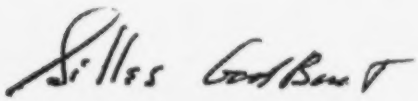
RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres. D'autres crédits votés peuvent être constitués par l'autorisation d'un mandat spécial en vertu de la Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et le cas échéant de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

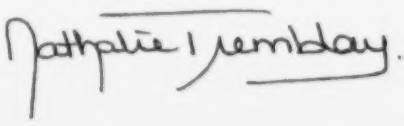
L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2003 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 185 267 milliers de dollars au programme 02 – Fonctions régionales – du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 176 900 milliers de dollars au programme 02 – Fonctions gouvernementales – du Conseil du trésor, Administration et Fonction publique, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2003-2004, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances



Gilles Godbout

Le contrôleur des Finances,



Nathalie Tremblay, CA

Québec, le 16 mars 2004

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		98 399		96 832			1 567
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	26 589	38 731	26 202	37 524	233	134	1 207
Affaires municipales et Métropole	1 581 079	1 759	1 575 611	1 456	1 624	3 844	303
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	676 160	1 945	657 217	1 907	4 762	14 181	38
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	208 606	341 370	382 078	309 809	1 978	(175 448)	31 561
Conseil exécutif	153 257	3 134	151 196	3 115	1 407	654	19
Culture et Communications	509 362	2 120	500 298	2 118	3 120	5 944	2
Éducation	10 697 906	706 134	10 669 885	644 126	4 567	23 454	62 008
Emploi, Solidarité sociale	4 161 526	9 396	4 155 049	2 542	6 475	2	6 854
Environnement	208 736	332	204 230	239	4 506		93
Famille, Enfance et Condition féminine	1 860 505	3 874	1 791 324	3 874	1 446	67 735	
Faune et Parcs	119 270	185	117 694	81	1 576		104
Finances, Économie et Recherche (excluant le service de la dette)	536 569	10 294	455 261	9 773	3 285	78 023	521
Industrie et Commerce	200 603	65	200 602	65		1	
Justice	442 725	116 153	440 280	114 531	2 354	91	1 622
Recherche, Science et Technologie	251 155		246 648		701	3 806	
Régions	181 999	8 943	180 235	8 943		1 764	
Relations avec les citoyens et Immigration	247 473	6 062	240 245	6 062	1 851	5 377	
Relations internationales	111 785	706	109 308	706	621	1 856	
Ressources naturelles	336 247	15 566	335 399	15 480	826	22	86
Revenu	478 609	320 035	465 141	313 888	13 347	121	6 147
Santé et Services sociaux	10 589 942	8 502 624	10 775 167	7 146 117	42	(185 267)	1 356 507
Sécurité publique	853 180	20 474	852 781	20 388		399	86
Tourisme, Loisir et Sport	159 221	10	159 221	10			
Transports	1 367 302	2 781	1 352 968	136	3 665	10 669	2 645
Travail	68 809	2 997	68 609	2 997	200		
	36 028 595	10 214 089	36 112 649	8 742 719	58 584	(142 638)	1 471 370
Finances, Économie et Recherche (service de la dette)		6 555 959		6 535 749			20 210
	36 028 595	**16 770 048** [1]	**36 112 649**	**15 278 468**	**58 584**	**(142 638)**	**1 491 580**
Dépenses *	35 617 160	16 752 203	35 572 023	15 263 941	44 663	474	1 488 262
Prêts, placements, avances et autres	172 760	41	346 618	41	216	(174 074)	
Immobilisations	238 675	17 804	194 008	14 486	13 705	30 962	3 318
	36 028 595	**16 770 048** [1]	**36 112 649**	**15 278 468**	**58 584**	**(142 638)**	**1 491 580**

1 Crédits permanents:			
Inclus dans les prévisions budgétaires	15 111 584	13 620 004	1 491 580
Non inclus dans les prévisions budgétaires	1 658 464	1 658 464	
	16 770 048	**15 278 468**	**1 491 580**

* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 209 785 qui ne requiert pas de crédits et les ajustements négatifs de provisions pour 70 679.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail page		CRÉDITS		= CRÉDITS INITIAUX		
			Dépenses	Investissements	Votés et permanents	Déjà votés	
						Reports	Votés sur plus d'un an
					+	+	+
1	2-4	Assemblée nationale	86 905	10 170	97 075		
2	2-10	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	45 770	2 150	47 920		
3	2-16	Affaires municipales et Métropole	1 518 267	11 839	1 528 694	1 412	
4	2-28	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	636 901	29 119	663 980	2 040	
5	2-36	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	549 759	305 129	853 131	1 757	
6	2-46	Conseil exécutif	177 875	3 184	180 887	172	
7	2-54	Culture et Communications	502 630	6 109	508 503	236	
8	2-62	Éducation	11 139 716	195 998	11 332 492	3 222	
9	2-72	Emploi, Solidarité sociale	3 965 433	2 189	3 671 607	9 015	287 000
10	2-82	Environnement	174 923	14 205	186 628	2 500	
11	2-88	Famille, Enfance et Condition féminine	1 856 423	4 840	1 729 566	1 297	130 400
12	2-96	Faune et Parcs	100 395	9 251	109 646		
13	2-106	Finances, Économie et Recherche (excluant le service de la dette)	624 919	9 067	630 938	3 048	
14	2-118	Industrie et Commerce	143 471	5 326	148 797		
15	2-124	Justice	503 162	19 531	521 678	1 015	
16	2-132	Recherche, Science et Technologie	246 059	521	246 580		
17	2-138	Régions	193 887	32 864	226 751		
18	2-144	Relations avec les citoyens et Immigration	194 628	10 346	203 907	1 067	
19	2-152	Relations internationales	106 218	1 635	107 853		
20	2-160	Ressources naturelles	265 342	20 391	284 584	1 149	
21	2-170	Revenu	658 201	4 225	654 370	8 056	
22	2-176	Santé et Services sociaux	17 449 530	1 167	17 450 697 [1]		
23	2-186	Sécurité publique	770 863	19 560	790 423		
24	2-194	Tourisme, Loisir et Sport	127 974	683	128 657		
25	2-202	Transports	1 259 119	39 516	1 296 230	2 405	
26	2-210	Travail	58 571	2 820	61 075	316	
		Total des programmes	43 356 941	761 835	43 662 669	38 707	417 400
	2-108	Finances, Économie et Recherche (service de la dette)	6 497 000		6 497 000		
		Total *	**49 853 941**	**761 835**	**50 159 669**	**38 707**	**417 400**
		* Votés	34 896 393	750 597	35 190 883 [a]	38 707	417 400
		Permanents	14 957 548	11 238	14 968 786 [1]		
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ajustements négatifs de provisions					

a	Crédits initiaux autorisés par des lois sur les crédits	du 28 mars 2002, 2002, c. 1.	9 551 681
		du 2 mai 2002, 2002, c. 3.	25 639 202
			35 190 883
b	Crédits supplémentaires autorisés par une loi sur les crédits	du 11 décembre 2002, 2002, c. 48.	**183 000**
c	Mandat spécial (voir page1-13)	du 31 mars 2003 (décret 455-03).	**187 000**

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+,(-)	+	=	
97 075			1 324 [2 et 3]			98 399	1
47 920				1 562	15 818	65 300	2
1 530 106	1 055		311 [4]	51 366		1 582 838	3
666 020	725	38		9 493	1 829	678 105	4
854 888	104			(342 604)	37 588	549 976	5
181 059		19		(26 045)	1 358	156 391	6
508 739				2 743		511 482	7
11 335 714		21		3 179	65 126	11 404 040	8
3 967 622	2 059		158 000	43 164	77	4 170 922	9
189 128	922	68		18 934	16	209 068	10
1 861 263				1 726	1 390	1 864 379	11
109 646		95		9 699	15	119 455	12
633 986		4		(87 155)	28	546 863	13
148 797				51 816	55	200 668	14
522 693		134		18 228	17 823	558 878	15
246 580				4 575		251 155	16
226 751				(37 593)	1 784	190 942	17
204 974	6 740	1	26 960 [5]	14 034	826	253 535	18
107 853				4 042	596	112 491	19
285 733		66		55 553	10 461	351 813	20
662 426		38		12 566	123 614	798 644	21
17 450 697			254 000	77 421	1 310 448	19 092 566	22
790 423		4 074		69 145	10 012	873 654	23
128 657				30 574		159 231	24
1 298 635		2 645	65 000	3 686	117	1 370 083	25
61 391				9 891	524	71 806	26
44 118 776	11 605	7 203	505 595		1 599 505	46 242 684	
6 497 000					58 959	6 555 959	
50 615 776	**11 605**	**7 203**	**505 595**		**1 658 464** [6]	**52 798 643**	*
35 646 990	11 605		370 000 [b et c]			36 028 595	
14 968 786		7 203	135 595 [2 à 5]		1 658 464	16 770 048	

1 Incluant des crédits initiaux de 4 594 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 1 971 197 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 4 068 120 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 2 575 656 pour la contribution du gouvernement.

2 96 568 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 97 075 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

3 Incluant 1 831 de crédits permanents en vertu de la décision 1109 de l'Assemblée nationale du 10 septembre 2002 pour le Commissaire au lobbyisme.

4 311 de crédits de 2000-2001 reportés en vertu du décret 1317-2001 du 7 novembre 2001 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

5 Incluant 4 960 de crédits permanents en vertu du décret 200-2001 du 7 mars 2001 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

6 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail page		Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
				Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
			(+)	(-)	(-)	(-)	(-)
1	2-4	Assemblée nationale	98 399			1 567	
2	2-10	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	65 300		233	1 341	
3	2-16	Affaires municipales et Métropole	1 582 838		1 624	4 147	
4	2-28	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	678 105		4 762	14 219	1 632
5	2-36	Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	549 976		1 976	(143 887)	
6	2-46	Conseil exécutif	156 391	572	1 407	101	
7	2-54	Culture et Communications	511 482	200	3 120	5 746	
8	2-62	Éducation	11 404 040		4 567	85 462	62 704
9	2-72	Emploi, Solidarité sociale	4 170 922		6 475	6 856	
10	2-82	Environnement	209 068		4 506	93	
11	2-88	Famille, Enfance et Condition féminine	1 864 379		1 446	67 735	
12	2-96	Faune et Parcs	119 455		1 576	104	
13	2-106	Finances, Économie et Recherche (excluant le service de la dette)	546 863	2 283	3 285	76 261	
14	2-118	Industrie et Commerce	200 668			1	
15	2-124	Justice	558 878		2 354	1 713	
16	2-132	Recherche, Science et Technologie	251 155		701	3 806	
17	2-138	Régions	190 942			1 764	6 285
18	2-144	Relations avec les citoyens et Immigration	253 535		1 851	5 377	28
19	2-152	Relations internationales	112 491		621	1 856	
20	2-160	Ressources naturelles	351 813		826	108	
21	2-170	Revenu	798 644		13 347	6 268	
22	2-176	Santé et Services sociaux	19 092 566		42	1 171 240	30
23	2-186	Sécurité publique	873 654			485	
24	2-194	Tourisme, Loisir et Sport	159 231				
25	2-202	Transports	1 370 083		3 665	13 314	
26	2-210	Travail	71 806		200		
		Total des programmes	46 242 684	3 055	58 584	1 325 677	70 679
	2-108	Finances, Économie et Recherche (service de la dette)	6 555 959			20 210	
		Total	* **52 798 643**	**3 055**	**58 584**	**1 345 887**	**70 679**
		* Votés	36 028 595	3 055	58 584	(145 693)	
		Permanents	16 770 048			1 491 580	
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ajustements négatifs de provisions					70 679

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations			2003 [7]	2002	
(-)	(-)	=	+	=		
11	9 473	87 348	5 129	92 477	88 061	1
	3 032	60 694	2 010	62 704	49 924	2
4 605	3 685	1 568 777	2 927	1 571 704	1 579 184	3
559	21 886	635 047	6 144	641 191	651 284	4
177 005	260	514 622	73	514 695	485 017	5
2 211	627	151 473	1 216	152 689	109 018	6
1	2 488	499 927	2 252	502 179	490 233	7
129 018	20 117	11 102 172	4 512	11 106 684	10 548 673	8
101	4	4 157 486	326	4 157 812	4 073 533	9
19	31 642	172 808	6 482	179 290	179 864	10
	2 054	1 793 144	1 987	1 795 131	1 692 329	11
12	5 022	112 741	7 563	120 304	122 468	12
5	1 530	463 499	3 945	467 444	441 348	13
20	4 161	196 486	1 465	197 951	206 579	14
390	20 642	533 779	8 083	541 862	508 978	15
	119	246 529	368	246 897	230 081	16
25 634	420	156 839	547	157 386	137 635	17
6 015	6 747	233 517	5 485	239 002	212 700	18
770	1 378	107 866	1 234	109 100	111 005	19
31	13 558	337 290	11 129	348 419	341 958	20
81	1 641	777 307	1 224	778 531	612 934	21
13	1 897	17 919 344	1 958	17 921 302	17 191 221	22
100	19 264	853 805	17 633	871 438	799 949	23
40	223	158 968	60	159 028	159 571	24
12	32 355	1 320 737	113 599	1 434 336	1 412 204	25
6	4 269	67 331	2 434	69 765	87 716	26
346 659	208 494	44 229 536	209 785	44 439 321	42 503 467	
		6 535 749		6 535 749	6 686 544	
346 659	**208 494**	**50 765 285**	**209 785**	**50 975 070**	**49 190 011**	*
346 618	194 008	35 572 023		35 572 023	33 973 761	
41	14 486	15 263 941		15 263 941	15 013 340	
			209 785	209 785	202 910	
		(70 679)		(70 679)		

7 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

MANDAT SPÉCIAL *

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses
Mandat spécial numéro 1 - 2002-2003 (décret 455-03 du 31 mars 2003)		
En raison de la tenue d'élections générales le 14 avril 2003, l'Assemblée nationale a été dissoute le 12 mars 2003. En vertu des conventions comptables, le paiement de certaines subventions doit être comptabilisé dans l'année financière 2002-2003 pour lesquelles les crédits adoptés par les Lois sur les crédits 2002-2003 sont insuffisants.		
À ce titre, afin de pourvoir à des dépenses et autres coûts à encourir jusqu'à la fin de l'année financière 2002-2003, un mandat spécial a été autorisé pour verser les subventions dans le cadre de programmes gouvernementaux des portefeuilles suivants:		
EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE		
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Élément 3 - Assistance-emploi	50 000	50 000
RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION		
Programme 1 - Relations civiques, relations avec les citoyens et gestion de l'identité		
Élément 1 - Planification, relations civiques et interculturelles	22 000	20 468
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
Programme 2 - Fonctions régionales		
Élément 2 - Établissements de santé et de services sociaux	50 000	50 000
TRANSPORTS		
Programme 1 - Infrastructures de transport		
Élément 3 - Aide financière au réseau routier local	65 000	54 797
	187 000	175 265

* Émis en conformité avec l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-176	217 241					6 000
Permanents		447					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Fonctions régionales	2-176	10 119 298					119 000
Permanents		2 794 532					
Office des personnes handicapées du Québec	2-178	50 982					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-178						
Permanents		4 268 197					129 000
Total du portefeuille		17 450 697					254 000
TOTAL DE LA MISSION		**17 450 697**					**254 000**
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille: Culture et Communications							
Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	2-54	81 074					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-54	401 603					
Permanents		2 110					
Charte de la langue française	2-56	23 706	236				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		508 503	236				
Portefeuille: Éducation							
Administration et consultation	2-62	130 240	2 560				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Formation en tourisme et hôtellerie	2-62	17 426					
Aide financière aux études	2-64	451 536	662				
Permanents		76 778				21	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-64	6 721 140					
Enseignement supérieur	2-64	3 371 163					
Régimes de retraite	2-66						
Permanents		564 199					
Total du portefeuille		11 332 492	3 222			21	

* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

** Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *	DÉPENSES 2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
1 420		224 661		1 675	222 986		222 986	206 878
		447	328		119		119	130
						1 767	1 767	1 513
			30		(30)		(30)	
71 083		10 309 381	(185 267)		10 494 648		10 494 648	10 008 923
	6 030	2 800 562	264 280		2 536 282		2 536 282	2 627 179
4 918		55 900	42	235	55 623		55 623	51 396
						191	191	156
	1 304 418	5 701 615	1 091 899		4 609 716		4 609 716	4 295 046
77 421	1 310 448	19 092 566	1 171 312	1 910	17 919 344	1 958	17 921 302	17 191 221
77 421	**1 310 448**	**19 092 566**	**1 171 312**	**1 910**	**17 919 344**	**1 958**	**17 921 302**	**17 191 221**
1 764		82 838	6 452	2 150	74 236		74 236	73 685
		10			10		10	10
						1 738	1 738	1 304
(150)		401 453	1 788		399 665		399 665	390 221
		2 110	2		2 108		2 108	2 113
1 129		25 071	824	339	23 908		23 908	22 434
						514	514	466
2 743		511 482	9 066	2 489	499 927	2 252	502 179	490 233
1 379		134 179	10 934	11 065	112 180		112 180	110 521
	176	188			186		186	136
						3 669	3 669	3 192
(2 016)		15 410			15 410		15 410	15 884
(25 777)		426 421	2 142	138 070	286 209		286 209	228 151
		76 799	21 527		55 272		55 272	63 496
						843	843	647
			62 704		(62 704)		(62 704)	
62 379		6 783 519	1		6 783 518		6 783 518	6 482 052
(32 786)		3 338 377	14 944		3 323 433		3 323 433	3 078 114
	64 950	629 149	40 481		588 668		588 668	566 480
3 179	65 126	11 404 040	152 733	149 135	11 102 172	4 512	11 106 684	10 548 673

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille: Relations avec les citoyens et Immigration							
Immigration, intégration et régionalisation	2-144	111 454			6 740		
Permanents		19				1	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		111 473			6 740	1	
Portefeuille: Tourisme, Loisir et Sport							
Développement du loisir et du sport	2-194	67 203					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		67 203					
TOTAL DE LA MISSION		**12 019 671**	**3 458**		**6 740**	**22**	
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille: Affaires municipales et Métropole							
Promotion et développement de la Métropole	2-16	119 689					
Permanents		1 429					
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-16	608 326					
Habitation	2-20	254 700					
Total du portefeuille		984 144					
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Formation, recherche et développement technologique	2-28	36 519	876				
Financière agricole du Québec	2-28	305 000					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide aux entreprises agroalimentaires	2-28	175 566			43		
Appui réglementaire	2-28	55 657	893		682		
Permanents						7	
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne et soutien	2-30	68 214					
Permanents		78				31	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement des pêches et de l'aquiculture	2-30	22 946	271				
Total du portefeuille		663 980	2 040		725	38	
Portefeuille: Conseil exécutif							
Développement de la Capitale-Nationale	2-48	40 209					
Permanents		671					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		40 880					
Portefeuille: Emploi, Solidarité sociale							
Mesures d'aide à l'emploi	2-72	962 610	74				
Total du portefeuille		962 610	74				

1 L'augmentation est due principalement à la subvention d'équilibre à la Régie des installations olympiques ainsi qu'à l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *	DÉPENSES 2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
6 504		124 698	1	2 175	122 522		122 522	117 960
	215	235			235		235	100
						2 933	2 933	2 622
			28		(28)		(28)	
6 504	215	124 933	29	2 175	122 729	2 933	125 662	120 682
658		67 861		263	67 598		67 598	73 105
						60	60	30
658		67 861		263	67 598	60	67 658	73 135
13 084	**65 341**	**12 108 316**	**161 828**	**154 062**	**11 792 426**	**9 757**	**11 802 183**	**11 232 723**
9 537		129 226	1	4 604	124 621		124 621	104 523
		1 429			1 429		1 429	1 429
(35 126)		573 200	154		573 046		573 046	595 542
143		254 843	336		254 507		254 507	249 190
(25 446)		958 698	491	4 604	953 603		953 603	950 684
		37 395	268	549	36 578		36 578	35 470
		305 000			305 000		305 000	305 000
5 159		180 768	9 861	682	170 225		170 225	186 630
138		57 370	2 241	2 199	52 930		52 930	44 073
		7	7					
						511	511	455
966		69 180	4 969	16 994	47 217		47 217	47 515
	1 829	1 938	31		1 907		1 907	1 233
						5 633	5 633	7 634
			1 632		(1 632)		(1 632)	
3 230		26 447	1 604	2 021	22 822		22 822	23 274
9 493	1 829	678 105	20 613	22 445	635 047	6 144	641 191	651 284
(1 116)		39 093	59	2 232	36 802		36 802	34 428
	2	673			673		673	561
						7	7	
(1 116)	2	39 766	59	2 232	37 475	7	37 482	34 989
7 931		970 615	1		970 614		970 614	963 486
7 931		970 615	1		970 614		970 614	963 486

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Environnement							
Protection de l'environnement	2-82	182 083	2 500		922		
Permanents		36				68	
Ne nécessitant pas de crédits							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-82	4 509					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		186 628	2 500		922	68	
Portefeuille: Faune et Parcs							
Société de la faune et des parcs du Québec	2-98	109 571					
Permanents		75				95	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		109 646				95	
Portefeuille: Finances, Économie et Recherche							
Soutien au développement de l'économie	2-110	196 103	175				
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	2-110	248 390					
Total du portefeuille		444 493	175				
Portefeuille: Industrie et Commerce							
Soutien technique et financier aux entreprises et au développement des marchés	2-118	143 587					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Placement étudiant du Québec	2-118	5 200					
Total du portefeuille		148 797					
Portefeuille: Recherche, Science et Technologie							
Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation	2-132	223 223					
Total du portefeuille		223 223					
Portefeuille: Régions							
Mesures de soutien au développement local et régional	2-138	219 592					
Permanents		7 159					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		226 751					

2 L'augmentation est principalement attribuable pour 11 500 au nouveau programme relatif aux pactes ruraux.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *	DÉPENSES 2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
16 846		202 351	4 506	31 582	166 263		166 263	162 941
212	16	332	93		239		239	314
						6 419	6 419	11 793
1 876		6 385		79	6 306		6 306	4 768
						63	63	48
18 934	16	209 068	4 599	31 661	172 808	6 482	179 290	179 864
9 699		119 270	1 576	5 034	112 660		112 660	115 499
	15	185	104		81		81	56
						7 563	7 563	6 913
9 699	15	119 455	1 680	5 034	112 741	7 563	120 304	122 468
197 054		393 332	37 968		355 364		355 364	335 770
(247 900)		490	490					413
(50 846)		393 822	38 458		355 364		355 364	336 183
57 016		200 603	1	4 181	196 421		196 421	204 120
	55	65			65		65	1 038
						1 465	1 465	1 421
(5 200)								
51 816	55	200 668	1	4 181	196 486	1 465	197 951	206 579
4 170		227 393			227 393		227 393	210 654
4 170		227 393			227 393		227 393	210 654
(37 593)		181 999	1 764	26 054	154 181		154 181	127 353
	1 784	8 943			8 943		8 943	9 766
						547	547	516
			6 285		(6 285)		(6 285)	
(37 593)	1 784	190 942	8 049	26 054	156 839	547	157 386	137 635

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Relations internationales							
Affaires internationales	2-152	107 743					
Permanents		110					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		107 853					
Portefeuille: Ressources naturelles							
Connaissance et gestion du territoire	2-160	28 993	936				
Permanents						17	
Ne nécessitant pas de crédits							
Connaissance et gestion du patrimoine forestier	2-160	124 477	12				
Permanents		5 020				44	
Ne nécessitant pas de crédits							
Développement énergétique	2-160	45 049	201				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion et développement de la ressource minérale	2-162	38 554					
Permanents						3	
Ne nécessitant pas de crédits							
Direction et soutien administratif	2-162	44 472					
Permanents		19				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		284 584	1 149			66	
Portefeuille: Tourisme, Loisir et Sport							
Promotion et développement du tourisme	2-194	61 444					
Permanents		10					
Total du portefeuille		61 454					
Portefeuille: Transports							
Infrastructures de transport	2-202	902 890					65 000
Permanents						2 645	
Ne nécessitant pas de crédits							
Systèmes de transport	2-202	298 563					
Ne nécessitant pas de crédits							
Administration et services corporatifs	2-204	94 758	2 405				
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 296 230	2 405			2 645	65 000
TOTAL DE LA MISSION		**5 741 273**	**8 343**		**1 647**	**2 912**	**65 000**

3 La hausse est principalement attribuable à l'accroissement des activités dans le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

4 La diminution est principalement attribuable aux versements pour le transport adapté aux personnes handicapées pour lequel une aide additionnelle a été versée en 2001-2002.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *		2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
4 042		111 785	2 477	2 143	107 165		107 165		109 045
	596	706		5	701		701		919
						1 234	1 234		1 041
4 042	596	112 491	2 477	2 148	107 866	1 234	109 100		111 005
(3 600)		26 329	4	2 896	23 429		23 429		25 878
		17	17						
						2 079	2 079		2 453
53 275		177 764	1	1 432	176 331		176 331		161 790
	8 701	13 765	64	25	13 676		13 676		7 430
						4 058	4 058		5 331
1 324		46 574		745	45 829		45 829		44 098
									216
						722	722		933
6 637		43 191	713	2 691	39 787		39 787		47 164
		3	3						
						1 780	1 780		1 625
(2 083)		42 389	130	5 800	36 459		36 459		42 826
	1 760	1 781	2		1 779		1 779		163
						2 490	2 490		2 051
55 553	10 461	351 813	934	13 589	337 290	11 129	348 419		341 958
29 916		91 360			91 360		91 360		86 426
		10			10		10		10
29 916		91 370			91 370		91 370		86 436
15 116		983 008	6 381	23 670	952 955		952 955	3	868 739
		2 645	2 645						
						102 886	102 886		102 265
(11 390)		287 173	1 427	1 629	284 117		284 117	4	354 954
						614	614		466
(40)		97 123	6 526	7 068	83 529		83 529		78 780
	117	136			136		136		13
						10 099	10 099		8 987
3 686	117	1 370 083	16 979	32 367	1 320 737	113 599	1 434 336		1 412 204
80 239	**14 875**	**5 914 289**	**94 341**	**144 315**	**5 675 633**	**148 170**	**5 823 803**		**5 745 429**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES							
Portefeuille: Emploi, Solidarité sociale							
Mesures d'aide financière	2-72	2 501 194	4 966	287 000			158 000
Permanents		9 300					
Soutien à la gestion	2-74	198 484	3 975		2 059		
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		2 708 997	8 941	287 000	2 059		158 000
Portefeuille: Famille, Enfance et Condition féminine							
Planification, recherche et administration	2-88	43 166	1 185				
Permanents		9					
Ne nécessitant pas de crédits							
Services à la famille et à l'enfance	2-88	1 124 911		85 000			
Permanents		100					
Prestations familiales	2-88	548 170		45 400			
Permanents		2 375					
Organismes-conseils	2-90	3 695					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 722 426	1 185	130 400			
Portefeuille: Justice							
Aide aux justiciables	2-126	115 197					
Permanents		40 377					
Total du portefeuille		155 574					
TOTAL DE LA MISSION		**4 586 997**	**10 126**	**417 400**	**2 059**		**158 000**
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE							
Portefeuille: Assemblée nationale							
Secrétariat général et Secrétariat général adjoint aux affaires parlementaires et institutionnelles	2-4						
Permanents		15 901					1 686
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général adjoint aux affaires administratives	2-4						
Permanents		37 323					(446)
Ne nécessitant pas de crédits							
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-4						
Permanents		43 851					84
Total du portefeuille		97 075					1 324

5 L'augmentation est attribuable au développement de nouvelles places en service de garde et au redressement salarial du personnel des centres de la petite enfance.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *	DÉPENSES 2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
41 942		2 993 102		104	2 992 998		2 992 998	2 902 486
		9 300	6 854		2 446		2 446	8 948
(6 709)		197 809	6 476	1	191 332		191 332	198 004
	77	96			96		96	62
						326	326	547
35 233	77	3 200 307	13 330	105	3 186 872	326	3 187 198	3 110 047
1 570		45 921	3 253	2 007	40 661		40 661	37 350
	1	10			10		10	11
						1 917	1 917	1 927
		1 209 911	39 432		1 170 479		1 170 479	1 033 586
	140	240			240		240	50
		593 570	26 279		567 291		567 291	605 949
	1 249	3 624			3 624		3 624	3 038
		3 695	59	13	3 623		3 623	3 447
						3	3	
1 570	1 390	1 856 971	69 023	2 020	1 785 928	1 920	1 787 848	1 685 358
5 388		120 585			120 585		120 585	120 320
	16 893	57 270			57 270		57 270	47 892
5 388	16 893	177 855			177 855		177 855	168 212
42 191	**18 360**	**5 235 133**	**82 353**	**2 125**	**5 150 655**	**2 246**	**5 152 901**	**4 963 617**
48		17 635	482	569	16 584		16 584	14 554
						7	7	
(48)		36 829	391	8 906	27 532		27 532	26 264
						5 122	5 122	4 453
		43 935	894	9	43 232		43 232	42 790
		98 392	1 567	9 484	87 348	5 129	92 477	88 061

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Le Protecteur du citoyen	2-10	7 761					
Permanents		250					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-10	17 246					
Ne nécessitant pas de crédits							
Administration du système électoral	2-10						
Permanents		22 663					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		47 920					
Portefeuille: Affaires municipales et Métropole							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-18	478 166					
Permanents							311
Administration générale	2-18	49 303	1 412				
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-20	3 090					
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie du logement	2-20	13 972			1 055		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		544 550	1 412		1 055		311
Portefeuille: Conseil du trésor, Administration et Fonction publique							
Secrétariat du Conseil du trésor	2-36	63 344	1 681		104		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions gouvernementales	2-36	74 925					
Commission de la fonction publique	2-38	2 691	76				
Ne nécessitant pas de crédits							
Régimes de retraite et d'assurances	2-38	4 389					
Permanents		303 772					
Fonds de suppléance	2-40	404 000					
Total du portefeuille		853 131	1 757		104		

6 L'augmentation s'explique principalement par une dépense de 50 000 suite à la création d'une provision pour moins-value d'actif.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *	DÉPENSES 2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
13		7 774	367	143	7 264		7 264	6 876
		250	43		207		207	153
						131	131	104
1 549		18 795		2 007	16 788		16 788	15 273
						376	376	331
	15 818	38 481	1 164	882	36 435		36 435	25 141
						1 503	1 503	2 046
1 562	15 818	65 300	1 574	3 032	60 694	2 010	62 704	49 924
77 294		555 460			555 460		555 460	567 993
		311	294		17		17	22
(562)		50 153	4 949	3 503	41 701		41 701	42 243
		19	9		10		10	9
						2 748	2 748	1 488
149		3 239	2	9	3 228		3 228	3 002
						52	52	50
(69)		14 958	26	174	14 758		14 758	13 462
						127	127	231
76 812		624 140	5 280	3 686	615 174	2 927	618 101	628 500
(7 939)		57 190	1 896	254	55 040		55 040	48 293
		10	1		9		9	10
						40	40	141
69 333		144 258	(176 900)	177 000	144 158		144 158	102 411
2		2 769	193	11	2 565		2 565	2 268
						33	33	19
		4 389	1 339		3 050		3 050	2 426
	37 588	341 360	31 560		309 800		309 800	309 449
(404 000)								
(342 604)	37 588	549 976	(141 911)	177 265	514 622	73	514 695	465 017

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Conseil exécutif							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-46	1 221					
Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	2-46	66 407					
Permanents		1 076				19	
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-46	11 416					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires autochtones	2-48	51 093					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Jeunesse	2-48	8 784	172				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		140 007	172			19	
Portefeuille: Famille, Enfance et Condition féminine							
Condition féminine	2-90	7 140	112				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		7 140	112				
Portefeuille: Finances, Économie et Recherche							
Politiques économiques et fiscales	2-106	35 353	624				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Politiques et opérations financières	2-106	10 025	276				
Permanents		10 252					
Ne nécessitant pas de crédits							
Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	2-106	18 781	545				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne et soutien	2-108	27 239	716				
Permanents		10				4	
Ne nécessitant pas de crédits							
L'Inspecteur général des institutions financières	2-108	26 910	712				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Provision pour des initiatives concernant les revenus	2-112	57 875					
Total du portefeuille		186 445	2 873			4	

7 L'augmentation est occasionnée par les nouvelles ententes avec les communautés autochtones.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *	DÉPENSES 2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
		1 221	76		1 145		1 145	1 141
(26 919)		39 488	955	517	38 016		38 016	32 070
	1 297	2 392	19		2 373		2 373	2 011
						870	870	669
344		11 760	315	30	11 415		11 415	10 278
	58	68			68		68	89
						255	255	143
531		51 624		46	51 578		51 578	18 795
	1	1			1		1	3
						50	50	55
1 115		10 071	656	13	9 402		9 402	8 757
						34	34	18
(24 929)	1 356	116 625	2 021	606	113 998	1 209	115 207	74 029
156		7 408	158	34	7 216		7 216	6 925
						67	67	46
156		7 408	158	34	7 216	67	7 283	6 971
1 790		37 767	5 156	148	32 463		32 463	27 367
	20	20			20		20	1 308
						52	52	43
		10 301	2 201	247	7 853		7 853	7 537
		10 252	517		9 735		9 735	8 112
						523	523	523
(73)		19 253	5 679	233	13 341		13 341	14 341
						651	651	700
584		28 539	5 765	494	22 280		22 280	21 643
		14	4		10		10	10
						1 188	1 188	1 100
22		27 644	4 806	413	22 425		22 425	21 101
	8	8			8		8	3
						1 531	1 531	1 377
(38 632)		19 243	19 243					
(36 309)	28	153 041	43 371	1 535	108 135	3 945	112 080	105 165

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Justice							
Activité judiciaire	2-124	24 696					
Permanents		45 143					
Administration de la justice	2-124	273 989	1 000				
Permanents		12 676				134	
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-126	9 600	15				
Total du portefeuille		366 104	1 015			134	
Portefeuille: Recherche, Science et Technologie							
Soutien administratif à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation	2-132	23 357					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		23 357					
Portefeuille: Relations avec les citoyens et Immigration							
Relations civiques, relations avec les citoyens et gestion de l'identité	2-144	23 870					22 000
Permanents		468					
Ne nécessitant pas de crédits							
Conseil et organismes de protection relevant du ministre	2-146	26 388					
Ne nécessitant pas de crédits							
Curateur public	2-148	41 708	1 067				
Permanents							4 960
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		92 434	1 067				26 960
Portefeuille: Revenu							
Administration fiscale	2-170	457 987	8 056				
Permanents		196 383				38	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		654 370	8 056			38	

8 L'augmentation est attribuable pour 16 800 au programme national de réconciliation avec les orphelines et les orphelins de Duplessis.

9 L'augmentation s'explique principalement par l'ajout de personnel afin d'enrayer le travail au noir et par la hausse de différents coûts de fonctionnement.

10 L'augmentation s'explique par une hausse de la dépenses relative à la provision pour créances douteuses.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *		2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
549		25 245	138	2 145	22 962		22 962		22 080
	919	46 062	496	5	45 561		45 561		43 200
12 282		287 271	2 201	18 872	266 198		266 198		250 441
	11	12 821	1 126		11 695		11 695		11 520
						8 083	8 083		3 825
9		9 624	106	10	9 508		9 508		9 700
12 840	930	381 023	4 067	21 032	355 924	8 083	364 007		340 766
405		23 762	4 507	119	19 136		19 136		19 026
									8
						368	368		393
405		23 762	4 507	119	19 136	368	19 504		19 427
912		46 782	1 531	134	45 117		45 117	8	27 704
	331	799			799		799		1 339
						368	368		383
6 815		33 203		6 359	26 844		26 844		25 526
						264	264		206
15		42 790	5 696	4 094	33 000		33 000		32 199
(212)	280	5 028			5 028		5 028		2 724
						1 920	1 920		1 937
7 530	611	128 602	7 227	10 587	110 788	2 552	113 340		92 018
12 566		478 609	13 468	1 685	463 456		463 456	9	422 910
	123 614	320 035	6 147	37	313 851		313 851	10	188 997
						1 224	1 224		1 027
12 566	123 614	798 644	19 615	1 722	777 307	1 224	778 531		612 934

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET MANDAT SPÉCIAL		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Sécurité publique							
Sécurité, prévention et gestion interne	2-186	363 767					
Permanents		6 384				57	
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-186	394 013					
Permanents						4 017	
Ne nécessitant pas de crédits							
Organismes relevant du ministre	2-188	26 255					
Permanents		4					
Total du portefeuille		790 423				4 074	
Portefeuille: Travail							
Travail	2-210	58 602	316				
Permanents		2 473					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		61 075	316				
TOTAL DE LA MISSION		**3 864 031**	**16 780**		**1 159**	**4 269**	**28 595**
MISSION: SERVICE DE LA DETTE							
Portefeuille: Finances, Économie et Recherche							
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	2-108						
Permanents		6 497 000					
Total du portefeuille		6 497 000					
TOTAL DE LA MISSION		**6 497 000**					
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		**50 159 669**	**38 707**	**417 400**	**11 605**	**7 203**	**505 595**
Votés		35 190 883	38 707	417 400	11 605		370 000
Permanents		14 968 786				7 203	135 595
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							

11 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des effectifs suite aux fusions municipales.

12 La diminution est attribuable pour 16 000 à la fin de l'entente entre la Commission de la santé et de la sécurité du travail et le ministère du Travail relativement à certains services d'inspection.

13 Incluant 3 887 959 (2002: 3 970 021) pour le service de la dette directe et 2 647 790 (2002: 2 716 523) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

14 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2003 *		2002
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
28 562		392 329	8	4 587	387 734		387 734		372 350
	7 691	14 132	82	51	13 999		13 999		8 337
						6 558	6 558		3 803
37 536		431 549	391	9 688	421 470		421 470	11	378 397
	2 321	6 338		4 017	2 321		2 321		487
						11 075	11 075		9 425
3 047		29 302		1 021	28 281		28 281		27 150
		4	4						
69 145	10 012	873 654	485	19 364	853 805	17 633	871 438		799 949
9 891		68 809	200	4 254	64 355		64 355	12	83 261
	524	2 997		21	2 976		2 976		2 417
						2 434	2 434		2 038
9 891	524	71 806	200	4 275	67 331	2 434	69 765		87 716
(212 935)	**190 481**	**3 892 380**	**(51 839)**	**252 741**	**3 691 478**	**47 654**	**3 739 132**		**3 370 477**
	58 959	6 555 959	20 210		6 535 749		6 535 749	13	6 686 544
	58 959	6 555 959	20 210		6 535 749		6 535 749		6 686 544
	58 959	**6 555 959**	**20 210**		**6 535 749**		**6 535 749**		**6 686 544**
	1 658 464	**52 798 643**	**1 478 205**	**555 153**	**50 765 285**	**209 785**	**50 975 070**		**49 190 011**
		36 028 595	(84 054)	540 626	35 572 023		35 572 023		33 973 761
	1 658 464	16 770 048	1 491 580	14 527	15 263 941		15 263 941		15 013 340
						209 785	209 785		202 910
			70 679		(70 679)		(70 679)		

14

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
ASSEMBLÉE NATIONALE			
Assemblée nationale	87 604	86 528	66 201
Commissaire au lobbyisme	1 305	820	403
	88 909	87 348	66 604
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
Directeur général des élections - Commission de la représentation	37 384	36 435	22 173
Le Protecteur du citoyen	7 823	7 471	5 776
Le Vérificateur général	16 788	16 788	13 065
	61 995	60 694	41 014
AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE			
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	1 553 145	1 550 791	30 421
Commission municipale du Québec	3 229	3 228	2 559
Régie du logement	14 783	14 758	11 668
	1 571 157	1 568 777	44 648
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	639 656	623 230	113 022
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 401	8 401	6 730
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 427	3 416	2 721
	651 484	635 047	122 473
CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE			
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	546 854	512 057	380 317
Commission de la fonction publique	2 751	2 565	2 143
	549 605	514 622	382 460
CONSEIL EXÉCUTIF			
Ministère du Conseil exécutif	152 288	150 562	35 574
Conseil permanent de la jeunesse	919	911	536
	153 207	151 473	36 110
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
Ministère de la Culture et des Communications	483 284	478 480	48 159
Commission de toponymie	1 282	1 282	1 009
Commission des biens culturels du Québec	578	578	298
Conseil supérieur de la langue française	1 881	1 814	1 032
Office québécois de la langue française	18 318	17 793	13 296
	505 323	499 927	63 794

* Excluant l'amortissement des immobilisations qui ne requiert pas de crédits.
** La dépense d'amortissement est comprise dans la supercatégorie «Fonctionnement».

Fonctionnement *	+ Créances douteuses et autres provisions	+ Transfert	+ Affectation à un fonds spécial	+ Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
20 188		139			5 122	91 650
417					7	827
20 605		139			5 129	92 477
11 777		2 485			1 503	37 938
1 695					131	7 602
3 723					376	17 164
17 195		2 485			2 010	62 704
11 507	2 999	1 503 904	1 960		2 748	1 553 539
669					52	3 280
3 090					127	14 885
15 266	2 999	1 503 904	1 960		2 927	1 571 704
40 613	806	468 789			5 633	628 863
1 671					511	8 912
695						3 416
42 979	806	468 789			6 144	641 191
16 601		46 627	68 512		40	512 097
422					33	2 598
17 023		46 627	68 512		73	514 695
24 485	662	88 913	928		1 216	151 778
375						911
24 860	662	88 913	928		1 216	152 689
27 414	797	402 110			1 756	480 236
253						1 262
280						578
772		10			27	1 841
3 948		549			469	18 262
32 667	797	402 669			2 252	502 179

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *	Rémunération *
ÉDUCATION			
Ministère de l'Éducation	11 240 688	11 097 955	82 389
Commission consultative de l'enseignement privé	100	99	71
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1 972	1 906	1 294
Conseil supérieur de l'éducation	2 257	2 212	1 633
	11 245 017	11 102 172	85 387
EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE	4 170 419	4 157 486	188 467
ENVIRONNEMENT			
Ministère de l'Environnement	169 633	166 502	101 654
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	6 306	6 306	3 840
	175 939	172 808	105 494
FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE			
Ministère de la Famille et de l'Enfance	1 853 524	1 787 171	27 385
Conseil de la famille et de l'enfance	986	960	685
Conseil des aînés	605	595	436
Conseil du statut de la femme	4 423	4 418	3 232
	1 859 538	1 793 144	31 738
FAUNE ET PARCS			
Société de la faune et des parcs du Québec	112 845	112 741	58 588
FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE			
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche	6 710 708	6 639 176	42 694
Investissement Québec	358 976	337 639	
L'Inspecteur général des institutions financières	23 797	22 433	15 876
	7 093 481	6 999 248	58 570
INDUSTRIE ET COMMERCE	196 486	196 486	44 507
JUSTICE			
Ministère de la Justice	468 039	464 843	154 265
Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales	200		
Conseil de la justice administrative	509	413	148
Conseil de la magistrature	2 159	2 159	282
Tribunal des droits de la personne	66 719	66 364	61 397
	537 626	533 779	216 092

Fonctionnement *	Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
39 505	(7 432)	10 983 493			4 450	11 102 405
28						99
612					39	1 945
579					23	2 235
40 724	(7 432)	10 983 493			4 512	11 106 684
117 004	2 446	2 784 822	1 064 747		326	4 157 812
48 348		16 500			6 419	172 921
2 466					63	6 389
50 814		16 500			6 482	179 290
13 533	3 864	1 742 389			1 933	1 789 104
267		8				960
158		1			3	598
1 186					51	4 469
15 144	3 864	1 742 398			1 987	1 795 131
34 074	66	20 013			7 563	120 304
26 891		32 892	950	6 535 749	2 414	6 641 590
	207 398	130 241				337 639
6 549	8				1 531	23 964
33 440	207 406	163 133	950	6 535 749	3 945	7 003 193
34 505	55	117 419			1 465	197 951
119 330	8 146	181 194	1 908		8 083	472 926
265						413
1 877						2 159
4 967						66 364
126 439	8 146	181 194	1 908		8 083	541 862

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE			
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	247 378	243 286	11 419
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1 138	1 131	419
Conseil de la science et de la technologie	2 118	2 112	1 217
	250 634	246 529	13 055
RÉGIONS	163 464	156 839	14 059
RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION			
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	170 180	168 645	78 152
Commission d'accès à l'information	4 322	4 322	3 465
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	13 102	13 102	10 104
Conseil des relations interculturelles	705	705	495
Curateur public	39 518	38 028	27 736
Office de la protection du consommateur	8 715	8 715	6 110
	236 542	233 517	126 062
RELATIONS INTERNATIONALES	110 342	107 866	53 432
RESSOURCES NATURELLES	337 339	337 290	77 709
REVENU	796 888	777 307	266 366
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	13 328 943	13 249 572	48 081
Conseil de la santé et du bien-être	1 038	1 038	594
Conseil médical du Québec	496	496	266
Office des personnes handicapées du Québec	55 666	55 623	7 722
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	2 899	2 899	1 802
Régie de l'assurance maladie du Québec	5 701 615	4 609 716	
	19 090 657	17 919 344	58 465

Fonctionnement *	+ Créances douteuses et autres provisions	+ Transfert	+ Affectation à un fonds spécial	+ Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
4 474		227 393			368	243 654
712						1 131
895						2 112
6 081		227 393			368	246 897
8 694	2 357	116 445	15 284		547	157 386
42 888	(28)	47 423	210		3 301	171 946
857					67	4 389
2 995					36	13 138
210					7	712
10 279	13				1 920	39 948
2 110		495			154	8 869
59 342	(15)	47 918	210		5 485	239 002
22 182		21 929	10 323		1 234	109 100
64 476	1 513	36 539	157 053		11 129	348 419
118 868	278 100	124	113 849		1 224	778 531
57 975	(30)	13 143 546			1 767	13 251 339
344		100				1 038
230						495
2 031		45 870			191	55 814
1 097						2 899
		4 609 716				4 609 716
61 677	(30)	17 799 232			1 958	17 921 302

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *	= Rémunération +
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Ministère de la Sécurité publique	825 548	825 524	403 046
Bureau du coroner	7 312	7 312	3 784
Comité de déontologie policière	1 820	1 820	1 258
Commissaire à la déontologie policière	2 930	2 930	2 321
Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 823	2 823	1 950
Régie des alcools, des courses et des jeux	13 401	13 396	9 482
	853 834	853 805	421 841
TOURISME, LOISIR ET SPORT	158 968	158 968	3 648
TRANSPORTS			
Ministère des Transports	1 318 695	1 309 425	190 756
Commission des transports du Québec	11 484	11 312	8 108
	1 330 179	1 320 737	198 864
TRAVAIL			
Ministère du Travail	26 903	26 903	15 728
Commission de l'équité salariale	4 976	4 976	3 201
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	502	501	368
Conseil des services essentiels	2 643	2 643	1 935
Régie du bâtiment du Québec	30 461	30 308	22 304
	67 485	67 331	43 536
TOTAL GOUVERNEMENTAL	**52 369 363**	**50 765 285**	**2 822 983**

Pour détails par catégories, voir section 2, par portefeuilles.

Fonctionnement *	+ Créances douteuses et autres provisions	+ Transfert	+ Affectation à un fonds spécial	+ Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
211 240	10	38 960	172 268		17 633	843 157
3 528						7 312
562						1 820
609						2 930
73						2 823
3 664		250				13 396
220 476	10	39 210	172 268		17 633	871 438
2 535		76 415	76 370		60	159 028
322 632	117	389 966	405 954		112 985	1 422 410
3 204					614	11 926
325 836	117	389 966	405 954		113 599	1 434 336
5 719		7 456			753	29 656
1 775					105	5 081
133					12	513
708					65	2 708
7 591	323	90			1 499	31 807
15 926	323	7 546			2 434	69 765
1 528 832	**502 190**	**37 285 215**	**2 090 316**	**6 535 749**	**209 785**	**50 975 070**

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		
Établissements de santé et de services sociaux	8 685 063	2 930 002
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 086 985	1 204 070
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	90 726	48 576
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie	3 322 651	
Autres	48 802	
Organismes et entreprises du gouvernement	342 199	220 549
	20 576 436	**4 403 197**

RÉPARTITION:		
1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Métropole	28 786	30 164
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	38 336	11 302
5 Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	45 483	
6 Conseil exécutif	2	
7 Culture et Communications	67 286	72 891
8 Éducation	8 054 054	1 205 926
9 Emploi, Solidarité sociale	6 938	2 629
10 Environnement		
11 Famille, Enfance et Condition féminine		23 908
12 Faune et Parcs		
13 Finances, Économie et Recherche	34 278	8 751
14 Industrie et Commerce		
15 Justice	111 664	17 061
16 Recherche, Science et Technologie	3 277	6 417
17 Régions		
18 Relations avec les citoyens et Immigration		
19 Relations internationales		
20 Ressources naturelles	1 903	910
21 Revenu		
22 Santé et Services sociaux	12 180 776	3 019 992
23 Sécurité publique		
24 Tourisme, Loisir et Sport	3 652	3 246
25 Transports		
26 Travail	1	
	20 576 436	**4 403 197**

Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

Capital		Intérêt	Support	2003	2002	
Principal	Autres					
8 448	27 512	4 374	951 297	991 631	1 033 067	
231 219	16 453	266 920	168 943	12 298 600	11 999 864	
386 194	15 451	592 108	457 435	10 742 253	10 213 438	
306 038	34 774	437 098	762 241	1 540 151	1 668 704	
31 558	15 916	55 748	1 897 129	2 139 653	1 960 562	
			2 771 249	2 771 249	2 692 135	
			1 450 409	4 773 060	4 436 329	
301	19 439		1 053 500	1 122 042	1 132 875	
31 507	21 827	31 295	259 199	906 576	718 667	
995 265	**151 372**	**1 387 543**	**9 771 402**	**37 285 215**	**35 855 641**	
			139	139	128	1
			2 485	2 485	2 817	2
244 233	18 880	420 784	761 057	1 503 904	1 515 130	3
	10 921		408 230	468 789	480 827	4
	921		223	46 627	17 362	5
			88 911	88 913	55 492	6
43 933	5 468	41 570	171 521	402 669	392 246	7
374 332	17 420	582 136	749 625	10 983 493	10 380 508	8
	295		2 774 960	2 784 822	2 705 341	9
	1 478	381	14 641	16 500	26 455	10
	6 674		1 711 816	1 742 398	1 644 127	11
			20 013	20 013	32 618	12
			120 104	163 133	202 448	13
		156	117 263	117 419	120 248	14
	556		51 913	181 194	173 317	15
	64	35	217 600	227 393	210 654	16
	17 043		99 402	116 445	97 031	17
			47 918	47 918	31 032	18
			21 929	21 929	21 279	19
	2 141	575	31 010	36 539	45 525	20
			124	124	124	21
231 171	34 193	266 862	2 066 238	17 799 232	17 076 200	22
	96		39 114	39 210	39 671	23
6 266	1 075	3 570	58 606	76 415	83 149	24
95 330	34 147	71 474	189 015	389 968	475 535	25
			7 545	7 546	26 377	26
995 265	**151 372**	**1 387 543**	**9 771 402**	**37 285 215**	**35 855 641**	
	1 146 637					

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Fonctionnement	Capital	Intérêt	Support	2003 [1]	2002
Affaires municipales et Métropole					1 960	1 960	1 960
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	8 023	58 959	1 466	64		68 512	15 141
Conseil exécutif					928	928	928
Emploi, Solidarité sociale	170 497	42 145	34 275	2 392	815 438	1 064 747	1 059 940
Finances, Économie et Recherche		950				950	950
Justice	643	695			570	1 908	350
Régions	343	21			14 920	15 284	15 283
Relations avec les citoyens et Immigration		210				210	1 200
Relations internationales	213	8 620	1 069	421		10 323	10 444
Ressources naturelles	63 406	36 635			57 012	157 053	150 813
Revenu	40 991	39 210	31 718	1 930		113 849	102 203
Sécurité publique	126 146	41 765	4 208	149		172 268	134 623
Tourisme, Loisir et Sport	18 665	27 657	600		29 448	76 370	71 136
Transports	74 460	36 607	160 312	134 575		405 954	308 134
	503 387	**293 474**	**233 648**	**139 531**	**920 276**	**2 090 316**	**1 873 105**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili-sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	66 604			66 604	524	67 128
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	41 014			41 014	361	41 375
Affaires municipales et Métropole	44 648	28 786		73 434	351	73 785
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	122 473	38 336		160 809	1 018	161 827
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	382 460	45 483	8 023	435 966		435 966
Conseil exécutif	36 110	2		36 112		36 112
Culture et Communications	63 794	67 286		131 080	200	131 280
Éducation	85 387	8 054 054		8 139 441	2 981	8 142 422
Emploi, Solidarité sociale	188 467	6 938	170 497	365 902		365 902
Environnement	105 494			105 494	1 657	107 151
Famille, Enfance et Condition féminine	31 738			31 738	411	32 149
Faune et Parcs	58 588			58 588	248	58 836
Finances, Économie et Recherche	58 570	34 278		92 848	47	92 895
Industrie et Commerce	44 507			44 507	699	45 206
Justice	216 092	111 664	643	328 399	3 335	331 734
Recherche, Science et Technologie	13 055	3 277		16 332		16 332
Régions	14 059		343	14 402		14 402
Relations avec les citoyens et Immigration	126 062			126 062	1 240	127 302
Relations internationales	53 432		213	53 645		53 645
Ressources naturelles	77 709	1 903	63 406	143 018	3 072	146 090
Revenu	266 366		40 991	307 357		307 357
Santé et Services sociaux	58 465	12 180 776		12 239 241		12 239 241
Sécurité publique	421 841		126 146	547 987	2 189	550 176
Tourisme, Loisir et Sport	3 648	3 652	18 665	25 965		25 965
Transports	198 864		74 460	273 324	3 449	276 773
Travail	43 536	1		43 537	701	44 238
	2 822 983	**20 576 436**	**503 387**	**23 902 806**	**22 483**	**23 925 289**

SECTION 2

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-9
Affaires municipales et Métropole	2-15
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-26
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	2-35
Conseil exécutif	2-45
Culture et Communications	2-53
Éducation	2-61
Emploi, Solidarité sociale	2-71
Environnement	2-80
Famille, Enfance et Condition féminine	2-87
Faune et Parcs	2-95
Finances, Économie et Recherche	2-102
Industrie et Commerce	2-117
Justice	2-123
Recherche, Science et Technologie	2-131
Régions	2-137
Relations avec les citoyens et Immigration	2-143
Relations internationales	2-151
Ressources naturelles	2-157
Revenu	2-168
Santé et Services sociaux	2-175
Sécurité publique	2-184
Tourisme, Loisir et Sport	2-193
Transports	2-200
Travail	2-209

ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 169	1 771
Boutique de l'Assemblée nationale	357	379
	2 526	2 150
Moins: Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 526	2 150
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	136	
	136	
Total des revenus autonomes	136	
Total des revenus	136	

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-22		**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET INSTITUTIONNELLES**			
1. Affaires parlementaires					
Permanents [1]	7 215		560	6 184	5 430
Ne nécessitant pas de crédits				7	
2. Affaires institutionnelles					
Permanents [1]	10 420	2	7	10 400	7 278
TOTAL	17 635	2	567	16 591	12 708
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-22		**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES**			
1. Soutien administratif et technique					
Permanents [1]	23 386		8 882	14 174	8 826
2. Soutien à la gestion des ressources					
Permanents [1]	13 443		24	13 358	11 291
Ne nécessitant pas de crédits				5 122	
TOTAL	36 829		8 906	32 654	20 117
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-22		**SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES**			
1. Indemnités et allocations					
Permanents [1]	7 136	7		6 837	
Permanents [2]	15 621			15 621	15 621
2. Personnel des députés					
Permanents [1]	18 679	2		18 539	16 229
3. Services de recherche des partis					
Permanents [1]	1 515			1 510	1 204
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents [2]	984			725	725
TOTAL	43 935	9		43 232	33 779
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					
2 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Permanents	98 399	11	9 473	87 348	66 604
Ne nécessitant pas de crédits				5 129	
TOTAL	**98 399**	**11**	**9 473**	**92 477**	**66 604** [1]

1 Incluant 5 287 à l'égard de 59 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la bibliothèque, des activités protocolaires et pédagogiques de même que des activités interparlementaires.							
754							
7							471
3 018		104					11
3 779		104					482
Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information, à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que la gestion du parc immobilier et des restaurants d'autre part.							
5 348							330
2 067							
5 122							61
12 537							391
Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.							
6 837							292
2 275		35					138
306							5
9 418		35					259
							694
20 605		139					
5 129							1 567
25 734		**139**					**1 567**

ASSEMBLÉE NATIONALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat général et Secrétariat général adjoint aux affaires parlementaires et institutionnelles			
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	104		
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires			
Autres	50		
Total des crédits et dépenses	**154**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
			104		104	104
5		30			35	24
5		**30**	**104**		**139**	**128**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Support	154	139	128
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**154**	**139**	**128**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	209	298
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		32
Divers	59	50
	268	380
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		32
	268	348
Intérêts		
Divers	5	8
Amendes et confiscations		
Divers	7	3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	133	1 013
Divers	30	
	163	1 013
	443	1 372
Total des revenus autonomes	443	1 372
Total des revenus	**443**	**1 372**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-24		**LE PROTECTEUR DU CITOYEN**			
1. Le Protecteur du citoyen	7 774		143	7 264	5 569
Permanents[1]	250			207	207
Ne nécessitant pas de crédits				131	
TOTAL	8 024		143	7 602	5 776
1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-24		**LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**			
1. Le Vérificateur général	18 795		2 007	16 788	13 065
Ne nécessitant pas de crédits				376	
TOTAL	18 795		2 007	17 164	13 065
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-24		**ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents[1]	14 482		548	13 149	10 399
Ne nécessitant pas de crédits				913	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents[1]	580			201	
3. Activités électorales					
Permanents[1]	23 419		334	23 085	11 774
Ne nécessitant pas de crédits				590	
TOTAL	38 481		882	37 938	22 173
1 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	26 569		2 150	24 052	18 634
Permanents	38 731		882	36 642	22 380
Ne nécessitant pas de crédits				2 010	
TOTAL	**65 300**		**3 032**	**62 704**	**41 014**

1 Incluant 5 050 à l'égard de 51 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.							
1 695						233	134
131							43
1 826						233	177
Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du Fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.							
3 723							
376							
4 099							
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.							
2 750							785
913							
201							379
8 826		2 485					
590							
13 280		2 485					1 164
5 418						233	134
11 777		2 485					1 207
2 010							
19 205		**2 485**				**233**	**1 341**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	2 627		
Total des crédits et dépenses	**2 627**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
		2 485			2 485	2 817
		2 485			**2 485**	**2 817**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Support	2 627	2 485	2 817
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 627**	**2 485**	**2 817**

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 183	3 863
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	49	86
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	329	1 113
Débiteurs	170	155
Divers	8	12
	507	1 280
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	86	(17)
Subventions d'années antérieures	2 938	26
Surplus - fonds spéciaux et organismes		206
	3 024	215
	3 580	1 551
Total des revenus autonomes	7 743	5 414
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Travaux d'infrastructures	186	250
Programme d'infrastructures	20 976	16 792
	21 162	17 042
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour les travaux d'infrastructures	186	250
Compte relatif au programme d'infrastructures	20 976	16 792
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	**7 743**	**5 414**

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-16		**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE**			
1. Société du Palais des congrès de Montréal	30 514			30 514	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	25 787	4 604		21 182	
Permanents [1]	1 429			1 429	
3. Aide au développement de la Métropole	50 863			50 863	
4. Régie des installations olympiques	22 062			22 062	
TOTAL	130 655	4 604		126 050	
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-16		**MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES ET RENOUVEAU URBAIN**			
1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	12 975			12 975	
2. Assainissement des eaux du Québec	468 206			468 105	
3. Infrastructures	91 535			91 482	1 177
4. Renouveau urbain et villageois	484			484	430
TOTAL	573 200			573 046	1 607

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional pour les régions administratives de Montréal et de Laval.

		30 514					
	1 429	19 222	1 960				1
		50 863					
		22 062					
	1 429	122 661	1 960				1

Ce programme assure une participation financière du gouvernement pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par la mise en place des initiatives suivantes: «Renouveau urbain et embellissement villageois» et «Infrastructures Québec-Municipalités».

295		12 680					
10		468 095				101	
211		90 094				53	
54							
570		570 869				154	

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-24		**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS**			
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	19 280			19 280	
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	239 944			239 944	
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	5 800			5 800	
4. Aménagement du territoire municipal	21 381			21 381	
5. Aide financière aux municipalités, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik Permanents [1]	48 633 311			48 633 17	
6. Mesures financières du pacte fiscal	220 422			220 422	
TOTAL	555 771			555 477	
1 Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51).					
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-24		**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**			
1. Direction Permanents [1]	3 076 19			2 796 10	843
2. Gestion Ne nécessitant pas de crédits	47 077	1	3 502	38 905 2 748	27 971
TOTAL	50 172	1	3 502	44 459	28 814
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il a aussi pour but d'inciter au regroupement de municipalités, et ce, à travers toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'accorder une aide financière et technique au milieu municipal, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il reflète également les mesures financières du pacte fiscal incluses dans l'entente conclue avec le monde municipal.

		19 280					
		239 944					
		5 800					
		21 381					
		48 633					
8		9					294
		220 422					
8		555 469					294

Ce programme comprend la direction du Ministère et les unités responsables de la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal.

712		1 241				279	1
10							9
10 207		727				1 164	3 505
2 748							
13 677		1 968				1 443	3 515

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-24		**COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**			
1. Commission municipale du Québec	3 239		9	3 228	2 559
Ne nécessitant pas de crédits				52	
TOTAL	3 239		9	3 280	2 559
PROGRAMME 6 Sommaire: page 1-16		**HABITATION**			
1. Société d'habitation du Québec	254 293			253 957	
2. Immobilière SHQ	550			550	
TOTAL	254 843			254 507	
PROGRAMME 7 Sommaire: page 1-24		**RÉGIE DU LOGEMENT**			
1. Régie du logement	14 958		174	14 758	11 668
Ne nécessitant pas de crédits				127	
TOTAL	14 958		174	14 885	11 668
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 581 079	4 605	3 685	1 567 321	44 648
Permanents	1 759			1 456	
Ne nécessitant pas de crédits				2 927	
	1 582 838	**4 605**	**3 685**	**1 571 704**	**44 648** [1]

1 Incluant 9 993 à l'égard de 95 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme permet d'agir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.							
669						2	
52							
721						2	
Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.							
	1 570	252 387					336
		550					
	1 570	252 937					336
Ce programme permet de trancher par décision les différends entre les propriétaires et les locataires en matière de bail résidentiel. En outre, il permet de renseigner les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail et il favorise la conciliation entre les locataires et les locateurs. Il permet également de veiller, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.							
3 090						25	1
127							
3 217						25	1
15 248	1 570	1 503 895	1 960			1 624	3 844
18	1 429	9					303
2 927							
18 193	**2 999**	**1 503 904**	**1 960**			**1 624**	**4 147**

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval	19 222	205	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	19 963		
Fonds de développement de la Métropole	30 900	575	
Régie des installations olympiques	22 062		
Société du Palais des congrès de Montréal	30 514		
Total du programme 1	122 661	780	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	10 080		
Assainissement des eaux du Québec	468 195		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	1 672		
Eaux vives du Québec	11 008		
Infrastructures Canada-Québec 2000	1 520		
Infrastructures Canada-Québec 94/97	75 723	11 702	
Infrastructures municipales en milieu nordique	2 102		
Infrastructures Québec-Municipalités	669		
Total du programme 2	570 969	11 702	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 687		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	5 800		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	239 944		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	19 280		
Financement des services municipaux nordiques	6 372		
Mesures financières du pacte fiscal	220 422		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 990		
Programme de neutralité	16 798		
Regroupement municipal	6 381		
Regroupement municipal supplémentaire	15 000		
Subvention à l'administration régionale Kativik	2 984		
Autres	11 886		
Total du programme 3	555 544		
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 969		
Programme 6 -Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	22 393		
Aide au logement social et communautaire	205 591	110	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	594	594	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	24 145		
Immobilière SHQ	550		
Total du programme 6	253 273	704	
Total des crédits et dépenses	**1 504 416**	**13 186**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
		19 015	2		19 222	19 277
19 963					19 963	20 673
388	12 033	17 854		50	30 900	39 864
				22 062	22 062	6 500
				30 514	30 514	16 249
20 351	12 033	36 869	2	52 626	122 661	102 563
	10 080				10 080	10 218
	468 091	4			468 095	496 929
	1 632	40			1 672	2 327
	11 008				11 008	7 467
	1 080	440			1 520	
1 026	59 909	3 086			75 723	76 771
	2 102				2 102	1 154
	488	181			669	
1 026	554 390	3 751			570 869	594 866
	4 687				4 687	4 582
	5 800				5 800	3 291
	239 944				239 944	254 263
	19 280				19 280	17 812
	6 372				6 372	6 241
	220 422				220 422	254 809
	5 990				5 990	5 990
	16 798				16 798	2 730
	6 381				6 381	8 556
	15 000				15 000	
	2 984				2 984	3 005
	11 696	115			11 811	6 736
	555 354	115			555 469	568 015
	168	1 800			1 968	1 443
		2 603	19 456		22 059	24 629
		107 021	98 460		205 591	197 987
					594	
				24 143	24 143	24 877
				550	550	750
		109 624	117 916	24 693	252 937	248 243
21 377	**1 121 945**	**152 159**	**117 918**	**77 319**	**1 503 904**	**1 515 130**

AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	28 787	28 786	22 965
Fonctionnement	30 649	30 184	20 162
Capital	283 113	263 113	249 515
Intérêt	420 785	420 784	444 991
Support	761 082	761 057	777 497
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 504 416**	**1 503 904**	**1 515 130**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Support	1 960	1 960	1 960
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 960**	**1 960**	**1 960**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003		2002
Droits et permis			
Véhicules automobiles			
Divers	40		40
Autres			
Demande d'autorisation - zone agricole	558		544
Commercialisation des grains	191		189
Mise en marché	107		111
Abattoir et atelier	163		138
Inséminateurs	56		51
Acte déclaratoire - CPTAQ	96		92
Pêche commerciale	113		109
Préparation ou mise en conserve du poisson	58		51
Établissements touristiques	(2)		1 256
Restauration et vente au détail d'aliments	7 376		7 000
Divers	115		104
	8 831		9 645
	8 871		9 685
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Produits de la ferme	122		99
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	471		477
Aide technique et soutien	98		90
Autres aides à l'agriculteur	1 031		839
Gains sur disposition de bâtiments d'exploitation			193
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 250		5 000
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 283		3 377
Financement des programmes d'amélioration de la santé animale du Québec et Prime-Vert	(3)	1	23 800
Divers	207		253
	10 459		34 128
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 250		5 000
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 283		3 377
Compte pour le financement des programmes d'amélioration de la santé animale du Québec et Prime-Vert	(3)	1	23 800
	1 929		1 951
Intérêts			
Prêts aux pêcheurs	78		96
Divers	20		38
	98		136
Amendes et confiscations			
Divers			1

1 La diminution résulte de la fin de l'entente avec La Financière agricole du Québec relativement au financement des programmes Prime-Vert et Amélioration de la santé animale du Québec (ASAQ).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

			2003		2002
Revenus divers (suite)					
Recouvrements					
Dépenses d'années antérieures			132		111
Subventions d'années antérieures			2 652		8 246
Divers			14		27
			2 798		8 384
			4 825		10 472
Total des revenus autonomes			13 696		20 157
Transferts du gouvernement du Canada					
Autres programmes					
Assurance-récolte					858
Troisième Sommet des Amériques					52
Assurance-récolte - plan sauvagine					(186)
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			121 413	2	166 156
			121 413		166 880
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée					
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques					52
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles			121 413	2	166 156
Total des transferts du gouvernement du Canada					672
Total des revenus			**13 696**		**20 829**

2 La diminution s'explique principalement par le raffermissement des prix du marché dans le secteur agricole.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-16		**FORMATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE**			
1. Recherche et développement technologique	16 682		41	16 575	8 387
2. Formation bioalimentaire	20 713	1	507	20 003	15 474
TOTAL	37 395	1	548	36 578	23 861
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-16		**FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC**			
1. Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
TOTAL	305 000			305 000	
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-16		**AIDE AUX ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES**			
1. Appui financier	137 387			128 158	
2. Appui professionnel et technique	43 381		682	42 067	35 249
TOTAL	180 768		682	170 225	35 249
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-16		**APPUI RÉGLEMENTAIRE**			
1. Contrôle de la qualité des produits	45 171	1	1 827	41 113	20 916
2. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 448		21	3 416	2 721
3. Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 751		350	8 401	6 730
Permanents [1]	7				
Ne nécessitant pas de crédits				511	
TOTAL	57 377	1	2 198	53 441	30 367

1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à développer le potentiel et améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.							
660		7 528				57	9
2 979		1 550				179	23
3 639		9 078				236	32
Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.							
		305 000					
		305 000					
Ce programme vise à améliorer la compétitivité des entreprises ainsi qu'à promouvoir le développement des marchés internes et externes.							
		128 158					9 229
6 818						631	1
6 818		128 158				631	9 230
Ce programme vise à assurer des produits de qualité aux consommateurs, à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.							
6 076		14 121				1 500	730
695						10	1
1 671							
511							7
8 953		14 121				1 510	738

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-16		**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**			
1. Direction	6 634		105	5 541	4 593
Permanents [1]	417			417	
2. Soutien administratif	62 546	1	16 888	41 676	21 393
Permanents [2]	234			234	
Permanents [3]	1 256			1 256	
Permanents [4]	31				
Ne nécessitant pas de crédits				5 633	
Ajustements négatifs de provisions [5]				(1 632)	
TOTAL	71 118	1	16 993	53 125	25 986

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14).
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
5 Loi sur le financement de la pêche commerciale, (L.R.Q., c. F-1.3) pour un montant de 1 032.

PROGRAMME 6 Sommaire: page 1-16		**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUICULTURE**			
1. Planification et recherche	14 615		1 398	12 015	4 814
2. Contribution à la pêche, l'aquiculture et la transformation	11 832	556	67	10 807	2 196
TOTAL	26 447	556	1 465	22 822	7 010
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	676 160	559	21 886	634 772	122 473
Permanents	1 945			1 907	
Ne nécessitant pas de crédits				6 144	
Ajustements négatifs de provisions				(1 632)	
TOTAL	**678 105**	**559**	**21 886**	**641 191**	**122 473** [1]

1 Incluant 13 979 à l'égard de 148 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles essentielles à la gestion des programmes du Ministère.							
948							
417						988	
20 283							
	234					1 059	2 922
	1 256						
5 633							31
	(1 632)						
27 281	(142)					2 047	2 953
Ce programme vise à orienter le développement des pêches et de l'aquiculture et à fournir aux entreprises une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.							
1 621		5 580				338	864
811	948	6 852					402
2 432	948	12 432				338	1 266
42 562	948	468 789				4 762	14 181
417	1 490						38
6 144							
	(1 632)						
49 123	**806**	**468 789**				**4 762**	**14 219**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Formation, recherche et développement technologique			
Formation d'exploitants agricoles	947		
Organismes de recherche	5 011		
Recherche universitaire	2 419		
Autres	733	68	
Total du programme 1	9 110	68	
Programme 2 - Financière agricole du Québec			
Financière agricole du Québec	305 000	255 362	
Programme 3 - Aide aux entreprises agroalimentaires			
Appui au développement en région	21 771	14 355	
Associations et organismes agricoles	5 715	1 504	
Prime-Vert	10 224	9 513	
Secteur bioalimentaire: gestion des entreprises et développement de nouveaux produits	6 311	6 253	
Services vétérinaires	16 600	15 957	
Taxes municipales et scolaires: remboursement partiel	74 000	73 602	
Autres	2 766	2 763	
Total du programme 3	137 387	123 947	
Programme 4 - Appui réglementaire			
Qualité et sécurité alimentaire	14 694		
Programme 6 - Développement des pêches et de l'aquiculture			
Appui financier à la pêche commerciale	2 059	2 059	
Associations du secteur des pêches	1 099		
Pêches maritimes: consolidation et développement des entreprises	3 695	3 640	
Soutien financier à la recherche et au développement	5 580	14	
Total du programme 6	12 433	5 713	
Total des crédits et dépenses	**478 624**	**385 090**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
875		50			925	875
		5 001			5 001	4 506
2 374		45			2 419	2 785
		665			733	425
3 249		5 761			9 078	8 591
				49 638	305 000	305 000
					14 355	13 748
		4 211			5 715	4 321
					9 513	36 512
					6 253	2 129
					15 957	12 324
					73 602	75 000
					2 763	2 429
		4 211			128 158	146 463
	6 436	7 685			14 121	7 814
					2 059	3 905
		1 099			1 099	788
5		49			3 694	4 037
691		4 875			5 580	4 229
696		6 023			12 432	12 959
3 945	**6 436**	**23 680**		**49 638**	**468 789**	**480 827**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	38 336	38 336	35 826
Fonctionnement	11 302	11 302	11 000
Capital	20 751	10 921	44 567
Support	408 235	408 230	389 434
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**478 624**	**468 789**	**480 827**

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	1 016	
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	2 397	2 967
Divers	1	1
	3 414	2 968
Intérêts		
Débiteurs		3 190
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(46)	451
	3 368	6 609
Total des revenus autonomes	3 368	6 609
Total des revenus	**3 368**	**6 609**

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-24		**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**			
1. Secrétariat du Conseil du trésor	57 190	5	249	55 040	39 926
Permanents [1]	10			9	
Ne nécessitant pas de crédits				40	
TOTAL	57 200	5	249	55 089	39 926
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-24		**FONCTIONS GOUVERNEMENTALES**			
1. Soutien au développement de l'employabilité	5 743			5 743	5 648
2. Coordination et soutien à la gestion des ressources	57 029			57 029	2 940
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés à l'inforoute gouvernementale					
4. Contributions du gouvernement à titre d'employeur	64 436	177 000		64 436	64 436
5. Fonds relatif à la tempête de verglas	7 910			7 910	
6. Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées	9 040			9 040	
7. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
TOTAL	144 258	177 000		144 158	73 024

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme regroupe les dépenses visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant les contrats gouvernementaux, à réaliser les activités d'acquisition et d'aliénation découlant de la Loi sur le service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4), à assurer la mise en oeuvre de l'inforoute gouvernementale, à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les dépenses visant à fournir divers services aux ministères et organismes.							
12 483		1 069	1 562			1 895	1
9							1
40							
12 532		1 069	1 562			1 895	2
Ce programme regroupe les dépenses reliées aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'au recrutement, à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes survenues en juillet 1996. On y retrouve aussi la provision permettant d'appuyer la réalisation de projets visant la mise en oeuvre de l'inforoute gouvernementale ainsi que le budget se rapportant à des contributions du gouvernement à titre d'employeur. Finalement, ce programme inclut une provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes.							
95							
4 014		75	50 000				
							(177 000)
			7 910				
			9 040				
							100
4 109		75	66 950				(176 900)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-24		**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**			
1. Commission de la fonction publique	2 769		11	2 565	2 143
Ne nécessitant pas de crédits				33	
TOTAL	2 769		11	2 598	2 143
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-24		**RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents [1]	36 621			30 023	30 023
2. Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents [2]	43 349			43 349	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents [3]	148 073			126 063	126 063
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 389			3 050	916
Permanents [4]	12			12	12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents [5]	11 365			11 365	11 365
6. Régime de retraite des juges					
Permanents [6]	9 679			8 327	8 327
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents [7]	18 105			16 505	16 505
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents [8]	74 156			74 156	74 156
TOTAL	345 749			312 850	267 367

1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).
2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).
3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).
5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).
6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).
8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).							
422						81	112
33							
455						81	112
Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.							
							6 598
		43 349					
							22 010
		2 134					1 339
							1 352
							1 600
		45 483					32 899

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-24		**FONDS DE SUPPLÉANCE**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'année financière 2002-2003					
TOTAL					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	208 606	177 005	260	204 813	116 009
Permanents	341 370			309 809	266 451
Ne nécessitant pas de crédits				73	
TOTAL	**549 976**	**177 005**	**260**	**514 695**	**382 460** [1]

1 Incluant 8 060 à l'égard de 81 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

17 014		3 278	68 512			1 976	(175 448)
9		43 349					31 561
73							
17 096		**46 627**	**68 512**			**1 976**	**(143 887)**

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	1 089		
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Soutien au développement de l'employabilité	75		
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 320		1 510
Régime de retraite de certains enseignants	43 349		
Total du programme 4	46 669		1 510
Total des crédits et dépenses	**47 813**		**1 510**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
		148		921	1 069	228
75					75	129
624					2 134	1 662
43 349					43 349	15 343
43 973					45 483	17 005
44 048		**148**		**921**	**46 627**	**17 362**

CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	45 669	45 483	17 134
Capital	921	921	
Support	223	223	228
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**46 813**	**46 627**	**17 362**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	8 024	8 023	28
Fonctionnement	58 959	58 959	8 982
Capital	1 466	1 466	1 552
Intérêt	64	64	79
Support			4 500
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**68 513**	**68 512**	**15 141**

CONSEIL EXÉCUTIF
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	31	
Divers	8	1
	39	1
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	31	
	8	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	95	16
Subventions d'années antérieures	1 400	
	1 495	16
	1 503	17
Total des revenus autonomes	1 503	17
Total des revenus	**1 503**	**17**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-26		**CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**			
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 221			1 145	478
TOTAL	1 221			1 145	478
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-26		**SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**			
1. Cabinet du premier ministre	4 875	1		4 572	3 041
Permanents [1]	624			624	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 941			13 485	10 910
3. Direction générale de l'administration	20 672	1	515	19 959	7 834
Permanents [2]	19				
Ne nécessitant pas de crédits				870	
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents [1]	1 749			1 749	1 749
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales					
TOTAL	41 880	2	515	41 259	23 534
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-26		**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**			
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	822		8	797	516
Permanents [1]	68			68	
Ne nécessitant pas de crédits				24	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 735	3	19	6 550	3 852
Ne nécessitant pas de crédits				231	
3. Représentation du Québec au Canada	1 843			1 729	994
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	2 360			2 339	
5. Bureau des études					
TOTAL	11 828	3	27	11 738	5 362

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.							
663		4				36	40
663		4				36	40
Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.							
839		692				302	
624							
2 254		321				456	
12 125						197	
870							19
16 712		1 013				955	19
Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.							
173		108				13	4
68							
24							
2 698						163	
231							
735						97	17
125		2 214					21
4 054		2 322				273	42

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-26		**AFFAIRES AUTOCHTONES**			
1. Secrétariat aux affaires autochtones	51 624	1	45	51 578	2 821
Permanents [1]	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits				50	
TOTAL	51 625	1	45	51 629	2 821
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-26		**JEUNESSE**			
1. Secrétariat à la jeunesse	9 144		9	8 491	1 198
Ne nécessitant pas de crédits				34	
2. Conseil permanent de la jeunesse	927		4	911	536
TOTAL	10 071		13	9 436	1 734
PROGRAMME 6 Sommaire: page 1-16		**DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE-NATIONALE**			
1. Commission de la capitale nationale du Québec	15 593			15 593	
2. Soutien au développement de la région de la Capitale-Nationale	22 660	2 205	27	20 409	1 604
Permanents [1]	662			662	
Ne nécessitant pas de crédits				7	
3. Cabinet du ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale	840			800	577
Permanents [2]	11			11	
TOTAL	39 766	2 205	27	37 482	2 181
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	153 257	2 211	627	148 358	34 361
Permanents	3 134			3 115	1 749
Ne nécessitant pas de crédits				1 216	
TOTAL	**156 391**	**2 211**	**627**	**152 689**	**36 110** [1]

1 Incluant 9 184 à l'égard de 72 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.							
1 650		47 107					
1							
50							
1 701		47 107					
Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers à portée interministérielle notamment la mise en oeuvre de la politique québécoise de la jeunesse et à exercer le suivi des engagements pris lors du Sommet du Québec et de la Jeunesse. Il assure des services d'information s'adressant aux jeunes.							
1 890		5 403			572	72	
34							
375						12	
2 299		5 403			572	84	
Ce programme vise le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme Capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, ainsi qu'en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.							
		15 593					
478		17 399	928			19	
	662						
7							
151		72				40	
11							
647	662	33 064	928			59	
24 156		88 913	928		572	1 407	82
704	662						19
1 216							
26 076	**662**	**88 913**	**928**		**572**	**1 407**	**101**

CONSEIL EXÉCUTIF
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Autres	10		
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	175		
Autres	838	11	
Total du programme 2	1 013	11	
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	507	1	13
Organismes francophones hors-Québec	1 707	53	5
Autres	113		
Total du programme 3	2 327	54	18
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	29 898		
Entente avec les inuits	7 000		
Fonds de développement pour les autochtones	8 870	335	
Organismes autochtones	1 339	2	100
Total du programme 4	47 107	337	100
Programme 5 - Jeunesse			
Forums jeunesses régionaux	4 824		
Soutien au fonctionnement de l'organisme «Chantier de l'économie sociale»			
Autres	579	2	198
Total du programme 5	5 403	2	198
Programme 6 - Développement de la Capitale-Nationale			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	4 129		
Commission de la capitale nationale du Québec	15 593		
Conseil régional de concertation et développement-Québec	755		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	9 686	3 969	
Fonds de développement touristique de la région de Québec	2 000		
Fonds régional de solidarité Québec	100		
Programme de soutien aux projets économiques	393		
Autres	408	275	
Total du programme 6	33 064	4 264	
Total des crédits et dépenses	**88 924**	**4 668**	**316**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
		4			4	
175					175	175
43	14	753	17		838	812
218	14	753	17		1 013	987
118		236	8	131	507	418
15		1 634			1 707	1 526
4		102	2		108	48
137		1 972	10	131	2 322	1 992
		29 898			29 898	935
		7 000			7 000	
	22	8 513			8 870	12 542
140	5	1 082	10		1 339	1 089
140	27	46 493	10		47 107	14 566
		4 824			4 824	875
						269
5	44	330			579	4 655
5	44	5 154			5 403	5 799
		4 129			4 129	3 282
				15 593	15 593	13 099
		755			755	740
145	3	5 549			9 686	13 027
	2 000				2 000	2 000
		100			100	
27	17	349			393	
5	1	127			408	
177	2 021	11 009		15 593	33 064	32 148
677	**2 106**	**65 385**	**37**	**15 724**	**88 913**	**55 492**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	2	2	
Support	88 922	88 911	55 492
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**88 924**	**88 913**	**55 492**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Support	928	928	928
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**928**	**928**	**928**

CULTURE ET COMMUNICATIONS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	56	28
Cours	569	346
Entreposage de documents	492	325
Aide technique et soutien	180	148
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	99	116
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	809	89
Financement des unités autonomes de service	551	515
Divers	49	89
	2 805	1 656
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	99	116
Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	809	89
Compte pour le financement des unités autonomes de service	551	515
	1 346	936
Intérêts		
Divers	1	1
Amendes et confiscations		
Divers	2	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	31	787
Subventions d'années antérieures	208	127
	239	914
	1 588	1 852
Total des revenus autonomes	1 588	1 852
Total des revenus	**1 588**	**1 852**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-14		**GESTION INTERNE, INSTITUTIONS NATIONALES ET COMMISSION DES BIENS CULTURELS**			
1. Gestion interne et soutien	44 442	1	848	40 135	29 056
Permanents [1]	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 587	
2. Archives nationales du Québec	17 864		1 120	13 826	5 554
Ne nécessitant pas de crédits				151	
3. Centre de conservation du Québec	2 369		70	2 299	1 346
4. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	17 581		107	17 398	11 594
5. Commission des biens culturels du Québec	582		4	578	298
TOTAL	82 848	1	2 149	75 984	47 848
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-14		**SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT**			
1. Action culturelle et communications	122 261			122 061	
2. Musées nationaux	65 294			65 185	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	18 055			17 646	
Permanents [1]	2 110			2 108	
4. Société de développement des entreprises culturelles	45 933			45 932	
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	573			573	
6. Société de télédiffusion du Québec	62 865			62 865	
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	66 862			66 862	
8 Bibliothèque nationale du Québec	19 610			18 541	
TOTAL	403 563			401 773	
1 Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03).					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.							
11 079						1 297	2 161
10							
1 587							
8 272						1 135	1 783
151							
953							
5 804							76
280							
28 136						2 432	4 020
Ce programme vise à soutenir les activités suivantes: assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; appuyer la réalisation de projets visant la mise en oeuvre de la politique de l'autoroute de l'information; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.							
		122 061			200		
		65 185					109
		17 646					409
		2 108					2
	797	45 135					1
		573					
		62 865					
		66 862					
		18 541					1 069
	797	400 976			200		1 590

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-14		**CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**			
1. Coordination de la politique linguistique	3 279		9	3 039	609
Ne nécessitant pas de crédits				18	
2. Office de la langue française *	19 013		330	18 163	13 587
Ne nécessitant pas de crédits				449	
3. Conseil de la langue française *	1 881			1 814	1 032
Ne nécessitant pas de crédits				27	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
5. Commission de protection de la langue française *	898			892	718
Ne nécessitant pas de crédits				20	
TOTAL	25 071		339	24 422	15 946

* Depuis le 1er octobre 2002, en vertu de l'article 38 de la Loi modifiant la charte de la langue française (2002, c. 28), la Commission de protection de la langue française est sous la responsabilité de l'Office québécois de la langue française qui est substitué à l'Office de la langue française. De plus, le Conseil supérieur de la langue française est subsitué au Conseil de la langue française.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	509 362	1	2 488	497 609	63 794
Permanents	2 120			2 118	
Ne nécessitant pas de crédits				2 252	
TOTAL	**511 482**	**1**	**2 488**	**502 179**	**63 794** [1]

1 Incluant 7 630 à l'égard de 76 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.							
1 296		1 134				97	134
18							
4 027		549				519	1
449							
772		10				67	
27							
174						5	1
20							
6 783		1 693				688	136
32 657	797	400 561			200	3 120	5 744
10		2 108					2
2 252							
34 919	**797**	**402 669**			**200**	**3 120**	**5 746**

CULTURE ET COMMUNICATIONS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Bibliothèque nationale du Québec	19 810		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	573		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 112		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programme d'aide	60 750		
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 285		
Musée de la Civilisation	22 289		
Musée des Beaux-Arts de Montréal	17 237		
Musée national des beaux-arts du Québec	16 483		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	6 355		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	38 781	38 780	
Société de la Place des Arts de Montréal	16 245		
Société de télédiffusion du Québec	62 865		
Société du Grand Théâtre de Québec	3 920		
Soutien à la concertation régionale et locale	7 069		
Soutien à la coopération et au développement international	1 920	67	
Soutien à la culture scientifique et technique et au loisir culturel et scientifique	3 323	268	
Soutien à la diffusion des arts, aux événements majeurs et aux intervenants nationaux	8 071	308	
Soutien à la formation professionnelle, à la sensibilisation et à la formation des jeunes	11 146	35	
Soutien à la mise en valeur du patrimoine	5 858	56	
Soutien à l'autoroute de l'information et au développement des communications	13 166	789	
Soutien au développement de la lecture	12 576		
Soutien aux équipements culturels	46 889	357	106
Soutien aux institutions muséales	10 175		
Autres	2 068	436	
Total du programme 2	402 766	41 096	106
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 733		
Autres	10		
Total du programme 3	1 743		
Total des crédits et dépenses	**404 509**	**41 096**	**106**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
				18 541	18 541	16 766
				573	573	530
				6 112	6 112	5 008
		51 759	8 991		60 750	52 850
				9 285	9 285	8 276
				22 287	22 287	21 353
		17 237			17 237	17 692
				16 376	16 376	15 171
				6 355	6 355	5 344
					38 780	36 906
				16 236	16 236	18 071
				62 865	62 865	59 655
				3 518	3 518	4 615
10	2 825	4 234			7 069	6 096
27		1 802	24		1 920	3 459
46		2 999	10		3 323	3 365
5	588	7 170			8 071	8 584
1 258	73	9 780			11 146	11 257
102	3 285	2 210	205		5 858	4 406
1 553	321	7 872		2 431	12 966	9 400
	2 984	9 592			12 576	14 059
845	18 076	26 181	300	1 024	46 889	43 218
	608	9 567			10 175	21 077
253	17	1 130	204	28	2 068	4 380
4 099	28 777	151 533	9 734	165 631	400 976	391 538
849		804	30		1 683	698
			10		10	10
849		804	40		1 693	708
4 948	**28 777**	**152 337**	**9 774**	**165 631**	**402 669**	**392 246**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	67 287	67 286	64 264
Fonctionnement	72 895	72 891	65 063
Capital	49 402	49 401	44 141
Intérêt	43 400	41 570	43 263
Support	171 525	171 521	175 515
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**404 509**	**402 669**	**392 246**

ÉDUCATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 313	3 450
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	149	209
Financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport		(204)
Divers	4	5
	6 466	3 460
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	149	209
Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport		(204)
	6 317	3 455
Intérêts		
Prêts aux étudiants	25 968	21 515
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	582	570
Subventions d'années antérieures	33	1 210
Dépenses sous forme d'indemnités	121	703
Bourses d'études	23 133	17 985
	23 869	20 468
	56 152	45 438
Total des revenus autonomes	56 152	45 438
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	87 645	89 575
Bourses à la francophonie	(58)	
Programme d'alphabétisation	3 017	2 649
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo		388
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	8 715	12 444
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 327	4 351
Financement des bourses d'études du millénaire	73 351	75 747
	176 987	185 154
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le programme d'alphabétisation	3 017	2 649
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo		388
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	8 715	12 444
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux	4 327	4 351
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	73 351	75 747
Total des transferts du gouvernement du Canada	87 577	89 575
Total des revenus	**143 729**	**135 013**

ÉDUCATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-14		**ADMINISTRATION ET CONSULTATION**			
1. Direction	9 695		64	9 486	5 352
Permanents [1]	186			186	
Ne nécessitant pas de crédits				105	
2. Services à la gestion	30 712		731	29 527	13 118
Ne nécessitant pas de crédits				462	
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	30 129		350	28 754	23 950
Ne nécessitant pas de crédits				560	
4. Administration de l'enseignement supérieur	8 691		70	8 605	7 891
Ne nécessitant pas de crédits				114	
5. Administration de la formation professionnelle et technique	7 167		91	6 909	6 224
Ne nécessitant pas de crédits				100	
6. Planification, recherche et technologie de l'information	43 521		9 725	24 781	13 319
Ne nécessitant pas de crédits				2 266	
7. Conseil supérieur de l'éducation	2 272		15	2 212	1 633
Ne nécessitant pas de crédits				23	
8. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1 992		19	1 906	1 294
Ne nécessitant pas de crédits				39	
TOTAL	134 365		11 065	116 035	72 781
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-14		**FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE**			
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	15 410			15 410	
TOTAL	15 410			15 410	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.							
1 588		2 546					145
186							
105							
16 409							454
462							
4 785		19					1 025
560							
714							16
114							
685							167
100							
11 462						3 820	5 195
2 266							
579							45
23							
612							67
39							
40 689		2 565				3 820	7 114
Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.							
		15 410					
		15 410					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-14		**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES**			
1. Bourses consécutives aux prêts	223 301			223 301	
2. Intérêts et remboursements aux banques	168 409	129 018		39 391	
Permanents [1]	76 779			55 272	
Ajustements négatifs de provisions				(62 704)	
3. Autres bourses	7 208			7 207	
4. Administration de l'aide financière aux études	27 503		9 052	16 310	12 606
Permanents [2]	20				
Ne nécessitant pas de crédits				843	
TOTAL	503 220	129 018	9 052	279 620	12 606

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-14		**ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**			
1. Commissions scolaires	5 303 351			5 303 351	
2. Commissions scolaires à statut particulier	162 529			162 529	
3. Service de la dette des commissions scolaires	515 511			515 510	
4. Enseignement privé	331 178			331 178	
5. Soutien à des partenaires en éducation	51 024			51 024	
6. Aide au transport scolaire	419 926			419 926	
TOTAL	6 783 519			6 783 518	

PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-14		**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**			
1. Cégeps	1 181 010			1 181 010	
2. Universités	1 615 047			1 615 047	
3. Enseignement privé au collégial	79 557			79 557	
4. Service de la dette des cégeps	194 507			186 922	
5. Service de la dette des universités	262 045			254 686	
6. Soutien à des partenaires en éducation	6 211			6 211	
TOTAL	3 338 377			3 323 433	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures et à la formation secondaire professionnelle en fournissant un soutien financier aux étudiants qui en ont besoin.							
		223 301					
		39 391					
	55 272						21 507
	(62 704)						
		7 207					1
3 704						747	1 394
							20
843							
4 547	(7 432)	269 899				747	22 922
Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux institutions privées et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les ressources financières attribuées pour le transport scolaire.							
		5 303 351					
		162 529					
		515 510					1
		331 178					
		51 024					
		419 926					
		6 783 518					1
Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement. De plus, ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche universitaire.							
		1 181 010					
		1 615 047					
		79 557					
		186 922					7 585
		254 686					7 359
		6 211					
		3 323 433					14 944

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 6 Sommaire: page 1-14		**RÉGIMES DE RETRAITE**			
1. Régime de retraite des enseignants Permanents [1]	116 368			83 013	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents [2]	402 723			395 597	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents [3]	110 058			110 058	
TOTAL	629 149			588 668	

1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	10 697 906	129 018	20 117	10 520 750	85 387
Permanents	706 134			644 126	
Ne nécessitant pas de crédits				4 512	
Ajustements négatifs de provisions				(62 704)	
TOTAL	**11 404 040**	**129 018**	**20 117**	**11 106 684**	**85 387** [1]

1 Incluant 10 408 à l'égard de 110 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.							
		83 013					33 355
		395 597					7 126
		110 058					
		588 668					40 481
40 538		10 394 825				4 567	23 454
186	55 272	588 668					62 008
4 512	(62 704)						
45 236	**(7 432)**	**10 983 493**				**4 567**	**85 462**

ÉDUCATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 565		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	15 410		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	223 301		
Intérêts et remboursements aux banques	39 391		
Autres	7 208		
Total du programme 3	269 900		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	15 208		
Éducation populaire	20 574		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	5 465 880		
Enseignement primaire et secondaire privé	331 178		
Service de la dette			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	515 511		
Transport scolaire	419 926		
Autres	15 242		
Total du programme 4	6 783 519		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	79 557		
Enseignement collégial public	1 181 010		
Enseignement universitaire	1 615 047		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	194 507		
Enseignement universitaire	262 045		
Autres	6 211		
Total du programme 5	3 338 377		
Programme 6 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	402 723		
Régime de retraite des enseignants	116 368		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	110 058		
Total du programme 6	629 149		
Total des crédits et dépenses	**11 038 920**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
1 890		586	89		2 565	2 914
				15 410	15 410	15 884
			223 301		223 301	180 427
			39 391		39 391	48 051
			7 207		7 207	6 586
			269 899		269 899	235 064
		15 208			15 208	6 748
		20 574			20 574	19 834
5 465 880					5 465 880	5 219 614
331 178					331 178	307 134
515 510					515 510	509 312
419 926					419 926	395 281
255		12 368	46	2 573	15 242	24 129
6 732 749		48 150	46	2 573	6 783 518	6 482 052
79 557					79 557	73 588
1 181 010					1 181 010	1 140 401
1 615 047					1 615 047	1 452 171
186 922					186 922	178 282
254 686					254 686	226 897
3 658		2 553			6 211	6 775
3 320 880		2 553			3 323 433	3 078 114
395 597					395 597	410 519
83 013					83 013	109 568
110 058					110 058	46 393
588 668					588 668	566 480
10 644 187		**51 289**	**270 034**	**17 983**	**10 983 493**	**10 380 508**

ÉDUCATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	8 094 317	8 054 054	7 787 241
Fonctionnement	1 205 926	1 205 926	972 750
Capital	400 469	391 752	351 357
Intérêt	588 364	582 136	578 415
Support	749 844	749 625	690 745
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**11 038 920**	**10 983 493**	**10 380 508**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 407	2 566
Divers	6	5
	2 413	2 571
Intérêts		
Aide de dernier recours	21 101	27 788
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	428	424
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	317	309
Aide de dernier recours	61 156	56 415
Aide de dernier recours - R.R.Q.	4 119	4 365
Aide de dernier recours - pensions alimentaires	25 733	21 775
Aide de dernier recours - garants défaillants	8 349	7 325
Divers	31	30
	99 707	90 219
	123 649	121 002
Total des revenus autonomes	123 649	121 002
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	655 760	653 448
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo		414
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	2 254	6 486
	658 014	660 348
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo		414
Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	2 254	6 486
Total des transferts du gouvernement du Canada	655 760	653 448
Total des revenus	**779 409**	**774 450**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-16		**MESURES D'AIDE À L'EMPLOI**			
1. Emploi-Québec	968 979			968 978	
2. Politiques d'emploi	1 636			1 636	1 432
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
TOTAL	970 615			970 614	1 432
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-22		**MESURES D'AIDE FINANCIÈRE**			
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu	186 395		4	186 391	124 213
2. Politiques de sécurité du revenu	6 117			6 117	3 523
3. Assistance-emploi	2 681 532	100		2 681 432	
Permanents [1]	9 300			2 446	
4. Gestion du dénuement	29 172			29 172	
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	31 362			31 362	
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	16 687			16 687	
7. Allocations de maternité	7 350			7 350	
8. Action emploi	34 487			34 487	
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
TOTAL	3 002 402	100	4	2 995 444	127 736

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il vise également le développement des politiques d'emploi.							
			968 978				1
204							
204			968 978				1
Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse à des personnes à faible revenu, ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Par ailleurs, ce programme vise à favoriser l'intégration durable en emploi des prestataires de longue durée de l'assistance-emploi en leur offrant des suppléments temporaires de revenus de travail. De plus, le programme accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.							
61 359		819					
640		1 125	829				
		2 653 392	28 040				
	2 446						6 854
		29 172					
		31 362					
		16 687					
		7 350					
		34 487					
61 999	2 446	2 774 394	28 869				6 854

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-22		**SOUTIEN À LA GESTION**			
1. Direction	12 791			12 037	7 723
Permanents [1]	89			89	
2. Services à la gestion	149 736	1		145 013	31 764
Ne nécessitant pas de crédits				326	
3. Centre de recouvrement	11 098			10 098	8 931
Permanents [2]	7			7	
4. Planification et services aux citoyens	24 184			24 184	10 881
TOTAL	197 905	1		191 754	59 299

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 161 526	101	4	4 154 944	188 467
Permanents	9 396			2 542	
Ne nécessitant pas de crédits				326	
TOTAL	**4 170 922**	**101**	**4**	**4 157 812**	**188 467** [1]

1 Incluant 13 987 à l'égard de 160 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens.							
1 505		450	2 359			753	1
89							
49 056			64 193			4 722	
326							
1 167						1 000	
7							
2 977		9 978	348				
55 127		10 428	66 900			6 475	1
116 908		2 784 822	1 064 747			6 475	2
96	2 446						6 854
326							
117 330	**2 446**	**2 784 822**	**1 064 747**			**6 475**	**6 856**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action emploi	34 487		
Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT)	31 362		
Allocations de maternité	7 350		
Assistance-emploi	2 653 392		
Gestion du dénuement	29 172		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	16 687		
Autres	1 945	16	
Total du programme 2	2 774 395	16	
Programme 3 - Soutien à la gestion			
Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation	1 317	7	
Tribunal administratif du Québec	8 661		
Autres	450	13	
Total du programme 3	10 428	20	
Total des crédits et dépenses	**2 784 823**	**36**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
			34 487		34 487	3 102
			31 362		31 362	30 888
			7 350		7 350	7 395
			2 653 392		2 653 392	2 606 084
			29 172		29 172	29 304
			15 486	1 201	16 687	16 505
		1 928			1 944	404
		1 928	2 771 249	1 201	2 774 394	2 693 682
	500	810			1 317	2 742
				8 661	8 661	8 467
		437			450	450
	500	1 247		8 661	10 428	11 659
	500	**3 175**	**2 771 249**	**9 862**	**2 784 822**	**2 705 341**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	6 938	6 938	6 999
Fonctionnement	2 629	2 629	2 349
Capital	295	295	262
Support	2 774 961	2 774 960	2 695 731
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 784 823**	**2 784 822**	**2 705 341**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	170 650	170 497	169 070
Fonctionnement	42 188	42 145	40 661
Capital	34 275	34 275	41 019
Intérêt	2 392	2 392	3 070
Support	815 438	815 438	806 120
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 064 943**	**1 064 747**	**1 059 940**

ENVIRONNEMENT
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003		2002
Droits et permis			
Ressources hydrauliques			
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	381		374
Régime des eaux	267		139
Publicité légale des entreprises	760		
	1 408		513
Autres			
Attestations d'assainissement	1 228		126
Droits relatifs à la protection de l'environnement	807		811
Divers	1		1
	2 036		938
	3 444		1 451
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formulaire, documentation et information	59		46
Terrains et bâtisses	188		90
Location et concessions	796		702
Recouvrements de tiers	59		127
Gestion des barrages publics	847		719
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	92		
Gains sur disposition d'immobilisations	66		
Financement d'initiatives en environnement dans une perspective de développement durable	10 000	1	
Financement des unités autonomes de service	2 879		1 739
Divers	1		
	14 987		3 423
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	92		
Compte pour le financement d'initiatives en environnement dans une perspective de développement durable	10 000	1	
Compte pour le financement des unités autonomes de service	2 879		1 739
	2 016		1 684
Intérêts			
Divers	34		23
Amendes et confiscations			
Infractions à diverses lois	229		723
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	314		171
Subventions d'années antérieures	33		117
	347		288
	2 626		2 718
Total des revenus autonomes	6 070		4 169

1 L'augmentation fait suite à une nouvelle entente avec le Fonds d'action québécois pour le développement durable.

ENVIRONNEMENT
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface	200	200
Réseaux climatologiques au Québec	207	203
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	222	125
Plan d'action Saint-Laurent	1 150	1 075
Total des transferts du gouvernement du Canada	1 779	1 603
Total des revenus	**7 849**	**5 772**

ENVIRONNEMENT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-18		**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**			
1. Politiques environnementales et développement durable	25 219	2	315	23 584	14 495
2. Évaluations environnementales et coordination	18 680	2	257	18 275	9 272
3. Protection et restauration de l'environnement	96 654	11	25 961	68 523	51 221
Permanents [1]	217			217	104
4. Direction	10 628	2	77	10 412	5 538
Permanents [2]	22			22	
5. Services à la gestion	51 170		4 955	45 469	21 024
Permanents [3]	25				
Permanents [4]	68				
Ne nécessitant pas de crédits				6 419	
TOTAL	202 683	17	31 565	172 921	101 654
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-18		**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT**			
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	6 385	2	77	6 306	3 840
Ne nécessitant pas de crédits				63	
TOTAL	6 385	2	77	6 369	3 840
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	208 736	19	31 642	172 569	105 390
Permanents	332			239	104
Ne nécessitant pas de crédits				6 482	
TOTAL	**209 068**	**19**	**31 642**	**179 290**	**105 494** [1]

1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).
2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

1 Incluant 9 629 à l'égard de 103 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et programmes ayant comme objectif la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources.							
3 001		6 088				1 318	
1 558		7 445				146	
14 659		2 643				2 159	
113							
4 557		317				137	
22							
24 438		7				746	
							25
							68
6 419							
54 767		16 500				4 506	93
Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.							
2 466							
63							
2 529							
50 679		16 500				4 506	
135							93
6 482							
57 296		**16 500**				**4 506**	**93**

ENVIRONNEMENT
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	1 948		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	2 456		
Programme de soutien aux entreprises communautaires dans le domaine de la gestion des matières résiduelles	2 654		
Programme d'hygiène du milieu en territoire nordique			
Programme partenaire pour la conservation volontaire	789		
Saint-Laurent Vision 2000	511	264	
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	305		
Soutien aux instances municipales - plans de gestion des matières résiduelles	1 960		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	978	25	
Subventions de recherche et de développement en environnement	678		
Autres	4 221	5	
Total du programme 1	16 500	294	
Total des crédits et dépenses	**16 500**	**294**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
26	1 759	163			1 948	1 759
	1 859	597			2 456	5 397
		2 654			2 654	2 520
						715
		778	11		789	
3		244			511	716
		305			305	1 278
				1 960	1 960	4 550
		953			978	6 572
678					678	1 275
124	65	4 022	5		4 221	1 673
831	3 683	9 716	16	1 960	16 500	26 455
831	**3 683**	**9 716**	**16**	**1 960**	**16 500**	**26 455**

ENVIRONNEMENT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Fonctionnement			2 270
Capital	1 478	1 478	5 060
Intérêt	381	381	337
Support	14 641	14 641	18 788
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**16 500**	**16 500**	**26 455**

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	62	22
Revenus divers		
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	1 552	4 358
Divers	28	22
	1 580	4 380
Total des revenus autonomes	1 642	4 402
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo		50
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo		50
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	**1 642**	**4 402**

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-22		**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION**			
1. Direction, planification, recherche et services à la gestion	35 224		2 007	30 049	16 246
Permanents [1]	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 917	
2. Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance	10 697			10 612	9 429
TOTAL	45 931		2 007	42 588	25 675
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-22		**SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE**			
1. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 202 895			1 165 419	
Permanents [1]	240			240	
2. Service de la dette des centres de la petite enfance	1 776				
3. Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires	5 240			5 060	
TOTAL	1 210 151			1 170 719	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-22		**PRESTATIONS FAMILIALES**			
1. Allocation familiale	527 100			504 953	
Permanents [1]	3 472			3 472	
2. Allocation pour enfant handicapé	40 100			38 430	
Permanents [1]	152			152	
3. Soutien administratif	26 370			23 908	
TOTAL	597 194			570 915	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et, d'autre part, l'administration et le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

11 764		2 039				1 229	1 939
10							
1 917							
1 183							85
14 874		2 039				1 229	2 024

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et d'autre part, à soutenir financièrement les associations et les regroupements de services de garde ainsi que les organismes familiaux et communautaires ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

		1 165 419					37 476
	240						
							1 776
		5 060					180
	240	1 170 479					39 432

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

		504 953					22 147
	3 472						
		38 430					1 670
	152						
		23 908					2 462
	3 624	567 291					26 279

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-22		**ORGANISMES-CONSEILS**			
1. Conseil de la famille et de l'enfance	988		1	960	685
2. Conseil des aînés	617		12	595	436
Ne nécessitant pas de crédits				3	
3. Secrétariat aux aînés	2 090			2 068	371
TOTAL	3 695		13	3 626	1 492
PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-26		**CONDITION FÉMININE**			
1. Conseil du statut de la femme	4 429		6	4 418	3 232
Ne nécessitant pas de crédits				51	
2. Secrétariat à la condition féminine	2 979		28	2 798	1 339
Ne nécessitant pas de crédits				16	
TOTAL	7 408		34	7 283	4 571
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 860 505		2 054	1 789 270	31 738
Permanents	3 874			3 874	
Ne nécessitant pas de crédits				1 987	
TOTAL	**1 864 379**		**2 054**	**1 795 131**	**31 738** [1]

1 Incluant 3 755 à l'égard de 35 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la Ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la Ministre ou de sa propre initiative. Ce programme permet également d'obtenir un éclairage sur les besoins des personnes aînées du Québec, de définir des orientations à cet égard, d'identifier et de favoriser la mise en oeuvre d'actions significatives et structurantes, de même que de projets mobilisateurs sectoriels ou multisectoriels devant être inclus dans le plan d'action gouvernemental pour cette clientèle.							
267		8				27	
158		1				10	
3							
157		1 540				22	
585		1 549				59	
Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.							
1 186						5	
51							
419		1 040				153	
16							
1 672		1 040				158	
15 134		1 742 398				1 446	67 735
10	3 864						
1 987							
17 131	**3 864**	**1 742 398**				**1 446**	**67 735**

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	2 175		
Programme 2 - Services à la famille et à l'enfance			
Exonération et aide financière pour enfant en service de garde	10		
Service de la dette des centres de la petite enfance	1 776		
Subventions annuelles des garderies	183 287	183 287	
Subventions à des organismes et associations	3 883		
Subventions aux partenaires et projets spéciaux	1 357		
Subventions de développement et d'investissement	17 948		
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	1 001 650		
Autres			
Total du programme 2	1 209 911	183 287	
Programme 3 - Prestations familiales			
Allocation familiale	527 100		
Allocation pour enfant handicapé	40 100		
Soutien administratif - Régie des rentes du Québec	26 370		
Total du programme 3	593 570		
Programme 4 - Organismes-conseils			
Plan d'action à l'égard des aînés «Engagements et perspertives 2001-2004»	1 500		
Autres	49		
Total du programme 4	1 549		
Programme 5 - Condition féminine			
Programme «À égalité pour décider»	1 000		
Autres	40		
Total du programme 5	1 040		
Total des crédits et dépenses	**1 808 245**	**183 287**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
		1 833	206		2 039	1 997
			5		5	12
					183 287	165 423
		3 703			3 703	3 026
		1 057		300	1 357	458
		7 849			7 849	20 584
		974 278			974 278	843 883
						200
		986 887	5	300	1 170 479	1 033 586
			504 953		504 953	546 351
			38 430		38 430	37 702
				23 908	23 908	21 896
			543 383	23 908	567 291	605 949
		1 500			1 500	1 500
		40	9		49	49
		1 540	9		1 549	1 549
		1 000			1 000	1 000
		40			40	48
		1 040			1 040	1 048
		991 300	**543 603**	**24 208**	**1 742 398**	**1 644 127**

FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Fonctionnement	26 370	23 908	21 896
Capital	18 047	6 674	20 602
Support	1 763 828	1 711 816	1 601 629
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 808 245**	**1 742 398**	**1 644 127**

FAUNE ET PARCS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Permis de chasse, pêche et piégeage	26 167	26 323
Permis commerciaux et particuliers	251	267
Droits pour activités commerciales	1 121	1 132
Divers		5
	27 539	27 727
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur disposition d'immobilisations	103	3
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	329	34
Divers	50	25
	482	62
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	329	34
	153	28
Intérêts		
Divers	45	46
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs	580	506
Divers	19	14
	599	520
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	388	404
Divers	3	13
	391	417
	1 188	1 011
Total des revenus autonomes	28 727	28 738
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Plan d'action Saint-Laurent	350	425
Total des transferts du gouvernement du Canada	350	425
Total des revenus	**29 077**	**29 163**

FAUNE ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-18		**SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC**			
1. Développement et aménagement de la faune	34 144	2	1 724	32 004	18 351
2. Planification et développement des parcs	31 066		1 014	28 892	2 522
Permanents [1]	75			66	
3. Protection de la faune	36 492	10	2 252	34 230	27 962
Permanents [2]	15			15	
4. Direction	17 568		32	17 534	9 753
Permanents [3]	95				
Ne nécessitant pas de crédits				7 563	
TOTAL	119 455	12	5 022	120 304	58 588

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, (L.R.Q., c. C-61.1).
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	119 270	12	5 022	112 660	58 588
Permanents	185			81	
Ne nécessitant pas de crédits				7 563	
TOTAL	**119 455**	**12**	**5 022**	**120 304**	**58 588** [1]

1 Incluant 4 701 à l'égard de 59 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable et harmonieux sur les plans culturel, social, économique et régional, la conservation et la mise en valeur de la faune, de son habitat et des parcs.							
5 649		8 004				414	
20 530		5 840				1 160	
	66						9
6 268							
15							
1 612		6 169				2	
							95
7 563							
41 637	66	20 013				1 576	104
34 059		20 013				1 576	
15	66						104
7 563							
41 637	**66**	**20 013**				**1 576**	**104**

FAUNE ET PARCS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Société de la faune et des parcs du Québec			
Programme Action-Faune	1 060	27	
Programme Emplois-Jeunes	611		
Saint-Laurent Vision 2000	300		
Société des établissements de plein air du Québec	3 463	3 238	
Soutien dans les milieux autochtones	8 268		
Autres	6 311	3 206	
Total du programme 1	20 013	6 471	
Total des crédits et dépenses	**20 013**	**6 471**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
3	2	1 023		5	1 060	3 909
		611			611	10 668
		300			300	259
				225	3 463	10 467
	690	7 578			8 268	6 565
20	302	2 743		40	6 311	750
23	994	12 255		270	20 013	32 618
23	**994**	**12 255**		**270**	**20 013**	**32 618**

FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Capital			83
Intérêt			201
Support	20 013	20 013	32 334
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**20 013**	**20 013**	**32 618**

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations au Fonds des services de santé		
Cotisations des employeurs	3 931 820	4 138 656
Cotisations des particuliers	136 300	152 136
	4 068 120	4 290 792
Droits et permis		
Autres		
Constitution de compagnies d'assurance	1	455
Compagnies d'assurance	267	246
Création et modification de personnes morales	8 746	8 357
Publicité légale des entreprises	32 604	34 023
Rapport annuel des compagnies	43	50
Divers	72	91
	41 733	43 222
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	144	137
Cotisations des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne	757	728
Cotisations des compagnies d'assurance	5 665	5 452
Frais d'inspection - institutions de dépôts	59	43
Accès à l'information		62
Cotisations des courtiers et agents immobiliers	173	74
Cotisations des coopératives et services financiers	2 303	2 744
Garantie de prêts - sociétés d'état	193 769	195 948
Financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	22 981	24 016
Divers	19	36
	225 870	229 240
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux	22 981	24 016
	202 889	205 224
Intérêts		
Comptes de banque	1 238	1 256
Prêts		292
Compte du gouvernement du Canada	122	288
Fonds des rentes de survivants	(14 525) [1]	12 033
Débiteurs	6	5 176
Divers	1	
	(13 158)	19 045
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	464	481
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	4 110	
Divers	40	44
	4 614	525

1 La diminution est due au taux de rendement inférieur à celui de l'année précédente.

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003		2002
Revenus divers (suite)			
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	15 540		8 870
Subventions d'années antérieures	11 805	2	400
Appropriation des soldes - comptes inactifs	226		121
	27 571		9 391
	221 916		234 185
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement			
Société des alcools du Québec	540 000	3.6	487 000
Loto-Québec	1 311 000	6	1 319 000
Hydro-Québec	763 000	4.6	554 000
Autres	10 000	5.6	
	2 624 000		2 360 000
Total des revenus autonomes	6 955 769		6 928 199
Transferts du gouvernement du Canada			
Péréquation	5 314 612	B	5 336 448
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	2 641 243	C	2 957 891
Autres transferts liés aux accords fiscaux	33 580	D	26 847
Autres programmes	(59 858)	E	(400 052)
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 929 577		7 921 134
Total des revenus	**14 885 346**		**14 849 333**

2 L'augmentation s'explique principalement par le recouvrement de subventions suite à l'abandon de deux projets majeurs, NASDAQ Canada inc. et la Bourse de Montréal respectivement pour 9 000 et 2 700.

3 L'augmentation des dividendes reflète l'augmentation des revenus de la société en 2002-2003.

4 La hausse des bénéfices de la Société s'explique principalement par une augmentation des ventes au Québec en raison des températures plus froides et de l'activité économique ainsi que par la variation des volumes de vente et des prix sur les marchés hors Québec.

5 La variation est due au versement d'un dividende de 10 000 par la Corporation d'hébergement du Québec en 2002-2003.

6 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:

Société des alcools du Québec	379		1 684
Loto-Québec	41 769		32 951
Hydro-Québec	1 077 000	4	487 000
Autres	18 721	A	(150 835)
	1 137 869		370 800
Dividendes déclarés	2 624 000		2 360 000
	3 761 869		**2 730 800**

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

			2003		2002
A) Autres					
	Centre de recherche industrielle du Québec				(2 097)
	Commission de la santé et de la sécurité du travail	7	680 160	7	(32 729)
	Corporation d'hébergement du Québec	5	5 540	5	15 048
	Financement-Québec		8 967		7 878
	Fonds d'indemnisation du courtage immobilier		406		(33)
	IQ Immigrants Investisseurs inc.		2 854		
	Régie de l'assurance-dépôt du Québec		26 699		25 630
	Société de développement de la Baie James		(175)		709
	Société de l'assurance automobile du Québec	8	(270 450)	8	(29 213)
	Société des établissements de plein air du Québec		1 109		2 669
	Société d'habitation du Québec-Immobilière		3 829		2 744
	Société générale de financement du Québec	9	(339 025)	9	(90 484)
	Société Innovatech du Grand Montréal	10	(79 642)	10	(39 624)
	Société Innovatech du Sud du Québec		(10 898)		(2 396)
	Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches		(10 899)		(9 453)
	Société Innovatech Régions Ressources		246		516
			18 721		**(150 835)**
B) Péréquation					
	2002-2003		4 885 854		
	2001-2002		202 784		4 899 919
	2000-2001		111 246		(81 734)
	1999-2000		114 728		456 158
	1998-1999 et années antérieures				62 105
			5 314 612		**5 336 448**
C) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux					
	Droits totaux				
	2002-2003		8 251 535		
	2001-2002		(23 215)		7 965 426
	2000-2001		(17 706)		117 254
	1999-2000		25 098		17 631
	1998-1999				(9 618)
			8 235 712		8 090 693
	Transferts fiscaux				
	2002-2003		(3 477 110)		
	2001-2002		32 400		(3 566 244)
	2000-2001		26 006		(99 927)
	1999-2000		3 223		(21 486)
	1998-1999				7 622
			(3 415 481)		(3 680 035)

7 L'augmentation est attribuable au changement de statut de l'entité dont les activités ont été transférées à une fiducie d'utilité sociale, le Fonds de la santé et de la sécurité, le 1er janvier 2003. Cette fiducie est exclue du périmètre comptable.

8 La diminution est attribuable principalement à la baisse marquée des revenus nets de placements.

9 La variation s'explique principalement par la dévaluation d'immobilisations corporelles, l'augmentation de la perte nette non réalisée sur des placements de capital de risque et de la provision pour perte sur les autres placements à long terme compensées par une augmentation du gain net à l'aliénation d'entreprises et de placements à long terme.

10 La variation s'explique principalement par une augmentation des dépenses liées aux investissements, notamment sur les moins-values durables des placements en capital-actions, et par la diminution des gains sur dispositions de placement.

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
C) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (suite)		
Abattement spécial (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2002-2003	(2 410 268)	
2001-2002	27 345	(2 499 221)
2000-2001	(39 515)	(97 090)
1999-2000	(7 145)	27 410
1998-1999		7 482
	(2 429 583)	(2 561 419)
Fonds fiduciaire du supplément	250 595	1 108 652
	2 641 243	**2 957 891**
D) Autres transferts liés aux accords fiscaux		
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	**33 580**	**26 847**
E) Autres programmes		
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2003-2004	(246 223)	
2002-2003	13 717	(285 311)
2001-2002		(288 781)
2000-2001		(32 238)
	(232 506)	(606 330)
Bilinguisme		
2002-2003	38 524	
2001-2002		38 524
	38 524	38 524
Régime canadien de prêts aux étudiants	128 862	143 231
Subside basé sur la population	5 262	4 985
Droit à l'exportation du bois d'œuvre		14 971
Intégration des immigrants		4 567
	(59 858)	**(400 052)**

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE *

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-26		**POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**			
1. Politiques économiques, fiscales, budgétaires et institutions financières	16 787		148	12 831	8 091
Ne nécessitant pas de crédits				52	
2. Suivi et prévision de l'économie et des revenus budgétaires	5 017			3 670	3 173
Permanents [1]	20			20	20
3. Institut de la statistique du Québec	15 963			15 962	
TOTAL	37 787		148	32 535	11 284
1 Loi sur les commissions d'enquête, (L.R.Q., c. C-37).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-26		**POLITIQUES ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES**			
1. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 432		247	6 194	6 088
Ne nécessitant pas de crédits				523	
2. Frais de services bancaires					
Permanents [1]	10 252			9 735	
3. Sociétés d'État, projets économiques et organisation financière	2 869			1 659	1 587
TOTAL	20 553		247	18 111	7 675
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-26		**CONTRÔLEUR DES FINANCES ET COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**			
1. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	19 253		233	13 341	12 269
Ne nécessitant pas de crédits				651	
TOTAL	19 253		233	13 992	12 269

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral. Il a également pour but d'assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise. Il a aussi pour objectif d'administrer les programmes de dégrèvements fiscaux du gouvernement dans le secteur de la nouvelle économie. Enfin, il vise à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.							
2 930		1 810			145	624	3 039
52							
497							1 347
		15 962					1
3 479		17 772			145	624	4 387
Ce programme vise l'élaboration des politiques financières et comptables de même que la réalisation des opérations reliées à l'administration du Fonds consolidé du revenu et à la gestion de la dette du gouvernement. Il vise aussi à conseiller le ministre dans son rôle d'actionnaire des sociétés d'État.							
106						301	690
523							
9 735							517
72							1 210
10 436						301	2 417
Ce programme vise à permettre au Contrôleur des finances de fournir aux ministères et organismes des services de comptabilité, de développer et d'exploiter le système de comptabilité gouvernementale, de s'assurer de la fiabilité des données financières enregistrées au système comptable du gouvernement et de préparer les rapports financiers et les Comptes publics.							
1 072						563	5 116
651							
1 723						563	5 116

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE *

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-30		**SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE**			
1. Service de la dette directe Permanents [1]	3 887 959			3 887 959	
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents [2]	2 668 000			2 647 790	
TOTAL	6 555 959			6 535 749	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

2 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes: Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1), Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-26		**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**			
1. Gestion interne et soutien	28 539	3	491	22 280	11 466
Permanents [1]	10			10	
Permanents [2]	4				
Ne nécessitant pas de crédits				1 188	
TOTAL	28 553	3	491	23 478	11 466

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 6 Sommaire: page 1-26		**L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**			
1. L'inspecteur général des institutions financières	27 644	2	411	22 425	15 876
Permanents [1]	8			8	
Ne nécessitant pas de crédits				1 531	
TOTAL	27 652	2	411	23 964	15 876

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.							
				3 887 959			
				2 647 790			20 210
				6 535 749			20 210
Ce programme a pour objet, d'assurer au Ministère le support professionnel et technique dont il a besoin dans les domaines des ressources humaines, de la gestion financière, des communications, de l'informatique et des ressources matérielles.							
10 746		68				815	4 950
10							
1 188							4
11 944		68				815	4 954
Ce programme a pour buts la surveillance et le contrôle des institutions financières et l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.							
6 549						807	3 999
	8						
1 531							
8 080	8					807	3 999

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE *

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 7 Sommaire: page 1-18		**SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE**			
1. Investissement Québec	358 976			337 639	
2. Initiatives pour le développement économique et l'emploi	23 492			9 058	
3. Aide aux organismes engagés dans le développement de l'économie	10 864			8 667	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le soutien au branchement des familles à Internet					
TOTAL	393 332			355 364	
PROGRAMME 8 Sommaire: page 1-18		**FONDS POUR L'ACCROISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ ET LA RELANCE DE L'EMPLOI**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements	490				
TOTAL	490				

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à coordonner l'action gouvernementale en matière de démarchage et d'aide à l'investissement et à soutenir divers organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie. Il vise également à apporter un soutien aux initiatives pour le développement économique et l'emploi. De plus, il a pour objectif de fournir une aide au branchement des familles à Internet.							
	207 398	130 241					21 337
723		8 335			1 000	175	13 259
1 000		6 717	950		738		1 459
1 723	207 398	145 293	950		1 738	175	36 055
Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier pour appuyer les investissements et la création d'emplois.							
					400		90
					400		90

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE *

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 9 Sommaire: page 1-26		**PROVISION POUR DES INITIATIVES CONCERNANT LES REVENUS**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de percevoir les revenus dus au gouvernement	14 809				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de réaliser des mesures de tarification	4 434				
TOTAL	19 243				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	536 569	5	1 530	453 728	58 550
Permanents	6 566 253			6 545 522	20
Ne nécessitant pas de crédits				3 945	
TOTAL	**7 102 822**	**5**	**1 530**	**7 003 193**	**58 570** [1]

1 Incluant 10 151 à l'égard de 103 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

* Depuis le 25 septembre 2002, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) et du décret 1109-2002 le ministère des Finances est désigné sous le nom de ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
							14 809
							4 434
							19 243

Ce programme vise à financer des projets spécifiques ayant pour but de percevoir les revenus dus au gouvernement ou de mettre en place des mesures de tarification.

23 695	207 398	163 133	950		2 283	3 285	75 740
9 745	8			6 535 749			20 731
3 945							
37 385	**207 406**	**163 133**	**950**	**6 535 749**	**2 283**	**3 285**	**96 471**

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Politiques économiques et fiscales			
Institut de la statistique du Québec	15 963		
Bureau de transition de l'encadrement du secteur financier	1 810		
Total du programme 1	17 773		
Programme 5 - Gestion interne et soutien			
Autres	70		
Programme 7 - Soutien au développement de l'économie			
Aide à certains projets industriels d'intérêt économique	17 799	2 753	
Institut de finance mathématique de Montréal	3 700		
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	123 994	103 174	
Initiatives pour le développement économique et l'emploi	4 290	1 000	
Subvention de fonctionnement - Investissement Québec	27 585		
Soutien au fonctionnement de l'organisme «Chantier de l'économie sociale»	615		
Total du programme 7	177 983	106 927	
Programme 8 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi			
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	490		
Total des crédits et dépenses	**196 316**	**106 927**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
				15 962	15 962	14 323
		1 810			1 810	
		1 810		15 962	17 772	14 323
		38			68	66
4 000		2 298			9 051	2 308
		3 700			3 700	3 700
					103 174	152 584
		789			1 789	5 685
				27 067	27 067	23 281
		512			512	88
4 000		7 299		27 067	145 293	187 646
						413
4 000		**9 177**		**43 029**	**163 133**	**202 448**

FINANCES, ÉCONOMIE ET RECHERCHE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	34 797	34 278	27 253
Fonctionnement	8 751	8 751	10 351
Support	152 768	120 104	164 844
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**196 316**	**163 133**	**202 448**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Fonctionnement	950	950	950
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**950**	**950**	**950**

INDUSTRIE ET COMMERCE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	751	651
Divers	86	77
	837	728
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	956	1 102
Divers	15	
	971	1 102
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	956	1 102
	15	
Intérêts		
Divers		4
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	126	169
Subventions d'années antérieures	1 056	3 118
	1 182	3 287
	1 197	3 291
Total des revenus autonomes	2 034	4 019
Total des revenus	**2 034**	**4 019**

INDUSTRIE ET COMMERCE *

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-18		**SOUTIEN TECHNIQUE ET FINANCIER AUX ENTREPRISES ET AU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS**			
1. Direction et services à la gestion	30 189		4 161	26 027	14 431
Permanents [1]	10			10	
Permanents [2]	55			55	
Ne nécessitant pas de crédits				1 465	
2. Développement des secteurs industriels	8 613	1		8 612	7 019
3. Services aux entreprises, aux coopératives et aux commerces	15 273			15 273	12 563
4. Politiques et analyses économiques	12 653			12 653	3 598
5. Développement des marchés	16 456	19		16 437	6 896
6. Assistance financière aux entreprises et aux partenariats	117 419			117 419	
TOTAL	200 668	20	4 161	197 951	44 507
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-18		**PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants					
TOTAL					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	200 603	20	4 161	196 421	44 507
Permanents	65			65	
Ne nécessitant pas de crédits				1 465	
TOTAL	**200 668**	**20**	**4 161**	**197 951**	**44 507** [1]

1. Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2. Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

1 Incluant 5 643 à l'égard de 59 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

* Depuis le 25 septembre 2002, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) et du décret 1109-2002, les fonctions de ce ministère sont sous la responsabilité de la ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés visant la création d'emplois. Il englobe également la direction et les services de soutien à la gestion du Ministère ainsi que les ressources nécessaires à la planification et à l'élaboration des politiques et des stratégies propres à sa mission.

11 596							1
10							
	55						
1 465							
1 593							
2 710							
9 055							
9 541							
		117 419					
35 970	55	117 419					1

Ce programme, constitué d'une provision de crédits spécifiques, vise à favoriser l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.

34 495		117 419					1
10	55						
1 465							
35 970	**55**	**117 419**					**1**

INDUSTRIE ET COMMERCE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Soutien technique et financier aux entreprises et au développement des marchés			
Aide à la concrétisation de projets d'investissement	864	864	
Aide à la construction navale			
Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal	800		
Centre international de formation en télécommunications	1 600		
Fonds de partenariat	4 323	1 522	
Fonds d'investissement du secteur aérospatial	167	167	
Fonds régionaux Desjardins	2 500	2 500	
Formation de la main-d'oeuvre dans le domaine de l'optique, photonique et laser	5 550		
Innovation dans les PME	16 590	16 590	
Organismes de développement économique et régional	7 967	1 368	
Plan de développement des régions ressources	5 804	1 466	
Programme d'appui au développement d'une Cité de l'optique pour la région de Québec	607	607	
Programme de soutien à l'emploi stratégique	9 536	8 660	
Programme de soutien au développement des exportations	9 628	7 885	
Programme de soutien aux vitrines technologiques	7 377	7 377	
Programmes d'amélioration des compétences en science et en technologie	3 485	3 485	
Sociétés Innovatech	700		
Soutien au branchement des familles à Internet	37 112		
Stages Québec-Monde			
Autres	2 809	1 600	
Total du programme 1	117 419	54 091	
Total des crédits et dépenses	**117 419**	**54 091**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
					864	898
						535
		800			800	800
		1 600			1 600	1 700
		2 801			4 323	4 319
					167	367
					2 500	2 500
5 550					5 550	5 000
					16 590	8 200
52		6 447		100	7 967	5 540
474		3 864			5 804	2 827
					607	1 552
		876			9 536	9 356
253		1 490			9 628	12 063
					7 377	4 000
					3 485	4 861
				700	700	900
			37 112		37 112	53 195
						19
		893		316	2 809	1 616
6 329		18 771	37 112	1 116	117 419	120 248
6 329		**18 771**	**37 112**	**1 116**	**117 419**	**120 248**

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Fonctionnement			900
Capital			1 433
Intérêt	156	156	
Support	117 263	117 263	117 915
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**117 419**	**117 419**	**120 248**

JUSTICE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	446	489
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	134	146
Location de chambres et pension	100	95
Recouvrements de tiers	124	291
Actes judiciaires	28 014	28 406
Actes juridiques	30 297	25 261
Divers	3	
	58 672	54 199
Intérêts		
Divers	10	8
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	229	41
Infractions au code de la sécurité routière	55 595	50 855
Infractions au code criminel	7 931	7 658
Infractions à diverses lois	18 060	11 680
Divers	5	11
	81 820	70 245
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	336	1 010
Surplus - fonds spéciaux et organismes	899	476
	1 235	1 486
	141 737	125 938
Total des revenus autonomes	142 183	126 427
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	477	396
Troisième Sommet des Amériques		206
Aide juridique	22 013	21 704
Conseillers juridiques auprès des autochtones	467	509
Pensions alimentaires pour enfants	2 742	3 617
Divers	76	79
	25 775	26 511
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	477	396
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques		206
Total des transferts du gouvernement du Canada	25 298	25 909
Total des revenus	**167 481**	**152 336**

JUSTICE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-28		**ACTIVITÉ JUDICIAIRE**			
1. Magistrature	989			973	869
Permanents [1]	43 639			43 343	40 767
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents [1]	2 164		5	2 159	282
3. Soutien à la magistrature	24 256		2 145	21 989	19 719
Permanents [1]	59			59	42
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents [1]	200				
TOTAL	71 307		2 150	68 523	61 679
1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-28		**ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**			
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	74 000	364	462	73 174	50 665
Permanents [2]	4			4	
2. Affaires juridiques et législatives	31 507	24	89	31 393	29 539
3. Poursuites publiques	39 132	1	119	39 012	34 878
4. Direction, planification et services à l'organisation	119 196	1	3 882	115 313	29 769
Permanents [1]	3 961			3 520	3 520
Permanents [2]	131				
Permanents [3]	25			25	
Permanents [4]	8 700			8 146	
Ne nécessitant pas de crédits				8 083	
5. Traitement des infractions et perception des amendes	16 548		7 042	7 306	5 894
6. Système intégré d'information de justice	6 888		6 888		
TOTAL	300 092	390	18 482	285 976	154 265

1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
3 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il assure le respect des règles déontologiques qui régissent la magistrature, le perfectionnement des juges et leur fournit le soutien administratif nécessaire. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales et à formuler des recommandations au gouvernement.							
104						16	
2 576							296
1 877							
2 270						122	
17							
							200
6 844						138	496
Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et de la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.							
21 056		115	1 338				
4							
1 854							1
3 564			570				
84 118		1 426					
							441
25							131
	8 146						
8 083							554
1 412						2 200	
120 116	8 146	1 541	1 908			2 200	1 127

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-28		**JUSTICE ADMINISTRATIVE**			
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 095			9 095	
2. Conseil de la justice administrative	529		10	413	148
TOTAL	9 624		10	9 508	148
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-22		**AIDE AUX JUSTICIABLES**			
1. Commission des services juridiques	119 751			119 751	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	834			834	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents [1]	57 270			57 270	
TOTAL	177 855			177 855	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	442 725	390	20 637	419 253	171 481
Permanents	116 153		5	114 526	44 611
Ne nécessitant pas de crédits				8 083	
TOTAL	**558 878**	**390**	**20 642**	**541 862**	**216 092** [1]

1 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).

1 Incluant 8 234 à l'égard de 89 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer une part du financement du Tribunal administratif du Québec, qui a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative, (L.R.Q., c. J-3) de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. D'autre part, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.

		9 095					
265						16	90
265		9 095				16	90

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice ou des groupes de personnes susceptibles d'avoir un recours commun et à assurer aide, support et compensation financière aux victimes d'actes criminels.

		119 751					
		834					
7 297		49 973					
7 297		170 558					
114 643		131 221	1 908			2 354	91
11 796	8 146	49 973					1 622
8 083							
134 522	**8 146**	**181 194**	**1 908**			**2 354**	**1 713**

JUSTICE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	1 278	46	
Autres	263		
Total du programme 2	1 541	46	
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 095		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Aide juridique	48 802		
Commission des services juridiques	70 949		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	399		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	435		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	49 973		
Total du programme 4	170 558		
Total des crédits et dépenses	**181 194**	**46**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
	38	1 169	25		1 278	1 503
10		253			263	308
10	38	1 422	25		1 541	1 811
				9 095	9 095	9 230
			48 802		48 802	47 037
				70 949	70 949	72 050
			399		399	798
				435	435	435
			49 973		49 973	41 956
			99 174	71 384	170 558	162 276
10	**38**	**1 422**	**99 199**	**80 479**	**181 194**	**173 317**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	111 664	111 664	112 610
Fonctionnement	17 061	17 061	15 620
Capital	556	556	522
Support	51 913	51 913	44 565
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**181 194**	**181 194**	**173 317**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	643	643	
Fonctionnement	695	695	
Support	570	570	350
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 908**	**1 908**	**350**

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	104	123
Subventions d'années antérieures	362	276
	466	399
Total des revenus autonomes	466	399
Total des revenus	**466**	**399**

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE *

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-28		**SOUTIEN ADMINISTRATIF À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE, À LA TECHNOLOGIE ET À L'INNOVATION**			
1. Planification, coordination, mise en oeuvre et soutien administratif	20 506		119	15 893	11 419
Ne nécessitant pas de crédits				368	
2. Conseil de la science et de la technologie	2 118			2 112	1 217
3. Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1 138			1 131	419
TOTAL	23 762		119	19 504	13 055
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-18		**MESURES D'AIDE À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE, À LA TECHNOLOGIE ET À L'INNOVATION**			
1. Fonds de recherche en santé du Québec	75 148			75 148	
2. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	46 228			46 228	
3. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	38 085			38 085	
4. Soutien à la recherche et à l'innovation	52 232			52 232	
5. Centre de recherche industrielle du Québec	15 700			15 700	
TOTAL	227 393			227 393	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	251 155		119	246 529	13 055
Ne nécessitant pas de crédits				368	
TOTAL	**251 155**		**119**	**246 897**	**13 055** [1]

1 Incluant 1 854 à l'égard de 16 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

* Depuis le 25 septembre 2002, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) et du décret 1109-2002, les fonctions de ce ministère sont sous la responsabilité de la ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à procurer les ressources humaines et matérielles ainsi que les services administratifs nécessaires à la mise en oeuvre et au suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation, au développement de mécanismes d'évaluation, à la gestion de mesures et à la coordination de l'intervention gouvernementale en matière d'acquisition et de partage du savoir, de recherche et d'innovation.							
4 474						701	3 793
368							
895							6
712							7
6 449						701	3 806
Ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires pour soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques, la diffusion des connaissances ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.							
		75 148					
		46 228					
		38 085					
		52 232					
		15 700					
		227 393					
6 081		227 393				701	3 806
368							
6 449		**227 393**				**701**	**3 806**

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation			
Aide à la relève en science et en technologie	1 703		
Aide aux organismes oeuvrant au développement de la recherche, de la science et de la technologie	617	13	39
Aide financière au développement scientifique	2 348	5	49
Centre de recherche industrielle du Québec	15 700		
Développement des études doctorales en partenariat avec l'industrie	451		
Fonds de la recherche en santé du Québec - Bourses et subventions	70 785		
Fonds de la recherche en santé du Québec - Subventions à la gestion	4 363		
Fonds des priorités gouvernementales en science et en technologie	436	123	
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies - bourses	35 909		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies - subventions à la gestion	2 176		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture - bourses	43 498		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture - subventions à la gestion	2 730		
Institut de recherche clinique de Montréal	8 536		
Médecine science	160		
Programme de soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation	1 318	28	5
Programme de soutien aux initiatives de concertation régionale en RSTI	2 449	150	
Soutien à la génomique	10 000		
Soutien à la valorisation de l'invention technique ou technologique	568	45	
Soutien à l'acquisition d'équipements dans les réseaux des centres collégiaux de transfert de technologie	2 797	1 264	
Soutien au projet INNO - Centre Région	400		
Soutien aux centres de liaison et de transfert	16 375	2 700	
Subvention pour études portant sur les techniques de la santé	1 015		
Autres	3 059	50	166
Total du programme 2	227 393	4 378	259
Total des crédits et dépenses	**227 393**	**4 378**	**259**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
1 004		679		20	1 703	1 155
90	19	401		55	617	1 049
568		1 539	187		2 348	2 576
				15 700	15 700	9 500
				451	451	409
				70 785	70 785	69 414
				4 363	4 363	3 756
163		150			436	241
				35 909	35 909	42 621
				2 176	2 176	4 150
				43 498	43 498	40 480
				2 730	2 730	2 153
		8 536			8 536	8 536
		160			160	
1 114		91	9	71	1 318	809
640		1 459		200	2 449	2 651
		10 000			10 000	
30		26	467		568	321
1 401		132			2 797	2 673
		400			400	600
1 500		12 175			16 375	15 434
				1 015	1 015	1 040
104		741		1 998	3 059	1 086
6 614	19	36 489	663	178 971	227 393	210 654
6 614	**19**	**36 489**	**663**	**178 971**	**227 393**	**210 654**

RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	3 277	3 277	7 900
Fonctionnement	6 417	6 417	9 585
Capital	64	64	2 914
Intérêt	35	35	
Support	217 600	217 600	190 255
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**227 393**	**227 393**	**210 654**

RÉGIONS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Intérêts		
Prêts	32	54
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	204	290
Divers	7	
	211	290
	243	344
Total des revenus autonomes	243	344
Total des revenus	**243**	**344**

RÉGIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-18		**MESURES DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL**			
1. Gestion interne et soutien	23 192	1	420	22 452	14 059
Permanents [1]	301			301	
Ne nécessitant pas de crédits				547	
2. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par des partenaires	117 435	24 112		91 878	
3. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par le ministère	7 708	1 521		6 187	
Permanents [2]	8 642			8 642	
Ajustements négatifs de provisions				(6 285)	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement régional					
5. Développement des régions	33 664			33 664	
TOTAL	190 942	25 634	420	157 386	14 059

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	181 999	25 634	420	154 181	14 059
Permanents	8 943			8 943	
Ne nécessitant pas de crédits				547	
Ajustements négatifs de provisions				(6 285)	
TOTAL	**190 942**	**25 634**	**420**	**157 386**	**14 059** [1]

1 Incluant 3 364 à l'égard de 25 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à susciter et à soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État. Il cherche à accroître l'efficacité des initiatives visant le développement local et régional en favorisant l'harmonisation, la simplification ainsi que l'accessibilité des services de soutien à l'entreprenariat.							
8 393							319
301							
547							
		76 594	15 284				1 445
		6 187					
	8 642						
	(6 285)						
		33 664					
9 241	2 357	116 445	15 284				1 764
8 393		116 445	15 284				1 764
301	8 642						
547							
	(6 285)						
9 241	**2 357**	**116 445**	**15 284**				**1 764**

RÉGIONS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Mesures de soutien au développement local et régional			
Centres locaux de développement - Fonctionnement et économie sociale	24 974		
Centres locaux de développement - Volet jeunes	7 143	7 143	
Économie sociale	9 870		
Entente de développement - Centres de la petite enfance	520		25
Fonctionnement des conseils régionaux de développement	10 061		
Fonds conjoncturel de développement	4 662	200	
Fonds d'aide aux entreprises (intérêts)	280	259	
Fonds régionaux de solidarité (FRS)	1 380		
Plan de relance de la Gaspésie	5 913	293	
Plan de relance de la MRC du Bas-Richelieu	7 400		
Soutien à la ruralité	16 717	50	
Stratégie de développement économique des régions	27 481	15 666	
Autres	270	217	
Total du programme 1	116 671	23 828	25
Total des crédits et dépenses	**116 671**	**23 828**	**25**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
		24 974			24 974	36 424
					7 143	7 390
		9 870			9 870	4 060
		419			444	608
		10 061			10 061	10 065
91	430	3 886	3	52	4 662	5 026
					259	378
		1 380			1 380	2 480
451	1 395	2 774		1 000	5 913	6 620
	22	7 249			7 271	6 897
116	12 618	3 933			16 717	2 793
50	262	9 788		1 715	27 481	13 890
		53			270	400
708	14 727	74 387	3	2 767	116 445	97 031
708	**14 727**	**74 387**	**3**	**2 767**	**116 445**	**97 031**

RÉGIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Capital	17 189	17 043	12 290
Support	99 482	99 402	84 741
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**116 671**	**116 445**	**97 031**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	343	343	337
Fonctionnement	21	21	27
Support	14 920	14 920	14 919
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 284**	**15 284**	**15 283**

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

			2003		2002
Droits et permis					
Autres					
Honoraires - dossiers publics			5 462		4 555
Honoraires - dossiers privés			358		328
Vendeurs itinérants			216		192
Studio de santé			66		53
Agents de voyage			710		713
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers			2 082		2 539
Certificat de sélection - ressortissants étrangers			15 211		15 249
Certificat d'exemption			55		67
Certificat d'acceptation - ressortissants étrangers			2 279		3 033
Divers			23		20
			26 482		26 749
Revenus divers					
Ventes de biens et services					
Frais d'attestation d'équivalences pour études à l'étranger			1 225		974
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			32		32
Divers			49		48
			1 306		1 054
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée					
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux			32		32
			1 274		1 022
Intérêts					
Comptes de banque			57		114
Avances aux comptes sous administration			101		118
Divers			20		23
			178		255
Amendes et confiscations					
Divers			32		37
Recouvrements					
Dépenses d'années antérieures			883		156
Subventions d'années antérieures			29		3 042
Biens non réclamés remis à l'état			9 183	1	25 229
			10 095		28 427
			11 579		29 741
Total des revenus autonomes			38 061		56 490
Transferts du gouvernement du Canada					
Autres programmes					
Intégration des immigrants			135 734	2	111 723
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo					45
			135 734		111 768
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée					
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo					45
Total des transferts du gouvernement du Canada			135 734		111 723
Total des revenus			**173 795**		**168 213**

1 La diminution est attribuable à la liquidation des biens délaissés par le Curateur public, notamment les produits financiers non réclamés sur lesquels l'emphase avait été mise en 2001-2002.

2 L'augmentation est attribuable à la hausse de la population d'immigrants non francophones au Québec durant l'année civile précédente.

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-28		**RELATIONS CIVIQUES, RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET GESTION DE L'IDENTITÉ**			
1. Planification, relations civiques et interculturelles	29 471			28 214	3 320
Permanents [1]	799			799	
2. Relations avec les citoyens	15 991		128	15 636	11 162
Ne nécessitant pas de crédits				368	
3. Gestion de l'identité et des lois d'accès et de protection	1 320		6	1 267	945
TOTAL	47 581		134	46 284	15 427

1 Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).

PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-16		**IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION**			
1. Immigration	12 776	10	94	12 672	8 911
2. Intégration et régionalisation	70 237	1		70 236	35 929
3. Direction et services administratifs	41 685		2 070	39 614	17 885
Permanents [1]	234			234	
Permanents [2]	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits				2 933	
Ajustements négatifs de provisions [3]				(28)	
TOTAL	124 933	11	2 164	125 662	62 725

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la promotion des droits fondamentaux ainsi que l'exercice des responsabilités civiques. Il vise également à assurer la qualité des rapports entre le citoyen et l'État québécois et à soutenir la pleine participation de tous au développement de la société québécoise. En outre, il vise à assurer l'intégrité de l'identité des citoyens ainsi que la promotion de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.							
1 139		23 545	210			327	930
74		725					
4 474						226	1
368							
222		100				47	
6 277		24 370	210			600	931
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, culturelle et économique des immigrants.							
3 761							
11 661		22 646					
21 322		407					1
234							
1							
2 933							
	(28)						
39 912	(28)	23 053					1

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-28		**CONSEIL ET ORGANISMES DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE**			
1. Office de la protection du consommateur	14 783	6 000	68	8 715	6 110
Ne nécessitant pas de crédits				154	
2. Commission d'accès à l'information	4 348		26	4 322	3 465
Ne nécessitant pas de crédits				67	
3. Conseil des relations interculturelles	705			705	495
Ne nécessitant pas de crédits				7	
4. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	13 367	3	262	13 102	10 104
Ne nécessitant pas de crédits				36	
TOTAL	33 203	6 003	356	27 108	20 174
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-28		**CURATEUR PUBLIC**			
1. Curateur public	42 790	1	4 093	33 000	24 031
Permanents [1]	13			13	
Permanents [2]	5 015			5 015	3 705
Ne nécessitant pas de crédits				1 920	
TOTAL	47 818	1	4 093	39 948	27 736
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	247 473	6 015	6 747	227 483	122 357
Permanents	6 062			6 062	3 705
Ne nécessitant pas de crédits				5 485	
Ajustements négatifs de provisions				(28)	
TOTAL	**253 535**	**6 015**	**6 747**	**239 002**	**126 062** [1]

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi sur le curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

1 Incluant 11 201 à l'égard de 117 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, aux organismes qui sont chargés de protéger leurs droits, que ce soit par rapport au respect des droits et libertés de la personne, à l'égalité entre les personnes, à la protection des renseignements personnels ou aux droits des consommateurs. Ce programme vise aussi à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant les relations interculturelles en vue de définir ses orientations, d'identifier les grandes avenues d'intervention et de choisir les mesures les plus appropriées pour répondre aux besoins exprimés.							
2 110		495					
154							
857							
67							
210							
7							
2 998							
36							
6 439		495					
Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droits ou à l'État.							
8 969							
	13					1 251	4 445
1 310							
1 920							
12 199	13					1 251	4 445
57 723		47 193	210				
1 619	13	725				1 851	5 377
5 485							
	(28)						
64 827	**(15)**	**47 918**	**210**			**1 851**	**5 377**

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Relations civiques, relations avec les citoyens et gestion de l'identité			
Actes de civisme	725		
Adaptation des organismes	58		
Fonds de la semaine québécoise de la citoyenneté	209		
Fonds de soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels			
Observatoire éthique et télésanté			
Programme d'échanges des jeunes	355		
Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis	21 108		
Promotion de la Charte des droits et libertés de la personne	126		
Soutien à la participation civique	1 892		
Autres	100		
Total du programme 1	24 573		
Programme 2 - Immigration, intégration et régionalisation			
Accueil et établissement des immigrants	4 655		
Accueil et installation des réfugiés	1 852		
Fonds de développement de l'immigration en région	745		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	12 037		
Programme de reconnaissance et de soutien à un regroupement national d'organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes	250		
Programme de soutien à des projets pilotes afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	101		
Soutien à des projets d'intégration	609		
Soutien à l'insertion en emploi	2 397		
Autres	407		
Total du programme 2	23 053		
Programme 3 - Conseil et organismes de protection relevant du ministre			
Subventions à des organismes oeuvrant dans le domaine de la consommation	495		
Total des crédits et dépenses	**48 121**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
			725		725	1 249
		58			58	101
5		200	4		209	210
						55
						50
		355			355	355
			20 915		20 915	4 164
		126			126	98
		1 882			1 882	1 890
		100			100	227
5		2 721	21 644		24 370	8 399
		4 655			4 655	4 476
			1 852		1 852	1 793
	78	667			745	665
			12 037		12 037	11 637
		250			250	
		101			101	
35	276	298			609	1 142
		2 397			2 397	1 918
8	47	350		2	407	506
43	401	8 718	13 889	2	23 053	22 137
		495			495	496
48	**401**	**11 934**	**35 533**	**2**	**47 918**	**31 032**

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Support	48 121	47 918	31 032
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**48 121**	**47 918**	**31 032**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération			548
Fonctionnement	210	210	652
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**210**	**210**	**1 200**

RELATIONS INTERNATIONALES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	310	
Divers	1	2
	311	2
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	310	
	1	2
Intérêts		
Divers	27	5
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	947	206
Subventions d'années antérieures	74	264
	1 021	470
	1 049	477
Total des revenus autonomes	1 049	477
Total des revenus	**1 049**	**477**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-20		**AFFAIRES INTERNATIONALES**			
1. Direction, politiques et affaires publiques	15 605	1		14 632	8 138
Permanents [1]	706	5		701	
2. Représentation du Québec à l'étranger	51 992	756	595	50 405	30 662
3. Affaires bilatérales	15 462	1		15 122	5 787
4. Affaires francophones et multilatérales	16 896	3		16 249	2 557
5. Gestion interne	11 830	4	783	10 757	6 288
Ne nécessitant pas de crédits				1 234	
TOTAL	112 491	770	1 378	109 100	53 432

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	111 785	765	1 378	107 165	53 432
Permanents	706	5		701	
Ne nécessitant pas de crédits				1 234	
TOTAL	**112 491**	**770**	**1 378**	**109 100**	**53 432** [1]

1 Incluant 7 086 à l'égard de 66 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.							
4 851		1 643				21	951
701							
9 420			10 323			235	1
2 093		7 242				31	308
648		13 044				48	596
4 469						286	
1 234							
23 416		21 929	10 323			621	1 856
21 481		21 929	10 323			621	1 856
701							
1 234							
23 416		**21 929**	**10 323**			**621**	**1 856**

RELATIONS INTERNATIONALES
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Affaires bilatérales	3 479	72	24
Affaires françaises	521		
Affaires multilatérales	2 763		
Francophonie	7 358		
Office Franco-Québécois pour la jeunesse et Agence Québec/Wallonie-Bruxelles	1 551		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Québec sans frontières	3 520		
Saison Québec - New York 2001			
Autres	2 594	4	
Total du programme 1	23 786	76	24
Total des crédits et dépenses	**23 786**	**76**	**24**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
1 528	46	922	507	72	3 171	1 155
86		235	175	23	521	4 005
63	5	1 910	773	12	2 763	3 632
2		4 439	61	2 259	6 761	5 520
		1 550			1 550	616
				2 000	2 000	2 000
		3 520			3 520	1 512
						1 867
116	12	833	102	576	1 643	972
1 797	63	13 409	1 618	4 942	21 929	21 279
1 797	**63**	**13 409**	**1 618**	**4 942**	**21 929**	**21 279**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Support	23 786	21 929	21 279
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**23 786**	**21 929**	**21 279**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	214	213	175
Fonctionnement	8 620	8 620	8 680
Capital	1 069	1 069	1 137
Intérêt	421	421	452
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**10 324**	**10 323**	**10 444**

RESSOURCES NATURELLES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	162	160
Usines de transformation du bois	740	719
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	78 148	80 770
Érablières	1 803	475
Intervention - travaux d'utilité publique	68	59
Intervention - activités minières	160	108
Intervention - aménagement faunique et récréatif	189	159
Autres droits sur la gestion des forêts	132	266
Divers	6	6
	81 408	82 722
Ressources minières		
Exploitation minière	19 271	17 876
Claim	4 066	7 126
Exploitation par baux	1 377	1 115
Exploration	1 002	520
Divers	64	61
	25 780	26 698
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	9 628	8 056
Énergie électrique produite	63 946	57 924
Régime des eaux	1 691	2 021
	75 265	68 001
Autres		
Exploitation - sable, gravier et autres	2 480	2 008
Recherche de pétrole et de gaz naturel	570	257
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	50	35
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé	2 180	2 299
Divers	81	79
	5 361	4 678
	187 814	182 099

RESSOURCES NATURELLES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	161	218
Bois	97	103
Terres de l'état	1 546	1 976
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	94	182
Frais de vente et de location de terrains	394	329
Location et concessions	7 366	9 410
Enregistrement de transferts	147	112
Arpentages de terrains	60	40
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	779	755
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	3 562	
Gains sur disposition de moyen de transport terrestre léger		88
Gains sur disposition d'équipement spécialisé	70	
Divers	38	104
	14 314	13 317
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	779	755
Compte pour le financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	3 562	
	9 973	12 562
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	490	932
Droits sur les profits d'exploitation minière	4 488	(65)
Paiements de redevances hydrauliques	897	334
	5 875	1 201
Amendes et confiscations		
Pénalités	67	13
Infractions à la Loi sur les forêts	156	251
Divers	11	19
	234	283
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 534	(1 009)
Subventions d'années antérieures	981	881
Divers	3	
	2 518	(128)
	18 600	13 918
Total des revenus autonomes	206 414	196 017

RESSOURCES NATURELLES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	1 428	663
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	1 428	663
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	**206 414**	**196 017**

RESSOURCES NATURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-20		**CONNAISSANCE ET GESTION DU TERRITOIRE**			
1. Connaissance géographique du territoire	9 739		1 938	7 800	5 047
Ne nécessitant pas de crédits				644	
2. Gestion des terres publiques	16 590		958	15 629	11 345
Permanents [1]	17				
Ne nécessitant pas de crédits				1 435	
TOTAL	26 346		2 896	25 508	16 392
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-20		**CONNAISSANCE ET GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER**			
1. Politiques et programmes forestiers	47 691	6	1 397	46 288	12 902
Permanents [1]	13 676			13 676	
Permanents [2]	25	25			
Permanents [3]	44				
Ne nécessitant pas de crédits				3 984	
2. Planification et soutien des interventions forestières	128 319			128 318	
3. Financement forestier	1 754		29	1 725	919
Permanents [4]	20				
Ne nécessitant pas de crédits				74	
TOTAL	191 529	31	1 426	194 065	13 821
1 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).					
2 Loi sur la Protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).					
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
4 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).					
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-20		**DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE**			
1. Développement énergétique	12 750		745	12 005	5 352
Ne nécessitant pas de crédits				722	
2. Efficacité énergétique	5 724			5 724	
3. Grand verglas - Rétablissement des services publics essentiels d'électricité	28 100			28 100	
TOTAL	46 574		745	46 551	5 352

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire. Il vise aussi l'enregistrement des diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la localisation de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.							
2 753						1	
644							
4 119		165				3	
							17
1 435							
8 951		165				4	17
Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et à suivre les interventions permettant d'assurer sa mise en valeur. Il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux d'origine naturelle ou humaine et à améliorer en quantité et en qualité sa capacité de production afin de répondre aux demandes de matière ligneuse ou à d'autres usages. Il vise enfin à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois et à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.							
22 565		10 821					
13 676							
							44
3 984							
			128 318				1
182		624					
							20
74							
40 481		11 445	128 318				65
Ce programme vise à formuler les actions et interventions du gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du Québec. Il vise enfin à verser une partie des contributions requises par le Fonds relatif à la tempête de verglas qui apparaît au portefeuille «Conseil du trésor, Administration et Fonction publique».							
3 246		3 407					
722							
		5 724					
			28 100				
3 968		9 131	28 100				

RESSOURCES NATURELLES

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-20		**GESTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA RESSOURCE MINÉRALE**			
1. Exploration	23 616		835	22 177	9 450
Permanents [1]	3				
Ne nécessitant pas de crédits				1 611	
2. Industrie minérale, recherche et développement et gestion des lois	19 575		1 856	17 610	8 443
Ne nécessitant pas de crédits				169	
TOTAL	43 194		2 691	41 567	17 893
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
PROGRAMME 5 Sommaire: page 1-20		**DIRECTION ET SOUTIEN ADMINISTRATIF**			
1. Direction et soutien administratif	42 389		5 800	36 459	24 251
Permanents [1]	266			266	
Permanents [2]	1 513			1 513	
Permanents [3]	2				
Ne nécessitant pas de crédits				2 490	
TOTAL	44 170		5 800	40 728	24 251
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	336 247	6	13 558	321 835	77 709
Permanents	15 566	25		15 455	
Ne nécessitant pas de crédits				11 129	
TOTAL	**351 813**	**31**	**13 558**	**348 419**	**77 709** [1]

1 Incluant 8 307 à l'égard de 87 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, à faire la promotion de l'exploration, à promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière. Il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.							
4 585		8 142				602	2
							3
1 611							
1 911		7 256				109	
169							
8 276		15 398				711	5
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du Ministère.							
11 173		400	635			111	19
266							
	1 513						
							2
2 490							
13 929	1 513	400	635			111	21
50 534		36 539	157 053			826	22
13 942	1 513						86
11 129							
75 605	**1 513**	**36 539**	**157 053**			**826**	**108**

RESSOURCES NATURELLES
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Connaissance et gestion du territoire			
Aide à la mise en valeur du territoire	165		
Programme 2 - Connaissance et gestion du patrimoine forestier			
Développement de l'industrie forestière	10 821	5 600	
Prêts forestiers	644	593	
Total du programme 2	11 465	6 193	
Programme 3 - Développement énergétique			
Agence de l'efficacité énergétique	5 724		
Aide à la recherche et au développement	1 331	592	
Enfouissement des fils électriques	75		
Extension du réseau gazier	2 001	2 001	
Total du programme 3	9 131	2 593	
Programme 4 - Gestion et développement de la ressource minérale			
Aide à l'exploration minérale	8 144	7 305	
Assistance à l'industrie minérale	2 472	1 947	
Consortium de recherche minérale (COREM)	4 784		
Total du programme 4	15 400	9 252	
Programme 5 - Direction et soutien administratif			
Autres	418		
Total des crédits et dépenses	**36 579**	**18 038**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
	157	7	1		165	283
125		106		4 990	10 821	17 181
				31	624	698
125		106		5 021	11 445	17 879
				5 724	5 724	5 812
399		55		285	1 331	1 909
	75				75	
					2 001	
399	75	55		6 009	9 131	7 721
			337	500	8 142	13 531
100				425	2 472	4 722
		4 784			4 784	949
100		4 784	337	925	15 398	19 202
24	24	337		15	400	440
648	**256**	**5 289**	**338**	**11 970**	**36 539**	**45 525**

RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	1 903	1 903	1 865
Fonctionnement	910	910	911
Capital	2 141	2 141	125
Intérêt	575	575	
Support	31 050	31 010	42 624
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**36 579**	**36 539**	**45 525**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	63 407	63 406	56 234
Fonctionnement	36 635	36 635	30 249
Intérêt			55
Support	57 012	57 012	64 275
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**157 054**	**157 053**	**150 813**

REVENU
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

			2003		2002
Impôt sur le revenu et les biens					
Impôt sur le revenu des particuliers			16 171 110		15 913 687
Impôt des sociétés			3 734 640		4 029 161
Impôt sur les successions					(33)
			19 905 750		19 942 815
Taxes à la consommation					
Vente			8 331 046	1	7 556 901
Carburants			1 644 813		1 536 012
Tabac			867 887	2	652 643
			10 843 746		9 745 556
Droits et permis					
Boissons alcooliques					
Ventes de bière par les détaillants			86 957		82 580
Ventes de spiritueux et de vins - détenteurs de permis			48 503		38 914
Divers			48		31
			135 508		121 525
Ressources forestières					
Profits d'exploitation forestière			17 026		10 118
Autres					
Publicité légale des entreprises			143		128
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditives			162		520
Transporteurs internationaux et interprovinciaux			733		744
Droits relatifs à la protection de l'environnement			283		370
Divers			17		(15)
			1 338		1 747
			153 872		133 390
Revenus divers					
Ventes de biens et services					459
Frais de perception			31 440		27 885
Perception - R.R.Q.			160		107
Actes judiciaires			83		106
Décisions anticipées			112 296		107 718
Gestion de la taxe sur les produits et services			87		36
Divers			144 066		136 311
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée					
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services			112 296		107 718
			31 770		28 593

1 L'augmentation des revenus s'explique par la croissance des ventes au détail.
2 L'augmentation des revenus s'explique principalement par les majorations de la taxe sur les produits du tabac qui sont entrées en vigueur les 2 novembre 2001 et 18 juin 2002.

REVENU
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

			2003		2002
Revenus divers (suite)					
Intérêts					
	Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers		107 273	3	152 688
	Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital		133 491		120 102
	Taxe à percevoir sur la vente		35 404	3	47 037
	Taxe à percevoir sur les carburants		720		1 245
	Taxe à percevoir sur le tabac		475		(734)
	Autres revenus à percevoir		2 581		252
			279 944		320 680
Amendes et confiscations					
	Pénalités		124 375		115 638
	Frais - chèques sans provision		1 695		1 537
	Infractions aux lois fiscales		1 151		862
	Divers		(5)		2
			127 216		118 039
Recouvrements					
	Dépenses d'années antérieures		274		205
	Divers		1		1
			275		206
			439 205		467 518
Total des revenus autonomes			31 342 573		30 289 279
Total des revenus			**31 342 573**		**30 289 279**

3 La diminution s'explique principalement par la baisse du taux d'intérêt moyen qui est passé de 9,25% à 7,00%.

Notes

	2003	2002
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus:		
Impôt sur le revenu des particuliers	3 778 168	3 920 857
Impôt des sociétés	1 774 979	1 383 633
Vente	4 562 659	4 476 027
Carburants	100 742	92 670
Tabac	18 830	11 749
Profits d'exploitation forestière	7 408	10 234
Divers	2 586	551

REVENU

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-28		**ADMINISTRATION FISCALE**			
1. Opérations régionales	138 839	18	81	137 847	131 318
Permanents [1]	2 654			2 654	
Permanents [2]	1 400			1 400	
Permanents [3]	16 060			9 914	
2. Opérations concentrées	49 364	2	800	47 395	40 677
Permanents [3]	21 773			21 773	
3. Technologies de l'information	57 052			55 839	25 893
4. Administration et support	120 594	61	721	113 842	44 824
Permanents [4]	11			10	
Permanents [5]	37		37		
Ne nécessitant pas de crédits				1 224	
5. Perception	39 808			39 808	
Permanents [6]	278 100			278 100	
6. Pensions alimentaires	43 154			41 049	
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	29 798		2	27 676	23 654
TOTAL	798 644	81	1 641	778 531	266 366

1 Loi concernant la taxe sur les carburants, (L.R.Q., c. T-1) (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).
2 Loi concernant l'impôt sur le tabac, (L.R.Q., c. I-2) (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).
3 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
5 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
6 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	478 609	81	1 604	463 456	266 366
Permanents	320 035		37	313 851	
Ne nécessitant pas de crédits				1 224	
TOTAL	**798 644**	**81**	**1 641**	**778 531**	**266 366** [1]

1 Incluant 24 468 à l'égard de 283 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.							
6 529						893	
2 654							
1 400							
9 914							6 146
6 718						1 167	
21 773							
29 946						1 213	
36 612		124	32 282			5 970	
10							1
1 224							
			39 806				
	278 100						
			41 049			2 104	1
3 312			710			2 000	120
120 092	278 100	124	113 849			13 347	6 268
83 117		124	113 849			13 347	121
35 751	278 100						6 147
1 224							
120 092	**278 100**	**124**	**113 849**			**13 347**	**6 268**

REVENU
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions à des organismes	124		
Total des crédits et dépenses	**124**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
		124			124	124
		124			**124**	**124**

REVENU

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Support	124	124	124
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**124**	**124**	**124**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	42 387	40 991	26 356
Fonctionnement	39 871	39 210	44 746
Capital	31 777	31 718	27 101
Intérêt	1 938	1 930	4 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**115 973**	**113 849**	**102 203**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 501	1 471
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	3 813	3 083
Tierces responsabilités - externes	630	724
Assurance-hospitalisation - étrangers	150	134
Tierce responsabilité - Société de l'assurance automobile du Québec	102 139 [1]	79 684
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 253	49
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	17 000	18 000
Divers	28	35
	158 013	131 689
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	4 253	49
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	17 000	18 000
	106 760	83 640
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	170	331
Subventions d'années antérieures	14 055	445
	14 225	776
	120 985	84 416
Total des revenus autonomes	122 486	85 887
Transferts du gouvernement du Canada		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Adaptation des soins de santé primaires	7 010	
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	39 713	37 138
Réadaptation professionnelle des personnes handicapées	39 133	39 133
Services de traitement et de réadaptation	2 807	2 926
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C	6 000	
Accueil et établissement des réfugiés du Kosovo		120
Troisième Sommet des Amériques		1 069
	87 653	80 386
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'accueil et l'établissement des réfugiés du Kosovo		120
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques		1 069
Total des transferts du gouvernement du Canada	94 663	79 197
Total des revenus	**217 149**	**165 084**

1 L'augmentation est attribuable aux ajustements pour les années financières 2000-2001 et 2001-2002 conformément à la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., A-25).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-14		**FONCTIONS NATIONALES**			
1. Direction et gestion ministérielle	88 805	12	1 662	87 131	47 524
Permanents [1]	29			21	
Ne nécessitant pas de crédits				1 767	
Ajustements négatifs de provisions [2]				(30)	
2. Organismes-conseils	5 253	1		5 252	3 219
3. Activités nationales	130 603			130 603	
Permanents [3]	418			98	
TOTAL	225 108	13	1 662	224 842	50 743
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-14		**FONCTIONS RÉGIONALES**			
1. Régies régionales	95 243			95 243	
2. Établissements de santé et de services sociaux	8 443 611			8 628 878	
Permanents [1]	2 297 000 *			2 034 060 *	
3. Soutien des organismes communautaires	270 247			270 247	
4. Activités connexes	1 002 247			1 002 247	
Permanents [2]	410 931			409 591	
Permanents [3]	92 631			92 631	
5. Service de la dette	498 033			498 033	
TOTAL	13 109 943			13 030 930	

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
* Incluant un montant de 2 297 000 représentant la part, attribuée aux ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 034 060.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.							
39 607							
21							8
1 767							
	(30)						
1 933		100					
849		129 754					
		98					320
44 177	(30)	129 952					328
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.							
		95 243					
		8 628 878					(185 267)
		2 034 060					262 940
		270 247					
17 236		985 011					
		409 591					1 340
		92 631					
		498 033					
17 236		13 013 694					79 013

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-14		**OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**			
1. Services aux personnes handicapées	45 870			45 870	
2. Direction et administration	10 030		235	9 753	7 722
Ne nécessitant pas de crédits				191	
TOTAL	55 900		235	55 814	7 722
PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-14		**RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC**			
1. Services médicaux					
Permanents [1]	2 822 411 *			2 822 411 *	
2. Services optométriques					
Permanents [1]	31 261 *			31 261 *	
3. Services dentaires					
Permanents [1]	121 069 *			121 069 *	
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents [1]	1 458 571 *			366 672 *	
Permanents [2]	1 082 952			1 082 952	
5. Autres services					
Permanents [1]	109 771 *			109 771 *	
6. Administration					
Permanents [1]	75 580 *			75 580 *	
TOTAL	5 701 615			4 609 716	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	10 589 942	13	1 897	10 773 257	58 465
Permanents	8 502 624			7 146 117	
Ne nécessitant pas de crédits				1 958	
Ajustements négatifs de provisions				(30)	
TOTAL	**19 092 566**	**13**	**1 897**	**17 921 302**	**58 465** [1]

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

2 Loi modifiant la loi sur l'assurance médicaments et d'autres dispositions législatives, (2002, c.27).

* Incluant un montant de 2 297 000 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 034 060, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 1 971 197 pour une dépense de 2 575 656.

1 Incluant 6 816 à l'égard de 67 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.							
		45 870					
2 031						42	
191							
2 222		45 870				42	
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.							
		2 822 411					
		31 261					
		121 069					
		366 672					1 091 899
		1 082 952					
		109 771					
		75 580					
		4 609 716					1 091 899
61 656		10 653 136				42	(185 267)
21		7 146 096					1 356 507
1 958							
	(30)						
63 635	**(30)**	**17 799 232**				**42**	**1 171 240**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	4 493		1 170
Services hospitaliers hors-Québec	82 822		
Autres	42 958		9 676
Total du programme 1	130 273		10 846
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	32 333		32 333
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	68 617		
Fonctionnement			
Directions de santé publique	33 044		
Établissements privés	352 320		352 320
Établissements publics	10 277 538		10 199 865
Loyer - établissements du réseau	97 397		97 397
Régies régionales de la santé et des services sociaux	95 243		
Organismes communautaires de maintien à domicile	22 954		
Organismes communautaires de promotion et de services	247 293		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	44 127		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	410 931		409 591
Régime de retraite du personnel d'encadrement	92 631		92 631
Rémunération des internes et résidents	104 883		104 883
Ressources de type familial	145 303		145 303
Service de la dette	498 033		498 033
Système du sang	255 855		234 807
Transporteurs ambulanciers	150 708	93 165	
Autres	163 498		118 351
Total du programme 2	13 092 708	93 165	12 285 514
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Centres de travail adapté	39 779	39 779	
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	5 276		
Autres	815		
Total du programme 3	45 870	39 779	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Bourses d'études, de recherche et primes	8 161		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assistance maladie	75 580		
Prothèses et orthèses	101 610		
Services dentaires	121 069		
Services médicaux	2 822 411		
Services optométriques	31 261		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 541 523		
Total du programme 4	5 701 615		
Total des crédits et dépenses	**18 970 466**	**132 944**	**12 296 360**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
			2 891	432	4 493	6 027
			82 822		82 822	70 747
219	34	15 179	16 053	1 476	42 637	43 509
219	34	15 179	101 766	1 908	129 952	120 283
					32 333	151 511
			68 617		68 617	65 838
		33 044			33 044	29 122
					352 320	347 679
					10 199 865	9 804 580
					97 397	97 356
		95 243			95 243	94 624
		22 954			22 954	22 900
		247 293			247 293	229 443
			44 127		44 127	41 285
					409 591	405 342
					92 631	78 441
					104 883	97 453
					145 303	140 587
					498 033	499 975
		150	3 217	17 681	255 855	211 563
			21 197	36 346	150 708	149 884
802		21 567		22 777	163 497	153 604
802		420 251	137 158	76 804	13 013 694	12 619 187
					39 779	36 078
		5 276			5 276	5 173
		815			815	433
		6 091			45 870	41 684
			8 161		8 161	8 713
				75 580	75 580	75 483
			101 610		101 610	90 615
			121 069		121 069	78 145
			2 822 411		2 822 411	2 668 464
			31 261		31 261	35 303
			1 449 624		1 449 624	1 340 323
			4 534 136	75 580	4 609 716	4 295 046
1 021	**34**	**441 521**	**4 773 060**	**154 292**	**17 799 232**	**17 076 200**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	12 482 096	12 180 776	11 720 644
Fonctionnement	3 038 083	3 019 992	2 864 491
Capital	265 364	265 364	254 273
Intérêt	266 862	266 862	279 206
Support	2 918 061	2 066 238	1 957 586
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**18 970 466**	**17 799 232**	**17 076 200**

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	18 766	18 097
Production industrielle de boissons	454	411
	19 220	18 508
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	3 788	3 474
Appareils d'amusement	3 045	2 926
Bingo	1 320	1 414
Loteries	2 764	2 351
Courses	220	214
	11 137	10 379
Autres		
Études de dossiers	938	953
Agences d'investigation ou de sécurité	1 235	1 106
Organisation - spectacles sportifs de combat	102	108
Permis d'explosifs	208	225
Divers	35	21
	2 518	2 413
	32 875	31 300
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de chambres et pension	3 176	2 972
Conciliation et enquête - déontologie policière	739	611
Gains sur disposition de moyen de transport terrestre léger	347	824
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3	34
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	2 000
Financement des unités autonomes de service	1 419	1 046
Divers	62	73
	8 746	7 560
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3	34
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	2 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	1 419	1 046
	4 324	4 480
Intérêts		
Débiteurs	47	83
Divers		1
	47	84
Amendes et confiscations		
Alco-frein	1 387	1 389
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	2 311	487
Divers	37	29
	3 735	1 905

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 111	2 123
Subventions d'années antérieures	163	21
Divers	3	3
	1 277	2 147
	9 383	8 616
Total des revenus autonomes	42 258	39 916
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	9 057	14 923
Troisième Sommet des Amériques		24 288
Aide financière - catastrophes	837	1 164
Financement du programme conjoint de protection civile	848	758
Divers	1	18
	10 743	41 151
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	9 057	14 923
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques		24 288
Compte pour le financement du programme conjoint de protection civile	848	758
Total des transferts du gouvernement du Canada	838	1 182
Total des revenus	43 096	41 098

1 La diminution est attribuable à la tenue du Troisième Sommet des Amériques en 2001-2002.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-30		**SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE**			
1. Direction et services supports à la gestion	22 516		924	21 591	14 241
Permanents [1]	9			8	
2. Services correctionnels	196 607	16	94	196 497	154 101
3. Expertises judiciaires	7 095	1		7 094	5 751
4. Affaires policières et sécurité-protection	49 371	3		49 361	18 593
Permanents [2]	2 352			2 352	2 352
5. Sécurité civile et sécurité incendie	16 468		85	16 383	9 237
Permanents [3]	11 682		51	11 631	1 313
6. Éléments de gestion centrale	100 272		3 464	96 808	23 226
Permanents [4]	32			10	
Permanents [5]	57				
Ne nécessitant pas de crédits				6 558	
TOTAL	406 461	20	4 618	408 291	228 814

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).
3 Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).
4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
5 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-30		**SÛRETÉ DU QUÉBEC**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	253 417	66		253 351	138 575
Permanents [1]	18			18	18
2. Gestion interne et soutien	178 132	9	9 613	168 119	35 639
Permanents [1]	2 303			2 303	
Permanents [2]	4 017		4 017		
Ne nécessitant pas de crédits				11 075	
TOTAL	437 887	75	13 630	434 866	174 232

1 Loi sur le ministère de la Justice, (L.R.Q., c. M-19).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites aux bénéfices des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.							
7 063		287					1
E							3
42 396							
1 343							
6 566		24 202					7
2 325		4 821					
668		9 650					
73 582							
	10						22
6 558							57
140 507	10	38 960					90
Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.							
12 353			102 423				
62 635			69 845				391
2 303							
11 075							
88 366			172 268				391

SÉCURITÉ PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-30		**ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE**			
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	14 369	5	968	13 396	9 482
Permanents [1]	4				
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 828		5	2 823	1 950
3. Bureau du coroner	7 342		30	7 312	3 784
4. Commissaire à la déontologie policière	2 943		13	2 930	2 321
5. Comité de déontologie policière	1 820			1 820	1 258
TOTAL	29 308	5	1 016	28 281	18 795

1 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	853 180	100	15 196	837 485	418 158
Permanents	20 474		4 068	16 320	3 683
Ne nécessitant pas de crédits				17 633	
TOTAL	**873 654**	**100**	**19 264**	**871 438**	**421 841** [1]

1 Incluant 46 796 à l'égard de 526 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise, également, à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas des décès survenus en des circonstances obscures ou violentes, et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.							
5 664		250					
							4
873							
3 528							
509							
562							
9 236		250					4
217 499		29 560	172 268				399
2 977	10	9 650					86
17 633							
238 109	**10**	**39 210**	**172 268**				**485**

SÉCURITÉ PUBLIQUE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Formation des policiers et des pompiers	4 554		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	913		
Lutte contre le terrorisme			
Sécurité civile	11 033	51	
Sécurité incendie	2 230		
Services policiers en milieu autochtone	16 806		
Subventions en matière de prévention de la criminalité	3 044		
Autres	380		
Total du programme 1	38 960	51	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Autres	250		
Total des crédits et dépenses	**39 210**	**51**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OSBL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OSBL	PERS	ORG	2003	2002
				4 554	4 554	2 932
	913				913	835
						10 000
	7 708	735	2 389	150	11 033	5 361
	2 180	50			2 230	2 390
	16 695	111			16 806	14 498
	2 894	110		40	3 044	3 300
		380			380	405
	30 390	1 386	2 389	4 744	38 960	39 521
		250			250	150
	30 390	**1 636**	**2 389**	**4 744**	**39 210**	**39 671**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Capital	96	96	96
Support	39 114	39 114	39 575
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**39 210**	**39 210**	**39 671**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	126 146	126 146	102 541
Fonctionnement	41 765	41 765	28 750
Capital	4 208	4 208	3 285
Intérêt	149	149	47
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**172 268**	**172 268**	**134 623**

TOURISME, LOISIR ET SPORT
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Établissements touristiques	(10)	59
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport	300	604
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport	300	604
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	252	
	252	
Total des revenus autonomes	242	59
Total des revenus	**242**	**59**

TOURISME, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-20		**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**			
1. Tourisme Québec	76 360			76 360	
Permanents [1]	10			10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 000			15 000	
TOTAL	91 370			91 370	
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-16		**DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT**			
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	42 169			42 169	
2. Promotion du sport et de la sécurité	18 141			18 141	
3. Administration du loisir et du sport	7 551	40	223	7 288	3 648
Ne nécessitant pas de crédits				60	
TOTAL	67 861	40	223	67 658	3 648
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	159 221	40	223	158 958	3 648
Permanents	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				60	
TOTAL	**159 231**	**40**	**223**	**159 028**	**3 648** [1]

1 Incluant 434 à l'égard de 5 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre touristique et en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques.							
			76 360				
			10				
		15 000					
		15 000	76 370				
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.							
		42 169					
		18 141					
2 535		1 105					
60							
2 595		61 415					
2 535		76 415	76 360				
			10				
60							
2 595		**76 415**	**76 370**				

TOURISME, LOISIR ET SPORT
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Société du Centre des congrès de Québec	15 000		
Programme 2 - Développement du loisir et du sport			
Kino-Québec	1 470		
Promotion du loisir	15 472		
Promotion du sport	16 671		
Soutien aux équipements de loisir	1 736		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	24 961		
Autres	1 105		
Total du programme 2	61 415		
Total des crédits et dépenses	**76 415**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
				15 000	15 000	15 300
			1 470		1 470	1 716
3	675	14 657	137		15 472	16 149
	236	16 435			16 671	16 611
	1 736				1 736	1 661
		24 961			24 961	26 187
170	47	888			1 105	5 525
173	2 694	56 941	1 607		61 415	67 849
173	**2 694**	**56 941**	**1 607**	**15 000**	**76 415**	**83 149**

TOURISME, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	3 652	3 652	3 422
Fonctionnement	3 246	3 246	3 344
Capital	7 341	7 341	7 663
Intérêt	3 570	3 570	3 475
Support	58 606	58 606	65 245
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**76 415**	**76 415**	**83 149**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	18 665	18 665	18 303
Fonctionnement	27 657	27 657	29 170
Capital	600	600	834
Support	29 448	29 448	22 829
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**76 370**	**76 370**	**71 136**

TRANSPORTS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	606 347	579 404
Conducteurs et chauffeurs	78 476	77 223
Transport commercial public	750	743
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 703	2 486
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 857	1 741
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires en services de transport	135	123
	690 268	661 720
Autres		
Signalisation touristique commerciale	27	292
Transfert de permis	233	64
	260	356
	690 528	662 076
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	63	42
Location de machinerie et d'équipement	17	64
Gestion de halte routière	545	331
Terrains et bâtisses	2 761	3 575
Location de terrains et bâtisses	2 622	2 608
Aide technique et soutien	129	158
Conservation des chaussées	(19)	53
Frais de publication - demandes de permis	108	106
Analyse en laboratoire	91	67
Frais d'atterrissage	34	56
Frais de débarcadère	354	392
Gains sur disposition de réseau complexe	144	539
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	615	1 534
Divers	94	65
	7 558	9 590
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	615	1 534
	6 943	8 056
Intérêts		
Divers	52	20
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	70	54
Divers	4	3
	74	57
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	598	864
Subventions d'années antérieures	1 080	1 081
Dépenses sous forme d'indemnités	2 951	2 687
	4 629	4 632
	11 698	12 765
Total des revenus autonomes	702 226	674 841

TRANSPORTS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003		2002
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Caisse des passages à niveau	(10)		(263)
Entretien de chemins fédéraux	120		117
Aménagement d'aéroports	158		
Programme d'infrastructures	16 754	1	1 100
Troisième Sommet des Amériques			175
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	119		4 612
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière			57
	17 141		5 798
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte relatif au programme d'infrastructures	16 754	1	1 100
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques			175
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	119		4 612
Compte pour le Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière			57
Total des transferts du gouvernement du Canada	268		(146)
Total des revenus	**702 454**		**674 695**

1 L'augmentation fait suite à l'accroissement des activités notamment pour l'amélioration et la rénovation des infrastructures en transport.

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-20		**INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**			
1. Construction des infrastructures de transport	419 222		11 378	405 012	
Permanents [1]	2 645				
Ne nécessitant pas de crédits				102 886	
2. Entretien des infrastructures de transport	436 101	8	12 284	420 420	120 270
3. Aide financière au réseau routier local	127 683			127 523	
TOTAL	985 651	8	23 662	1 055 841	120 270
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-20		**SYSTÈMES DE TRANSPORT**			
1. Transport terrestre	215 448		106	214 778	5 612
2. Transport maritime	54 752	1	1	54 229	1 151
3. Transport aérien	3 880			3 798	693
4. Commission des transports du Québec	13 093	2	1 519	11 312	8 108
Ne nécessitant pas de crédits				614	
TOTAL	287 173	3	1 626	284 731	15 564

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.							
3 471			401 541				2 832
102 886							2 645
290 447		5 290	4 413				3 389
395		127 128					160
397 199		132 418	405 954				9 026
Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.							
2 109		207 057				308	258
5 892		47 186				456	65
1 482		1 623					82
3 204						111	149
614							
13 301		255 866				873	554

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-20		**ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS**			
1. Direction	6 338		152	6 118	4 643
Permanents [1]	19			19	
2. Services administratifs	70 188	1	6 364	57 722	45 309
Permanents [2]	117			117	
Ne nécessitant pas de crédits				10 099	
3. Planification, recherche et développement	20 597		551	19 689	13 078
TOTAL	97 259	1	7 067	93 764	63 030
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 367 302	12	32 355	1 320 601	198 864
Permanents	2 781			136	
Ne nécessitant pas de crédits				113 599	
TOTAL	**1 370 083**	**12**	**32 355**	**1 434 336**	**198 864** [1]

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

1 Incluant 17 427 à l'égard de 212 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

990		485					58
19							
12 413						2 792	3 309
	117						
10 099							
5 414		1 197					357
28 935	117	1 682				2 792	3 734
325 817		389 966	405 954			3 665	10 669
19	117						2 645
113 599							
439 435	**117**	**389 966**	**405 954**			**3 665**	**13 314**

TRANSPORTS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	130 760	164	
Transport terrestre	1 825	1 825	
Total du programme 1	132 585	1 989	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Société des Traversiers du Québec	38 377		
Transport aérien	1 661	1 008	
Transport en commun			
Fonctionnement	10 227		
Immobilisations et service de la dette	163 206		
Transport adapté aux personnes handicapées	13 506	54	
Transport maritime	8 872	7 564	
Transport terrestre	19 070	6 227	
Autres	1 300	19	
Total du programme 2	256 219	14 872	
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Autres	1 701	263	
Total des crédits et dépenses	**390 505**	**17 124**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
	130 429				130 593	142 200
					1 825	1 825
	130 429				132 418	144 025
				38 377	38 377	36 702
	50	260	305		1 623	1 885
	10 216				10 216	17 980
	163 206				163 206	162 792
	13 040	300			13 394	75 526
	164	1 081			8 809	6 265
148	9 617	2 224	725		18 941	27 348
	168	49	1 064		1 300	1 372
148	196 461	3 914	2 094	38 377	255 866	329 870
716	108	595			1 682	1 640
864	**326 998**	**4 509**	**2 094**	**38 377**	**389 966**	**475 535**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2 002
Rémunération			36 702
Capital	129 501	129 477	137 673
Intérêt	71 474	71 474	67 900
Support	189 530	189 015	233 260
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**390 505**	**389 966**	**475 535**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2 002
Rémunération	74 880	74 460	58 616
Fonctionnement	36 822	36 607	63 706
Capital	161 358	160 312	89 588
Intérêt	135 455	134 575	96 224
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**408 515**	**405 954**	**308 134**

TRAVAIL
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003	2002
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié	348	275
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié	185	186
Installation de gaz	178	181
Appareil à gaz	86	118
Droits d'inspection - distribution du gaz	2 093	1 908
Installations électriques	15 860	16 934
Installations de machines fixes	3 001	2 998
Électriciens		395
Entrepreneur en tuyauterie	4 057	3 138
Entrepreneur de construction	16 133	15 188
Jeux et remontées mécaniques	185	195
Appareils de levage	1 262	1 193
	43 388	42 709
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	80	91
Financement du bureau d'évaluation médicale	1 869	1 681
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	34	8
Financement du bureau du commissaire général du travail	2 361	3 325
Divers	1	2
	4 345	5 107
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	1 869	1 681
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	34	8
Compte pour le financement du bureau du commissaire général du travail	2 361	3 325
	81	93
Intérêts		
Divers	11	13
Recouvrements		
Divers	36	50
	128	156
Total des revenus autonomes	43 516	42 865
Total des revenus	**43 516**	**42 865**

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-30		**TRAVAIL**			
1. Relations du travail	29 762	6	863	28 893	15 728
Permanents [1]	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				753	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	509		8	501	368
Ne nécessitant pas de crédits				12	
3. Commission de l'équité salariale	4 996		20	4 976	3 201
Ne nécessitant pas de crédits				105	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents [2]	2 664		21	2 643	1 935
Ne nécessitant pas de crédits				65	
5. Régie du bâtiment du Québec	33 542		3 357	29 985	22 304
Permanents [3]	323			323	
Ne nécessitant pas de crédits				1 499	
6. Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail					
TOTAL	71 806	6	4 269	69 765	43 536

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	68 809	6	4 248	64 355	41 601
Permanents	2 997		21	2 976	1 935
Ne nécessitant pas de crédits				2 434	
TOTAL	**71 806**	**6**	**4 269**	**69 765**	**43 536** [1]

1 Incluant 6 189 à l'égard de 64 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de qualité des bâtiments, de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du ministère du Travail.							
5 709		7 456					
10							
753							
133							
12							
1 775							
105							
706							
65							
7 591		90				200	
1 499	323						
18 360	323	7 546				200	
15 208		7 546				200	
718	323						
2 434							
18 360	**323**	**7 546**				**200**	

TRAVAIL
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	4 750		
Commission des relations du travail	2 521		
Commission de la santé et de la sécurité du travail - financement des activités d'inspection			
Autres	275		
Total du programme 1	7 546		
Total des crédits et dépenses	**7 546**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2003	2002
				4 750	4 750	9 982
				2 521	2 521	
						16 000
	90	85		100	275	395
	90	85		7 371	7 546	26 377
	90	**85**		**7 371**	**7 546**	**26 377**

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2003	2002
Rémunération	1	1	
Support	7 545	7 545	26 377
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**7 546**	**7 546**	**26 377**

SECTION

3

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux 3-2

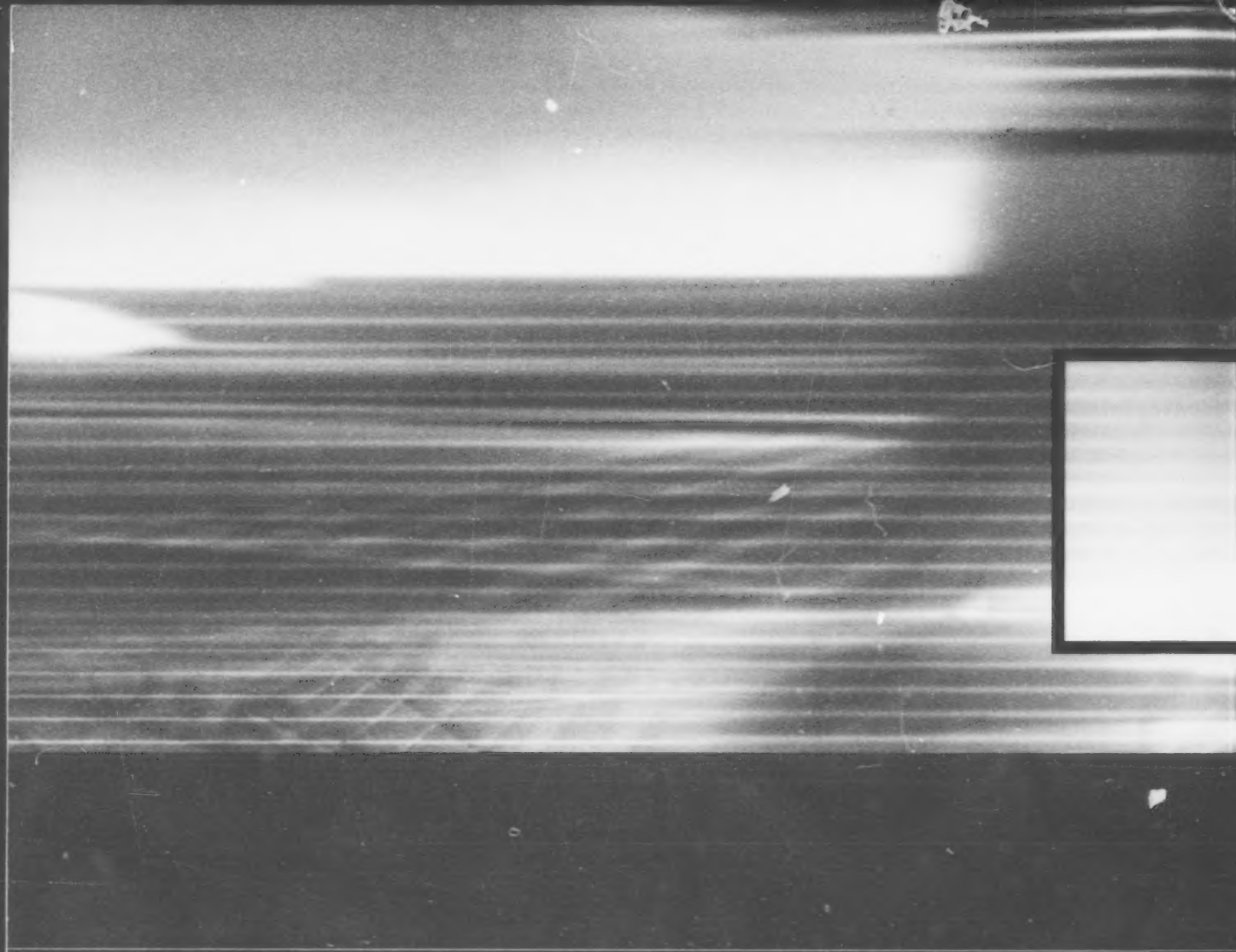
SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2003

(en milliers de dollars)

	2003
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	28 524
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	4 422
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	19 834
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	19 799
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	25 443
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	23 739
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	29 260
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	408 123
Fonds de développement du marché du travail	1 016 984
Fonds de développement régional	18 579
Fonds de financement	29 615
Fonds de gestion de l'équipement roulant	65 148
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	10 358
Fonds de l'assurance médicaments	1 585 601
Fonds de l'état civil	17 754
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	14 279
Fonds de l'information gouvernementale	64 277
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	(1 372)
Fonds de partenariat touristique	111 226
Fonds de perception	79 729
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	62 823
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	43 171
Fonds des registres du ministère de la Justice	29 195
Fonds des services de police	351 346
Fonds des services de santé	5 580 825
Fonds des services gouvernementaux	343 904
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	1 873
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale	40 546
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	34 048
Fonds d'information foncière	97 935
Fonds d'information géographique	2 593
Fonds du Centre financier de Montréal	1 934
Fonds forestier	248 116
Fonds Jeunesse Québec	31 228
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	6 235
Fonds relatif à la tempête de verglas	33 178
Fonds spécial olympique	68 788

2003					2002
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds
28 158	366	36 626	35 312	1 314	948
3 421	1 001	2 711	183	2 528	1 527
7 294	12 540	223 552	7 279	216 273	222 707
14	19 785	277 346		277 346	309 296
10 926	14 517	252 065	10 912	241 153	278 328
10 559	13 180	221 706	10 546	211 160	241 145
29 260		68 736	68 736		
408 123		3 866 437	3 866 437		
1 001 752	15 232	131 470	98 173	33 297	18 065
18 579		23 499	23 499		
1 450	28 165	11 564 388	11 502 662	61 726	33 561
65 492	(344)	134 387	134 387		344
10 107	251	11 515	10 971	544	293
1 585 601		533 976	533 976		(32 110)
14 989	2 765	6 548	1 762	4 786	2 021
14 279		1 160	1 160		
63 627	650	23 832	23 106	726	76
65 228	(66 600)	32 822	4 968	27 854	94 454
106 175	5 051	37 536	32 510	5 026	(25)
75 943	3 786	19 017	9 112	9 905	6 119
62 823		15 133	15 133		
43 171		22 611	22 611		
24 469	4 726	23 779	16 536	7 243	2 517
351 346		121 427	121 427		
5 580 825		397 452	397 452		
333 858	10 046	522 050	457 171	64 879	64 464
1 873		4 834	4 834		
40 546		100 507	100 507		
34 048		110 050	110 050		
65 112	32 823	295 340	43 246	252 094	219 271
2 420	173	3 804	2 496	1 308	1 135
1 581	353	1 411		1 411	1 058
251 324	(3 208)	57 155	55 131	2 024	5 232
31 200	28	31 899	31 871	28	
5 874	361	6 187	5 715	472	111
33 178		10 475	10 475		
83 335	(14 547)	5 667	4 787	880	15 427



Finances Québec